**Patrimoine familiale**

**Cours 1**

Le cours est à 14h. Examen final 72 heures avant le 19 avril 9h30.

**Rappel de certains concepts**

Famille : La notion de famille évolue en fonction de la société et du contexte dans lequel il est étudié. En droit civil, la notion de famille « repose sur certains liens juridiques – mariage, union civile, filiation -, qui peuvent soit être combinés, soit exister indépendamment les uns des autres ». (PINEAU, J. et M. PRATTE, La famille, Les Éditions Thémis, Montréal, 2006, p.7)

Reconnaissance par l’État de 3 formes d’union :

* Mariage
* Union civile
* Union de fait

Le terme conjoint de fait est utilisé dans la loi sur l’impôt, à l’article 61.1 de la Loi d’interprétation, les régimes de retraites et la régis des rentes.

Selon l’article 61.1 de la Loi d’interprétation, LRQ, c. I-16 :« Sont des conjoints les personnes liées par un mariage ou une union civile. »

Couple en union de fait : La définition varie en fonction des lois particulières

Caractéristique : Aucune formalité requise à sa création

Rappel de l’article 61.1 (2) de la Loi d’interprétation, LRQ, c. I-16 : « Sont assimilés à des conjoints, à moins que le contexte ne s’y oppose, les conjoints de fait. Sont des conjoints de fait deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, qui font vie commune et se présentent publiquement comme un couple, sans égard, sauf disposition contraire, à la durée de leur vie commune. Si, en l’absence de critère légal de reconnaissance de l’union de fait, une controverse survient relativement à l’existence de la communauté de vie, celle-ci est présumée dès lors que les personnes cohabitent depuis au moins un an ou dès le moment où elles deviennent parents d’un même enfant.»

Les articles 15, 723, 730.1, 759, 1938 CcQ reconnaissent le statut de conjoint de fait comme des conjoints.

Les conjoints de fait ne sont pas inclus dans le terme conjoint à l’article 666 CcQ.

Pour savoir si les conjoints de fait sont inclus dans le terme conjoint, il faut se demander si la loi offre une définition. Si ce n’est pas le cas et si le concept ne s’y oppose pas, les conjoints de fait peuvent être assimilés à des conjoints.

Dans le contexte du patrimoine familial, les conjoints de fait ne sont pas assimilés à des conjoints.

Enfant

Le concept d’enfant ayant aussi sa place dans la cellule familiale repose sur un lien juridique soit la filiation. La filiation correspond au lien unissant l’enfant à son père et à sa mère.

Il y 3 types de filiations :

* Filiation par le sang : articles 523 à 537 C.c.Q.
* Filiation par procréation assistée : articles 538 à 542 C.c.Q.
* Filiation par adoption : articles 543 à 584 C.c.Q

Mariage

Compétence fédérale pour légiférer sur les conditions de fonds - Article 91 (26) de la Loi constitutionnelle de 1867

Différentes sources législatives

* Loi sur le mariage civil, L.C. 2005, ch. 33
* Loi d’harmonisation no 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4
* Loi sur le mariage (degrés prohibés), L.C. 2005, c.33
* Loi sur le divorce, L.R.C. (1985), ch. 3 (2e suppl.)
* Loi modifiant la Loi sur le divorce, la Loi d’aide à l’exécution des ordonnances et des ententes familiales et la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions et apportant des modifications corrélatives à une autre loi, L.C. 2019, ch. 16

Compétence provinciale pour légiférer sur les conditions de forme :

* Pouvoir législatif relatif à la propriété et aux droits civils
  + Article 92 (13) de la Loi constitutionnelle de 1867 (R-U), 30 &31 Vict., c. 3
* Pouvoir législatif en matière de célébration du mariage
  + Article 92 (12) de la Loi constitutionnelle de 1867 (R-U), 30 &31 Vict., c. 3

Union civile

Pouvoir législatif des provinces relatif à la propriété et aux droits civils - Article 92 (13) de la Loi constitutionnelle de 1867 (R-U), 30 &31 Vict., c. 3

« Les provinces ont compétence sur les relations entre personnes non mariées du même sexe, comme sur les relations entre personnes non mariées de sexe opposé (en raison de la compétence en matière de propriété et droits civils que leur attribue le par. 92(13)).(...) Le mariage et l’union civile sont deux institutions distinctes à l’intérieur desquelles les couples peuvent exprimer leur engagement et structurer leurs obligations juridiques. L’union civile ne constitue pas tout à fait un mariage et est donc régie par la province.» Renvoi relatif au mariage entre personnes du même sexe, 2004 CSC 79

Union de fait

* Compétence provinciale
* Aucun régime particulier de protection ou d’obligation applicable aux conjoints de fait
* Les conjoints de fait ont la possibilité de régir eux-mêmes leur relation

**Causes de morcellement de la famille**

1. **Fin de l’union de fait**

Séparation

* Aucune formalité
* Question de fait
* Principe : aucun partage des biens, à moins d’une convention de vie commune
  + Exception en présence d’enfants pour les modalités garde, pension alimentaire

Décès d’un des conjoints

* Principe : aucun partage des biens et le conjoint survivant conserve les biens dont il est propriétaire
* Le conjoint survivant n’est pas un successible au sens des règles de la dévolution légale d’une succession du Code civil du Québec

1. **Fin du mariage**

Séparation de fait

* N’entraîne pas la dissolution du mariage en vertu de l’article 391 CcQ
* Aucune reconnaissance de ce statut par le législateur
* Elle n’a pas d’effets sur le plan, mais peut servir de preuve en vue d’obtenir un jugement divorce ou une séparation de corps.
* Même si les époux concluent une entente à l’amiable, elle n’aura pas force exécutoire si elle n’est pas entérinée par le tribunal, malgré qu’elle ne soit pas interdite. Les pouvoirs des tribunaux afin d’entériner une entente à l’amiable sont limités étant donné que les époux ne peuvent se soustraire aux effets du mariage en vertu de l’article 391 CcQ.
* Les donations faites dans le cadre du contrat de mariage vont demeurer et ne prendront pas fin.
* Ne libère pas les époux de leurs obligations, notamment en ce qui concerne la responsabilité de participer aux charges du ménage ou au mandat domestique.

Séparation de corps (art. 493 à 515 C.c.Q.)

* Elle doit être autorisée par le tribunal et motivée par le fait que la volonté de vie commune est gravement atteinte (art. 493 et 494 CcQ).
* Dispense de l’obligation de faire vie commune
* Ne romps pas les liens du mariage

Exception : si une demande conjointe est faite par les parties sur un projet d’accord, les parties n’auront pas à faire la preuve de la cause de la séparation.

Les obligations du mariage demeurent à l’exception de faire vie commune. Ex : Le conjoint survivant peut donc toujours hériter malgré une séparation de corps.

La séparation de corps est une cause de dissolution du régime matrimonial, donc donne ouverture à la liquidation du régime matrimonial et entraîne le partage du patrimoine familial (art. 416 et 508, al 1 CcQ).

La reprise de vie commune met fin à la séparation de corps art. 515 CcQ. Si le couple obtient le divorce après la reprise de vie commune, le patrimoine familial se divise une deuxième fois et on ne compte pas les années de vie séparées. Le régime matrimonial ne sera pas nécessairement le même art. 515, al 2 CcQ, car celui prévu par la loi est le régime de séparation de biens.

Divorce (art. 416 et 421 C.c.Q)

* Dissolution du mariage
* Dissolution du régime matrimonial
* Partage du patrimoine familial

L’article 8 (a) de la *Loi sur le divorce* mentionne les raisons pour lesquelles il est possible de rompre les liens du mariage. La reprise de vie commune après le jugement de divorce n’annule pas le jugement et il n’y a pas de second partage du patrimoine familial ou du régime matrimonial.

Décès d’un des conjoints (art. 516 C.c.Q.)

* Dissolution du mariage
* Dissolution du régime matrimonial
* Partage du patrimoine familial

Nullité du mariage (mariage putatif)

* La nullité du mariage est prononcée, mais les effets de cette nullité ne sont pas rétroactifs à l’égard des époux de bonne foi. (Art. 382 C.c.Q.)
* Par contre, les effets seront rétroactifs, si les époux étaient de mauvaise foi.
* Exception : peu importe la bonne ou mauvaise foi des époux, le mariage conserve ses effets à l’égard des enfants (art. 381 C.c.Q.)

Il y liquidation des droits patrimoniaux qui sont présumés avoir existé en faveur des époux de bonne foi, à moins que les époux conviennent de reprendre chacun leurs biens. La bonne foi est une question de fait et est laissée à l’appréciation du tribunal, mais la bonne foi est présumée en vertu de 387 CcQ.

Le cas particulier de l’absent

* Principe : les effets du mariage demeurent pendant la période de 7 ans ou jusqu’à l’obtention d’un jugement déclaratif de décès ou d’un jugement de divorce.
  + Exception : possibilité de demander un jugement déclaratoire de décès avant l’expiration du délai de 7 ans, si les circonstances entourant sa disparition sont telles qu’elles peuvent laisser croire au décès de l’absent.
  + Exception : possibilité après un an d’absence de demander au tribunal la liquidation des droits patrimoniaux (art. 89 C.c.Q.)
* Le conjoint de l’absent peut demander le divorce après un an de cessation de vie commune.

L’époux de l’absent ne peut pas se remarier avant que le jugement déclaratif de décès ne soit rendu art. 84 CcQ. Une fois que le 7 ans s’est écoulé, l’époux survivant peut demander un jugement déclaratif de décès art. 92 CcQ ou demander le divorce après un an de cessation de vie commune.

En cas de retour de l'absent, les effets du jugement déclaratif de décès cessent (art. 97 CcQ), mais le mariage ou l’union civile demeure dissous. S’il surgit des difficultés concernant la garde ou les aliments des enfants, elles sont réglées comme s’il y avait eu séparation de corps ou dissolution du mariage ou de l’union civile.

1. **Fin de l’union civile**

Dissolution de l’union civile au profit du mariage (art. 521.12 C.c.Q.)

* Seule conséquence : Rupture du lien de l’union civile
* Effets de l’union civile maintenus et considérés comme les effets du mariage

Dissolution volontaire (art. 521.12 et 521.13 C.c.Q.)

* Obligation : la déclaration commune doit être faite par acte notarié en minute
* Liquidation des droits patrimoniaux (art. 521.14 et 521.15 C.c.Q.)

Dissolution judiciaire (art. 521.17 C.c.Q.)

* La dissolution doit être prononcée par le tribunal dans les cas suivants :
  + Intérêts des enfants communs aux époux sont en cause
  + En l'absence d'une déclaration commune de dissolution
* Effets :
  + Liquidation des droits patrimoniaux (art. 521.19 C.c.Q.)
  + Rend caduque les donations à cause de mort qu’un conjoint a consenties à l’autre en considération de l’union civile
  + Ne rend pas caduque les autres donations à cause de mort et les donations entre vifs

Décès de l’un des conjoints (art. 521.12 C.c.Q.)

* Produit les mêmes effets que le décès d’un conjoint marié

Nullité de l’union civile (art. 521.10 et 521.11 C.c.Q.)

* Action non recevable s’il s’est écoulé 3 ans depuis la célébration de l’union
  + Exception : si l’ordre public est en cause
* Produit les mêmes effets que la nullité du mariage

Cas particulier de l’absent

* Produit les mêmes effets que l’absence d’un conjoint marié

**Cours 2**

**Rappel des rapports entre conjoints : leurs droits et devoirs**

Dispositions d’ordre public

* Selon l’article 391 du Code civil du Québec, les époux ne peuvent déroger aux dispositions législatives contenues au chapitre des effets du mariage. Les articles 392 à 430 sont donc d’ordre public.
* Ces dispositions d’ordre public sont applicables à tous les époux domiciliés au Québec, peu importe où le mariage a été célébré. (art. 3089 C.c.Q.)
* Les conjoints unis civilement ne peuvent déroger aux droits et obligations qui sont exposés à l’article 521.6 du Code civil du Québec.

Détermination de la loi applicable

* Lorsque les époux sont domiciliés dans le même État, ce sera la loi du domicile commun des époux qui s’appliquera.
* Lorsque les époux sont domiciliés dans des États différents, ce sera la loi de leur résidence commune qui s’appliquera.
* Lorsque les époux n’ont pas de résidence commune au moment où la question se présente, ce sera la loi de leur dernière résidence commune qui s’appliquera.
* Lorsque les époux n’ont jamais eu de résidence commune, ce sera la loi du lieu de la célébration du mariage qui s’appliquera.

Les droits et devoirs des époux

* Le respect et la fidélité (art. 392 al. 2 C.c.Q.)
* Le devoir de secours et d’assistance (art. 392 al. 2 C.c.Q.)
* Le devoir de faire vie commune (art. 392 al. 3 C.c.Q.) - exception dans le cas de l’obtention d’un jugement en séparation de corps
* Le devoir de contribuer aux charges du ménage (art. 396 C.c.Q.)
* Responsabilité des époux relativement aux dettes (art. 397 C.c.Q.)

Le devoir de respect mutuel : « […] on peut conclure que le devoir de respect est incompatible, de façon générale, avec les actes d’humiliation imposés à son conjoint ou même aux membres immédiats de la famille. Il est pertinent de se rapporter au droit à la dignité tel que prévu à l’article 4 de la Charte des droits et libertés de la personne. Ce droit se rattache à la valeur intrinsèque de la personne, il impose donc le respect de la personne pour ce qu’elle est, comme une fin en soi, et s’oppose à ce qu’elle soit considérée comme une chose. » TÉTRAULT, M., 4e édition, Droit de la famille – Le mariage, l’union civile et les conjoints de fait : Droits, obligations et conséquences de la rupture, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais, 2010, p. 134

Le devoir mutuel de fidélité

* Les époux se doivent fidélité.
* Traditionnellement, ce devoir a toujours fait partie intégrante du droit civil québécois.

Élément historique intéressant : Jusqu’en 1954, la femme était sanctionnée plus sévèrement que l’homme si elle commettait l’adultère. À cet effet, lorsque la femme désirait demander la séparation de corps pour cause d’adultère de la part de son mari, elle devait prouver que son mari tenait sa « maîtresse » dans la maison commune. Quant à l'époux qui subissait l'adultère, il pouvait demander la séparation de corps sans avoir à faire cette preuve.

Le devoir de secours

* Définition : « le devoir de secours est en effet une obligation pécuniaire qui consiste à fournir au conjoint les ressources nécessaires à la vie »
  + PINEAU, Jean et Marie Pratte, La famille, Les éditions Thémis, Montréal, 2006, p. 132
* Ce devoir correspond à un soutien financier.
* Ce concept recoupe deux autres notions, soit celle de l’obligation alimentaire et celle de la contribution aux charges du mariage. L’obligation de contribuer aux charges du mariage aura une portée plus générale, car sa portée ne sera pas limitée à la fourniture de ressources nécessaires à la vie. À ce sujet, voir Droit de la famille – 08878, 2008 QCCS 1501

Exemples de soutien financier relevant du devoir de secours des époux l’un envers l’autre : Frais d’hospitalisation, frais de logement et de chauffage, frais d’alimentation.

Le devoir d'assistance

* Définition : « le devoir d’assistance consiste à donner les soins attentifs que nécessite l’état du conjoint malade ou infirme; c’est l’obligation d’apporter à ce dernier l’appui de son affection et de son dévouement ».
  + PINEAU, Jean et Marie Pratte, La famille, Les éditions Thémis, Montréal, 2006, p. 132
* Ce devoir correspond davantage à un soutien moral.

L'obligation de faire vie commune

* Obligation prévue aux articles 392 et 521.6 C.c.Q.
* Cette notion de « vie commune » ne se limite guère à habiter sous le même toit.
* Droit de la famille – 3121, J.E. 98-2089 (C.S.), il y est mentionné que « La vie commune ne se résume pas à habiter sous le même toit (…). La vie commune suppose que les époux ont toujours une résidence familiale choisie de concert et que ni l’un ni l’autre n’a fait de geste manifestant pour l’avenir une intention contraire »
* Droit de la famille – 3690, J.E. 2000-1619, le juge mentionne : « la vie commune permet des accommodements qui répondent aux impératifs professionnels ou personnels des conjoints. Il est ainsi possible de faire vie commune en ne vivant pas ensemble. Tout repose sur l’intention des époux, sur la qualité de leur relation et de leurs besoins »
* Il n’y a qu’une seule résidence familiale choisie de concert par les époux (art. 395 C.c.Q.), malgré que les époux peuvent avoir deux domiciles distincts (art. 82 C.c.Q.)

Les situations suivantes délient les époux de l’obligation de faire vie commune :

* Pendant l'instance de séparation de corps (art. 499 C.c.Q.)
* Pendant l'instance de divorce (art. 499 et 517 C.c.Q.)
* Lorsqu'un jugement en séparation de corps à été rendu (art. 507 C.c.Q.)

« En plus de leur imposer des devoirs réciproques, le législateur québécois oblige les époux à des tâches communes : ils doivent ensemble assumer la direction de la famille et tous deux contribuer aux charges du mariage » PINEAU, J. et M. PRATTE, La famille, Les Éditions Thémis, Montréal, 2006, p. 138

La direction morale et matérielle de la famille

* Pouvoir de décision (art. 394 C.c.Q.) :
  + « Ensemble, les époux assurent la direction morale» (art. 394 C.c.Q.)
  + Les époux « exercent l’autorité parentale et assument les tâches qui en découlent » (art. 394 C.c.Q.)
  + Les époux exercent aussi ensemble la direction matérielle de la famille
* Pouvoir de représentation (art 398 C.c.Q.) :
  + Possibilité de donner à l’autre époux le pouvoir de le représenter pour des actes relatifs à la direction morale ou matérielle de la famille
  + Présomption de ce mandat : impossibilité de manifestation de cette volonté par l’époux ou il n’est pas en mesure de le faire en temps utile

La contribution aux charges du mariage

|  |
| --- |
| Article 396 C.c.Q. : « Les époux contribuent aux charges du mariage à proportion de leurs facultés respectives.  Chaque époux peut s’acquitter de sa contribution par son activité au foyer. » |

Que signifie « charges du mariage » ?

* De nature pécuniaire : les dépenses reliées à la subsistance des époux et de leurs enfants.
* De nature non pécuniaire : l’activité au foyer et l’éducation des enfants sont considérées comme une contribution aux charges du mariage.

Sanctions en cas de non-respect de l’obligation de contribution aux charges du mariage :

* Recours possible auprès du tribunal afin de forcer l’autre époux à contribuer aux charges du mariage;
* La prestation compensatoire dans un objectif de compenser l’apport excessif d’un des époux sous certaines conditions;
* La possibilité d’obtenir un partage inégal du patrimoine familial afin de rééquilibrer les patrimoines respectifs.

Il y a une présomption que la contribution aux charges du mariage est égale entre les époux mentionnée dans la décision *Carrillo Garcia c. Leroux, 2007 QCCS 4021*.

La règle de contribution aux charges du mariage qui est proportionnelle aux facultés de chacun des époux est d’ordre public. (art. 391 C.c.Q.). Les époux ne peuvent pas, par contrat de mariage, convenir qu’un seul d’entre eux contribuera aux charges du mariage.

Critères d’application :

* La contribution sera établie en fonction du train de vie des parties.
* La contribution aux charges du mariage sera aussi appliquée en fonction de la cohabitation. Lorsque la cohabitation cesse, l’obligation de contribution aux charges du mariage est remplacée par l’obligation alimentaire.
* Cette disposition s’applique aussi aux conjoints unis civilement (art. 521.6 al. 4 C.c.Q.)

La responsabilité à l'égard des dettes

|  |
| --- |
| Article 397 C.c.Q. : « L’époux qui contracte pour les besoins courants de la famille engage aussi pour le tout son conjoint non séparé de corps.  Toutefois, le conjoint n’est pas obligé à la dette s’il avait préalablement porté à la connaissance du cocontractant sa volonté de n’être pas engagé. » |

\*Obligation solidaire à l’égard des tiers :

* La responsabilité solidaire des conjoints à l'égard des dettes est conditionnelle à ce qu’elles aient été contractées pour les « besoins courants de la famille ».
* Cette expression est interprétée en fonction des circonstances propres à chaque situation.
* Une dépense inutile, excessive ou futile par rapport à l'avoir de la famille et ses habitudes de vie ne correspondra pas à une dépense contractée pour « les besoins courants de la famille »; il n’y aura pas de responsabilité solidaire.
* La manière de se soustraire à cette obligation : le conjoint doit, préalablement, porter à la connaissance du créancier sa volonté de ne pas s'engager.

**Conférencière Fabienne Joanette-Péloquin**

Pension alimentaire : d’ordre public, obligation de déposer le formulaire

Loi sur le divorce : régime fédéral

C.c.Q. : 2 parents qui résident au Qc on se réfèrent directement au C.c.Q. en ce qui concerne la pension alimentaire.

Art. 597.1

9 besoins de base qui sont couverts par la pension alimentaire : l’alimentation, logement, moyens de communication, entretien ménager, soins personnels, vêtements, meubles, transport et loisir.

Contributions volontaires : répartir entre les parents en fonction du temps de garde.

Qu’est-ce qu’un enfant à charge ? Art. 497 C.c.Q. Loi sur le divorce art. 2(1)

Qui peut intenter le recours pour obtenir des aliments pour l’enfant ? Père et mère ou personne qui a la garde, soit le tuteur. Néanmoins, quand l’enfant a plus de 18 ans, il peut le faire en son propre nom contre un ou deux de ses parents. Si demeure encore chez ses parents, peut être fait au nom de l’enfant, mais par le parent.

Le droit appartient à l’enfant : Tuteurs, parents on ne peuvent pas renoncer à titre de tuteur à la pension de l’enfant.

-In loco parentis : Loi sur le divorce art. 2(1) et (2) : personne qui est reconnu et qui fait lieu de père et mère de l’enfant. Est-ce qu’elle contribue financièrement, discipline, éducation, l’enfant a-t-il encore des rapports avec le père biologique? Pourrait naitre des obligations à une pension alimentaire, pourrait revendiquer le droit de garde par la suite d’un mariage.

**Cours 3**

**La protection accordée à la résidence familiale**

Les règles relatives à la protection de la résidence familiale et certains biens meubles se retrouvent aux articles 401 à 413 du Code civil du Québec. Leurs raisons d’être reposent sur cette idéologie que la famille, même en l’absence d’enfant, mérite une reconnaissance particulière.

Cette protection est un effet obligatoire du mariage. Il est donc impossible pour les époux ou les conjoints unis civilement de s’y soustraire par toute convention (art. 391 C.c.Q.). Étant un effet du mariage, cette protection est aussi accordée aux époux qui se sont mariés selon les lois étrangères, mais qui sont actuellement domiciliés au Québec (art. 3089 C.c.Q.).

Il s’agit toutefois d’un effet de protection et non de direction; cela ne donne pas le pouvoir au conjoint non-propriétaire de vendre l’immeuble.

La sanction en cas de non-respect des règles entourant la protection de la résidence familiale est la nullité relative, car l’objectif est de protéger les intérêts particuliers du conjoint dont le consentement était requis (art. 1419 C.c.Q.). Ainsi, le tribunal ne pourra pas la soulever d’office.

Étant donné que cette protection vise à protéger les intérêts particuliers d’un des conjoints, seul le conjoint victime pourra exercer un recours éventuel en nullité (art. 402 à 406 C.c.Q.) ou en dommages-intérêts (art. 408 C.c.Q.)

Seuls les couples mariés et unis civilement sont soumis aux dispositions accordant une protection de la résidence familiale (art. 391 et 521.6 CcQ).

**La notion de résidence familiale**

|  |
| --- |
| Art. 395 CcQ : Les époux choisissent de concert la résidence familiale.  En l’absence de choix exprès, la résidence familiale est présumée être celle où les membres de la famille habitent lorsqu’ils exercent leurs principales activités. |

« le législateur emploie toujours l’expression « résidence familiale » non pas dans le sens courant et commun de ce terme, mais bien dans son sens technique et juridique. Il la distingue ainsi d’autres notions juridiques voisines, telle celle de domicile » *Droit de la famille – 3243, 1999 CanLII 13623 (QC CA)*

Le législateur n’accorde la protection qu’à **UNE SEULE** résidence. Les **résidences secondaires** sont par le fait même **exclues**.

La résidence **se limite qu’à l’immeuble ou à la partie occupée par la famille**. Par exemple, si la famille réside dans un immeuble contenant plusieurs appartements, la protection ne vise que le logement où vivent les membres de la famille. Alors, le conjoint propriétaire de l’immeuble à revenus pourra louer tout logement qui n’est pas habité par la famille sans le consentement de l’autre conjoint.

Si les conjoints ont déterminé d’un commun accord que tel lieu correspondait à leur résidence familiale, cette résidence acquiert le statut de résidence protégée, et ce, même si les conjoints ne l’ont jamais habitée. Le tribunal accordera une importance à l’**intention commune** des époux de faire de l’immeuble leur résidence familiale.

Exemple où il n’est pas essentiel d’avoir habité l’immeuble

«La jurisprudence reconnaît l'importance de cette question de fait, qu'est l'intention des parties. Une preuve prépondérante démontre que la décision du couple de construire cet immeuble est sans équivoque. La famille s'installera enfin dans une maison luxueuse et vaste, située à proximité d'un plan d'eau.

La construction commence selon ces plans et le Tribunal retient que manifestement l'occupation du loyer de la rue A est temporaire dans l'attente de la fin des travaux de construction. […]

L'occupation préalable de l'immeuble par la famille n'est pas une condition essentielle à sa reconnaissance comme résidence familiale. Le simple fait que la construction de cet immeuble ne soit pas terminée lors de la fin de la vie commune n'est pas concluant, si au départ les conjoints ont pris une décision commune de la construire et de l'habiter. » *Droit de la famille – 07748, 2007 QCCS 1587* (appel rejeté)

Le critère d’intention commune est primordial, car un immeuble acquis par un des conjoints à l’insu de l’autre ne pourra pas bénéficier de la protection de la résidence familiale.

En l'absence de choix par les époux, la résidence familiale sera celle où les membres de la famille exercent leurs principales activités (art. 395 al. 2 C.c.Q.). Cela signifie habituellement la résidence qu'ils occupent lorsque les époux travaillent et que leurs enfants sont aux études.

La résidence perd son caractère familial, notamment :

* Après l’obtention d’une jugement de divorce
* Lorsque la nullité du mariage ou de l'union civile est prononcée par le tribunal
* Après la liquidation du conjoint décédé

Afin de pouvoir déterminer si la résidence familiale perd sa protection, il faut distinguer deux situations :

1. La situation qui prévaut après un jugement de séparation de corps ou de divorce

* Divorce : la famille est complètement disloquée
* Séparation de corps : dispense de l’obligation de faire vie commune
* Cela fait en sorte qu’il n’y a plus de résidence familiale.
* Ces deux situations (jugement de divorce ou de séparation de corps) sont des motifs de radiation de l’inscription de la déclaration de résidence familiale (art. 3062 C.c.Q.)

1. La situation qui existe pendant l’instance en séparation de corps ou en divorce

Divorce et séparation de corps : *Droit de la famille – 3243(1999) R.J.Q. 363 (C.A.)* « Il n’est pas impensable de croire que le législateur ait voulu non seulement protéger la résidence, mais aussi maintenir un certain *statu quo* à ce sujet jusqu’au jugement final disposant des autres mesures, l’attribution d’un droit d’usage, d’habitation ou de propriété ».

En résumé, pendant l’instance de divorce ou de séparation de corps le caractère de résidence familiale sera préservé.

1. La situation qui existe pendant la séparation de fait

* Cela sera une question de fait.
* **Intention des conjoints** : Il faut d’abord, pour chaque situation, vérifier si les époux ont encore l’intention de faire de cet immeuble la résidence familiale.
* **Perte de la protection** :
  + Dans le cas où les époux quittent irrémédiablement l’immeuble
  + Si le conjoint du propriétaire ne l’occupe plus et n’a plus l’intention de l’habiter; si le conjoint non propriétaire quitte définitivement l’immeuble
* **Conservation de la protection**: Si le propriétaire quitte l’immeuble, mais que le conjoint non propriétaire continue d’occuper la résidence

Le critère déterminant repose sur l’intention des époux. Les tribunaux font preuve de souplesse lors de l’analyse des faits propre à chaque situation afin de déterminer si l’immeuble peut être déterminé de résidence familiale.

**Protection de la résidence familiale en matière de bail résidentiel (art. 403 CcQ)**

Le conjoint seul signataire du bail constituant la résidence familiale doit obtenir le consentement écrit de son conjoint non signataire pour :

* sous-louer le logement
* céder son bail
* mettre fin au bail

Condition pour bénéficier de la protection : Avoir avisé le locateur du fait que ce logement sert de résidence familiale. Cet avis peut-être verbal ou écrit, pas de forme obligatoire, mais verbal plus dur à prouver. L’avis peut être donné par un seul des conjoints.

Sanction en cas de non-respect :

* Nullité relative de l’acte (art. 403 al. 2 C.c.Q.)
  + Exception : si le conjoint a ratifié l’acte, par écrit, avant ou après.
* Dommages-intérêts (art. 408 C.c.Q.)

L’avis de résiliation doit être signé par les deux conjoints si le locateur a reçu un avis de déclaration de résidence familiale. À défaut, l’avis de résiliation pourrait être attaqué en cour en vertu de 403 CcQ, car il faut le consentement écrit. Le locateur devrait obtenir la signature des deux conjoints pour accepter la résiliation du bail pour éviter d’être poursuivi.

Le locateur ne peut pas exiger les loyers impayés par le conjoint non signataire en vertu de 403 CcQ, mais il pourrait le faire en vertu de 397 CcQ, car le logement fait partie des besoins courants de la famille qui doivent être assumés solidairement entre les époux.

**Distinction entre le droit au maintien des lieux et la protection accordée à la résidence familiale en matière de logement**

Le droit au maintien des lieux dans le cas d’une séparation ou d’un décès en vertu de l’article 1938 CcQ. Cet article s’applique également aux conjoints de faits lorsqu’il y a une cohabitation d’une durée d’au moins 6 mois.

Distinction :

* Protection accordée à la résidence familiale (art. 403 C.c.Q.)
  + Avis de résidence familiale envoyé au locateur
  + S’applique à l’égard de la résidence familiale (donc pas une résidence secondaire)
  + S’applique uniquement au conjoint marié ou uni civilement
* Droit au maintien dans les lieux (art. 1938 C.c.Q.)
  + Avis de cessation de cohabitation et de maintien dans les lieux
  + Il n’y a pas de restriction à l’égard de la résidence familiale
  + S’applique autant au conjoint de fait

**Protection de l’immeuble**

Dans un souci de protection du logement familial, l’époux qui est propriétaire de la résidence familiale ne peut faire seul tous les actes d’administration ou de disposition que lui reconnaît normalement le droit de propriété. Cela s’applique également au conjoint propriétaire qui a reçu l’immeuble en question dans le cadre d’une succession.

La nature de la protection ainsi que la sanction varie selon deux scénarios :

1. L’immeuble de moins de 5 logements (art. 404 C.c.Q.)

Le consentement écrit du conjoint non propriétaire est requis pour :

* Aliéner (vendre, donner, échanger)
* Grever d’un droit réel (hypothèque, usufruit, servitude réelle)
* Louer la partie servant de résidence familiale

Sanction :

* Nullité de l’acte (art. 404 al. 2 C.c.Q.)
  + Condition de la protection : l’inscription préalable d’une déclaration de résidence familiale au Registre foncier avant que l’acte ne soit conclu. Cette inscription rend le droit opposable aux tiers et si ce n’est pas fait, on ne peut pas demander la nullité, on peut seulement demander des dommages-intérêts.
* Dommages-intérêts (art. 408 C.c.Q.)

\*\* Les deux recours peuvent être demandés simultanément (art. 408 C.c.Q.).

Si le conjoint non propriétaire refuse de donner son consentement ou n’est pas en mesure de le donner, le conjoint propriétaire peut intenter un recours en vertu de 399 CcQ pour obtenir l’autorisation du tribunal et passer l’acte seul s’il réussit à prouver que le refus n’est pas justifié par l’intérêt de la famille.

La déclaration de résidence familiale au Registre foncier peut être faite par les deux époux ou l’un d’eux (art. 407 CcQ). L’inscription permet la pleine protection de la résidence, mais ne confère pas un droit réel au conjoint non propriétaire. Aussi, ce n’est pas parce qu’un conjoint a inscrit une déclaration de résidence familiale au Registre foncier que l’immeuble bénéficie nécessairement de la protection. Aussi, malgré cette déclaration, l’immeuble demeure saisissable.

Lorsque les deux conjoints sont propriétaires, ce sont les articles en matière d’indivision qui s’appliquent. Dans ce cas, un conjoint ne pourrait forcer un acte en vertu de l’article 399 CcQ, il devrait plutôt le faire en vertu de l’article 1030 CcQ.

À l’article 3062 CcQ, on y trouve des motifs pour lesquels on pourrait faire retirer la déclaration de résidence familiale au Registre foncier et affectant un immeuble (liste exhaustive) :

* Les deux conjoints consentent à retirer la déclaration.
* L’un des conjoints est décédé et sa succession est liquidée.
* Les conjoints sont séparés de corps ou divorcés.
* L’union civile est dissoute.
* La nullité du mariage ou de l’union civile est prononcée par le tribunal.
* L’immeuble a été aliéné du consentement des conjoints ou avec l’autorisation du tribunal.

1. L’immeuble de 5 logements ou plus (art. 405 C.c.Q.)

Le consentement écrit du conjoint non propriétaire est requis pour :

* Aliéner
* Louer la partie servant de résidence familiale

Sanction :

* Principe : dommages-intérêts (art. 408 C.c.Q.)
* Exception :
  + Exiger de l’acquéreur qu’un bail des lieux qui servaient de résidence familiale soit consenti au conjoint n’ayant pas donné son consentement
  + Demander la nullité du bail louant la partie servant de résidence familiale
  + Condition de la protection : l’inscription préalable d’une déclaration de résidence familial

**Protection de la résidence familiale portant sur un démembrement du droit de propriété (art. 406 al. 1 CcQ)**

Pour ce qui est de l’usufruit (art. 1120 et ss. CcQ), de l’emphytéose (art. 1195 et ss. CcQ) et du droit d’usage (art. 1172 et ss. CcQ), ce sont les articles 404 et 405 C.c.Q. qui s’appliquent :

* Si moins de 5 logement : consentement du conjoint requis pour aliéner, grever d’un droit réel ou louer
* Si 5 logements ou plus : consentement requis pour aliéner ou louer

Sanction :

* Recours prévus à 404 al. 2 et 405 al. 2 C.c.Q
* Dommages-intérêts (art. 408 C.c.Q.)

Question : Le père de Madame A lui donne un droit d’usage dans son chalet qui n’a qu’un seul logement. Madame A et son époux B établissent que ce chalet dont madame A est titulaire d’un démembrement du droit de propriété serait leur résidence familiale. Si A désire radier son droit d’usage donc redonner tous les droits de propriété à son père, aura-t-elle besoin du consentement écrit de son conjoint ?

Réponse : Oui en vertu des articles 404 et 406, al 1 CcQ, car le droit d’usage porte sur la résidence familiale. Advenant que Madame A procède tout de même à la radiation de son droit d’usage, B peut demander la nullité et réclamer des dommages-intérêts. Dans cette même hypothèse, si aucune déclaration de résidence familiale n’a été faite, B ne peut réclamer que des dommages-intérêts contre A et le père si ce dernier était au courant que l’immeuble servait de résidence familiale et que cette radiation pose préjudice à B.

**Autres droits conférant l’usage de l’immeuble (art. 406, al 2 CcQ)**

* Droits qui confèrent l’usage par l’entremise d’une fiducie
* Droits qui confèrent l’usage par l’entremise d’un actionnariat dans une société par actions qui est propriétaire de l’immeuble

Ex : fiducie administrée par le fiduciaire et le bénéficiaire est l’un des conjoints. La fiducie a un immeuble qui est la résidence familiale des conjoints. Ça prend donc le consentement de l’autre conjoint pour aliéner le droit qui permet à la famille d’habiter dans l’immeuble de la fiducie.

Ex : un des deux conjoints est l’actionnaire unique ou majoritaire d’une société par action propriétaire d’un immeuble servant de résidence familiale. Ça prend donc le consentement de l’autre conjoint pour aliéner le droit qui permet à la famille d’habiter dans l’immeuble de la société par action.

Nature du droit : Il faut le consentement du conjoint pour disposer du droit qui confère l’usage de la résidence familiale

Sanction : Dommages-intérêts seulement (art. 408 C.c.Q)

**La protection accordée à certains biens meubles situés dans la résidence familiale**

|  |
| --- |
| Art. 401 CcQ : Un époux ne peut, sans le consentement de son conjoint, aliéner, hypothéquer ni transporter hors de la résidence familiale les meubles qui servent à l’usage du ménage.  Les meubles qui servent à l’usage du ménage ne comprennent que les meubles destinés à garnir la résidence familiale, ou encore à l’orner; sont compris dans les ornements, les tableaux et oeuvres d’art, mais non les collections. |

Les biens visés par cette protection inclus les meubles servant à l’usage du ménage qui :

* Garnissent la résidence familiale, ou
* Ornent la résidence familiale

Exclusion : Meubles à l’extérieur de la résidence familial. Ex : Chalet, voiture.

Les tableaux et les statues qui ornent la résidence familiale sont protégés, à moins qu’ils ne fassent partie d’une collection (*C.D. c. J.-G.R., 2005 QCCA 1278*).

Les meubles doivent servir à l’usage du ménage. Le bien ne bénéficiera pas de la protection s’il est à l’usage exclusif d’un des conjoints. Néanmoins, les meubles seront protégés, même si un seul conjoint les utilise, si l’emploi de ces meubles est pour le bénéfice du ménage.

**La nature de la protection**

Interdiction pour le conjoint propriétaire du bien protégé de :

* Le vendre
* Le donner
* L’hypothéquer
* Le louer
* Le transporter hors de la résidence familiale

\*\*Sauf s’il a obtenu préalablement le consentement du conjoint non propriétaire, et ce, même si ce bien a été reçu dans le cadre d’un héritage.

**Recours en cas de non-respect de l’obtention du consentement du conjoint non propriétaire**

* Demander une injonction au tribunal pour que les meubles déplacés illicitement hors de la résidence familiale soient retournés.
* Demander la nullité de l’acte interdit relatif à un meuble servant à l’usage du ménage, si le conjoint n’a pas ratifié l’acte (art. 402, al 1 CcQ). Il s’agit de nullité relative, donc seul le conjoint lésé peut demander la nullité.
  + Exception : si le tiers était de bonne foi et a acquis le bien à titre onéreux, on ne pourra pas annuler l’acte même si le conjoint non propriétaire n’a pas donné son consentement (art. 402, al 2 et 2805 CcQ). Donc, seul l’acquéreur de mauvaise foi ou celui à titre gratuit pourrait subir les conséquences de l’annulation de l’acte. C’est au conjoint non propriétaire de faire la preuve de la mauvaise foi du cocontractant.
* Action extrapatrimoniale donc liée à la personne ce qui la rend intransmissible
* Prescription de 3 ans à compter du moment de la connaissance de l’acte illicite (art. 2925 et 2927 CcQ)
  + Exception : la prescription ne court pas pendant la vie commune la vie commune (art. 2906 C.c.Q.)
* Demander des dommages-intérêts de son conjoint ou de toute autre personne qui lui a causé préjudice par sa faute (art. 408 C.c.Q.)

L’objectif de la protection est d’assurer la continuité du cadre physique où vit la famille. L’action en nullité a un caractère extrapatrimonial, ce qui fait que cette action est essentiellement liée au bénéficiaire et qu’elle est intransmissible.

**Cours 4**

**Éléments généraux du patrimoine familial**

« Le patrimoine familial peut être défini comme l’affectation d’une masse prédéterminée de biens indépendamment de la question de savoir lequel des époux en est le propriétaire, pour le partage de la valeur de ces biens au jour de la dissolution. » CIOTOLA, P

|  |
| --- |
| Art. 414 CcQ : Le mariage emporte constitution d’un patrimoine familial formé de certains biens des époux sans égard à celui des deux qui détient un droit de propriété sur ces biens. |

Les dispositions du patrimoine du mariage constituent des effets du mariage donc les conjoints mariés ou unis civilement ne peuvent y déroger, quel que soit leur régime matrimonial (art. 391 et 3089 CcQ). Ils ne peuvent y renoncer par contrat (art. 423 CcQ). Néanmoins, comme nous le verrons lorsque nous traiterons du domaine d’application de ces dispositions législatives, certains conjoints mariés avant le 1er juillet 1989 ont eu la possibilité de s’y soustraire.

Malgré plusieurs controverses jurisprudentielles et doctrinales relativement au patrimoine familial, certains principes peuvent y être dégagés :

* Le partage ne s’étend pas à tous les biens, mais uniquement à certains biens clairement identifiés à l’article 415 du C.c.Q.
* Le patrimoine est un effet direct du mariage et non un régime matrimonial universel (art. 414 C.c.Q.). Étant un effet du mariage, les dispositions sont d’ordre public (art. 391 C.c.Q.).
* Les dispositions concernant le patrimoine familial doivent « recevoir une interprétation généreuse, en fonction de l’objectif poursuivi par le législateur, et compatible avec l’ensemble du droit » (*Droit de la famille – 977 [1991] R.J.Q. 904*)
* Les époux conservent sur leurs biens une pleine autonomie de gestion, même si ces biens sont visés par les dispositions du patrimoine familial. Ces biens sont donc saisissables. De plus, l’époux propriétaire du bien peut en disposer librement sans l’obtention du consentement de son conjoint. Cela aura comme conséquence de l’exclure lors de l’évaluation du patrimoine familial, sous réserve de l’article 421 C.c.Q.

ATTENTION d’autres dispositions peuvent venir restreindre le pouvoir des époux sur leur bien respectif, par exemple, les dispositions en matière de protection de la résidence familiale ou celles concernant le régime matrimonial des époux.

Le conjoint propriétaire d’un bien faisant partie du patrimoine familial peut le léguer à la personne de son choix, même si cette dernière n’est pas son conjoint. Selon un des principes généraux, le conjoint propriétaire d’un bien inclus dans le patrimoine familial conserve son autonomie de gestion sous réserve des dispositions de la résidence familiale et celles du régime matrimonial.

**Caractéristiques du droit au partage du patrimoine familial :**

* **Caractère impératif** : cela s’applique à tous les époux indépendamment de leur régime matrimonial et de la date de leur mariage (art. 414 C.c.Q.). Toutefois, comme nous le verrons subséquemment, certains conjoints peuvent y avoir renoncé au moment de l’entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions.
* **Régime primaire** : ces dispositions font partie du régime primaire ayant une portée générale et universelle et un caractère absolu et d’ordre public.
* **Droit de créance** : cela constitue un droit personnel et non un droit réel. Il ne confère pas un droit de propriété. Raisons de cette qualification :
  + Aux articles 416 et 417 C.c.Q., le législateur fait référence à un partage en valeur. Le législateur fait référence à une dette qui sera payable soit en argent ou par la remise de certains biens.
  + Les époux conservent une autonomie de gestion à l’égard de leurs biens. Comme la Cour d’appel l’a mentionné dans la décision *Droit de la famille – 977 [1991] R.J.Q. 904* : si le conjoint qui est propriétaire du bien « a le droit de l’aliéner seul et sans restriction, on voit mal comment l’autre conjoint pourrait prétendre à un droit de propriété sur celui-ci ».
* **Saisissabilité des biens du patrimoine familial** : les créanciers du conjoint propriétaire d’un bien composant le patrimoine familial peuvent saisir le bien à la satisfaction de leur créance, et ce comme tout autre bien. « Le patrimoine familial ne confère pas le statut de bien insaisissable ». CIOTOLA, P.

**Objectif du patrimoine familial**

Le législateur a voulu instaurer une égalité économique entre les époux non seulement pendant le mariage, mais aussi au moment de la dissolution du mariage. Voir *Droit de la famille – 977 [1991] R.J.Q. 904*

« Le mariage représente d’abord une union de personnes. Cependant, le législateur a aussi voulu qu’il constitue une union économique partielle ou une association d’intérêts » *M.T. c. J.-Y.T. [2008] 2 R.C.S. 781*, par. 21 Les dispositions du patrimoine familial visent à « garantir une égalité, peut-être imparfaite, mais significative dans la création et la dissolution d’un patrimoine conjugal selon des modalités parfois fort variées. » *M.T. c. J.-Y.T. [2008] 2 R.C.S. 781*, par. 16

Le patrimoine familial a comme objectif le partage des bénéfices accumulés à titre onéreux pendant le mariage sur certains biens destinés à l’usage de la famille ainsi qu’à certains régimes de rentes ou de retraite dont l’un ou l’autre des époux est propriétaire. Il s’agit d’un partage en valeur, car le législateur confère aux époux un droit de créances par opposition à un droit de propriété. L’article 416 CcQ fait aussi référence à la valeur du patrimoine. La valeur partageable est équivalente à la moitié de la valeur nette du patrimoine familial et ce droit se caractérise par l’octroi d’un droit de créances par un seul conjoint, soit celui qui est défavorisé lors de la rupture.

|  |
| --- |
| Exemple d’un droit de créance en faveur d’un seul conjoint :  A et B se sont mariés en 2017. Au moment de leur divorce en 2021, ils sont tous deux domiciliés au Québec. Pendant leur mariage, B a acquis en son nom un immeuble qui correspond en tout point à la définition de résidence de la famille au sens de l’article 415 C.c.Q. A a acquis pendant le mariage une voiture qui servait aux déplacements de la famille et les meubles qui garnissent et ornent la résidence de la famille.   * L’automobile a une valeur de 10 000,00$ (aucune dette liée). * L’immeuble a une valeur de 100 000,00$ (aucune dette liée). * Les meubles ont une valeur de 10 000,00 $ (aucune dette liée).   Patrimoine de A  Détermination des biens (art. 415 C.c.Q.) :   * Voiture 10 000 $ * Meubles 10 000 $   Valeur nette (application de 416, 417 et 418 C.c.Q.) = 20 000,00 $  Valeur partageable (la moitié) = 10 000,00 $  Patrimoine de B  Détermination des biens (art. 415 C.c.Q.) : Résidence de la famille 100 000$  Valeur nette (application de 416, 417 et 418 C.c.Q.)100 000,00 $  Valeur partageable (la moitié) = 50 000,00 $  Conclusion  Alors, A (créancier) aura une créance payable par B (débiteur) de 40 000,00$ résultant du partage du patrimoine familial. |

**Transmissibilité du droit au partage du patrimoine familial**

Les droits relatifs au partage du patrimoine familial sont transmissibles. Voir *Lamarche c. Olé-Widholm [2002] R.D.F. 219 (C.A.)* et *Banque Nationale du Canada c. Sciascia-Trapani, 2002 CanLII 39948 (QC CA)*

Les héritiers pourront réclamer au conjoint survivant la créance résultant du partage du patrimoine familial.

Exemple : Les époux A et B se sont mariés en 1999 sans contrat de mariage. De leur union deux enfants sont nés, X et Y. A décède en 2019. Sa succession est de nature testamentaire. Dans son testament, A lègue à titre particulier plusieurs biens à son conjoint B. Cependant, A lègue le résidu de tous ses biens meubles et immeubles à ses enfants, X et Y, en parts égales.

Dans ce scénario, ce serait les enfants qui bénéficieraient du droit au partage du patrimoine familial. Le droit au partage est transmissible aux héritiers du défunt, en l’occurrence X et Y. Les légataires à titre particulier ne sont pas des héritiers au sens des dispositions législatives en matière de droit des successions.

Il est possible de remédier aux effets de cette reconnaissance de transmissibilité de la créance résultant du partage du patrimoine familial aux héritiers en prévoyant un legs à titre particulier au conjoint survivant de ses droits dans le partage du patrimoine familial. Cela pourrait aussi être fait par stipulation au contrat de mariage par une donation à cause de mort réciproque des droits des époux dans le patrimoine familial. Le conjoint peut disposer à cause de mort et à son entière discrétion de ses droits dans le patrimoine familial. Il peut en disposer par legs universel, à titre universel ou à titre particulier.

Question : Est-ce qu’un conjoint marié peut léguer la résidence qui sert à la famille à son frère ? Exemple : Je lègue ma résidence familiale à mon frère.

Réponse : Oui, il peut la légué par testament. Le propriétaire garde tous les pouvoirs juridiques et de gestion à l’égard des biens qui constituent le patrimoine familial. Cependant, lors du partage du patrimoine familial en raison du décès et tant que la succession ne sera pas liquidée, la résidence conserve son caractère de résidence familiale, donc les protections de 401 et ss. CcQ sont conservées. Le conjoint non propriétaire pourrait s’adresser au tribunal pour demander un droit d’usage sur la résidence en question, mais aucun droit de propriété total ne lui sera accordé. En résumé, les dispositions concernant le patrimoine familial ne restreint pas le droit de propriété.

Question : Est-ce que cet exemple transfère le droit au partage du patrimoine familial ou un droit de propriété d’un bien composant le patrimoine familial ?

Réponse : Ce legs transfert le droit de propriété et la loi le permet.

Question : Lors du partage du patrimoine familial résultant du décès du conjoint marié, A, il est établi que le conjoint survivant doit 20000 $ à A. Si A avait légué, par testament, tous ses biens à son fils Y. Selon vous, si Y n'a pas renoncé à cette créance, pourrait-il exiger son paiement par le conjoint survivant B ?

Réponse : Oui, étant donné que le droit de créance est transmissible aux héritiers. Donc, le fils pourra réclamer la somme qui était dû à A.

Question : De quelle manière les conjoints mariés peuvent-ils influencé le résultat d’une telle transmissibilité du droit de créance ?

Réponse : Pour contrer cet effet de transmission du droit de créance aux héritiers du conjoint décédé, il faut recourir à la donation à cause de mort au contrat de mariage pour léguer au conjoint survivant l’ensemble de ses biens, droits et créances ou encore ou encore lui léguer les droits afférents au partage du patrimoine familial. Il est également possible de faire un legs conditionnel à ce qu’il renonce à sa créance dans le patrimoine familial.

Tableau résumé :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Créancier : conjoint survivant | Créancier : conjoint décédé |
| Lors du décès d’un des conjoints, il y a ouverture du droit au partage (art. 416 et 516 CcQ). La créance est née, mais non liquidée. | Il pourra faire valoir sa créance résultant du partage du patrimoine familial contre la succession de son défunt conjoint. | Sa créance est transmissible à ses héritiers. Le conjoint survivant pourrait être tenu d’acquitter la créance résultant du partage du patrimoine familial aux héritiers du conjoint décédé. |

**Domaine d’application des règles du patrimoine familiale**

Qui peut demander le partage du patrimoine familial ?

* Les personnes mariées après le 1er juillet 1989
* Les personnes mariées avant le 1er juillet 1989 et qui ne se sont pas soustraits à l’application des dispositions du patrimoine familial
* Les conjoints unis civilement à compter du 24 juin 2002, conformément à l’article 521.6 CcQ

Qu’en est-il des couples mariés à l’étranger ou ceux mariés au Québec, mais n’y étant plus domiciliés ?

Le patrimoine familial est un effet du mariage et est donc régi en fonction de la loi du domicile des époux au moment de l’ouverture du droit au partage du patrimoine familial (art. 3089 CcQ pour les époux et art. 3090. 1, al 2 CcQ pour les conjoints unis civilement). Les causes d’ouverture sont mentionnées à l’article 416 CcQ.

Exemple : un couple se marie au Japon. A est québécois et B japonais. Les époux établissent leur résidence au Japon et ne conservent qu’une résidence secondaire au Québec. Au moment de l’introduction des procédures de la demande en divorce, A a son domicile au Québec alors que B demeure toujours au Japon. Comme leur domicile est différent, c’est la dernière résidence commune avant l’introduction de la procédure de divorce qui sera considérée. Ce seront donc les règles du Japon qui s’appliqueront aux époux.

Exemple : un couple se marie au Japon en 1990. Les époux établissent leur résidence au Japon et déménagent au Québec en septembre 2020. Au moment de l’introduction des procédures de la demande en divorce en janvier 2021, A et B demeurent tous deux au Québec. Conformément à l’article 3089 CcQ, étant donné que les époux sont domiciliés au Québec, les dispositions du patrimoine familial s’appliqueront à eux. Cependant, étant donné que le couple s’est marié au Japon et qu’ils y ont vécu la majeure partie de leur mariage, il sera possible pour le tribunal de se rapporter à la loi d’origine, soit celle du Japon, en ce qui concerne les effets économiques du mariage et d’exclure, le cas échéant, le partage du patrimoine familial en fonction des modalités du droit québécois (art. 3082 CcQ).

Question : Vrai ou faux ? Les époux se sont mariés en Algérie en 2008 et ils y ont vécu la majeure partie de leur temps. Au moment de l’introduction de l’instance en divorce, étant donné qu’ils demeurent au Québec depuis quelques mois, ils seront incontestablement soumis aux dispositions du patrimoine familial. Aucune autre possibilité ne s’offre à eux.

Réponse : Faux, malgré le fait que les époux demeurent au Québec au moment de la dissolution du mariage et que les dispositions concernant le patrimoine familial s’appliquerait normalement à eux conformément à l’article 3089 CcQ, le tribunal pourra se rapporter à la loi du pays d’origine plutôt qu’à la loi québécoise en ce qui concerne les effets économiques du mariage et exclure les effets du partage du patrimoine familial étant donné de la courte période où les époux ont demeuré au Québec en vertu de l’article 3082 CcQ.

Qu’en est-il de la situation des conjoints de fait ?

Les dispositions du patrimoine familial ne s’appliquent pas par défaut aux conjoints de fait. Ils ont toutefois la possibilité de s’y soumettre conventionnellement, en tout ou en partie, dans une convention de vie commune. Cette exclusion n’est pas discriminatoire au sens du paragraphe 15 (1) de la Charte canadienne des droits et libertés

**Possibilité d’exclusion des personnes mariées avant le 1er juillet 1989**

Lorsque le législateur a instauré les règles en matière de patrimoine familial, il a donnée la possibilité aux conjoints qui s’étaient mariés avant le 1er juillet 1989 de s’exclure de l’application de ces nouvelles dispositions par un acte bilatéral. Les conjoints, d’un commun accord, décidaient de se soustraire, en tout ou en partie, aux dispositions du patrimoine familial. La convention d’exclusion pouvait être à titre gratuit ou à titre onéreux. Il était possible de remettre un montant forfaitaire à l’un des époux au moment de la signature de la convention. Le régime des rente du québec n’était pas affecté par cette exclusion. Par contre, peu importe l’exclusion, complète ou partielle, aux dispositions du patrimoine familial, les gains inscrits en application à la *Loi sur régime des rentes du Québec* ou de programmes équivalents seront partageables entre les époux.

Aussi, si les conjoints mariés ont introduit une demande en séparation de corps, en divorce ou en annulation du mariage avant le 15 mai 1989, ils ne seront pas soumis aux règles du partage du patrimoine familiale.

Critères requis afin que les conjoints ne soient pas soumis aux dispositions du patrimoine familial :

* Par acte notarié (en brevet ou en minute) ou déclaration judiciaire
* Enregistré au registre central des régimes matrimoniaux de l’époque
* Au plus tard le 31 décembre 1990

*Loi modifiant le Code civil du Québec et d’autres dispositions législatives afin de favoriser l’égalité économique des époux, L.Q., 1989, c. 55 , art. 42*

Différence entre la convention d’exclusion et la renonciation au partage du patrimoine familial prévu à l'article 423 CcQ :

* La **renonciation** est un acte unilatéral et c’est le créancier qui renonce à sa créance. Elle survient au moment de l’ouverture du partage du patrimoine familial. Les causes d’ouvertures sont la prononciation du divorce, l’annulation du mariage, la séparation de corps ou la liquidation de la succession d’un époux décédé.
* La **convention d’exclusion** est un acte bilatéral. Il doit donc y avoir l’accord des deux époux. On permet aux époux de renoncer à l’avance afin de respecter une situation juridique qui était déjà existante donc de conserver des droits acquis.

Question : Vrai ou faux ? Étienne et Françoise se sont mariés le 3 mai 1985. Le 10 décembre 1990, ils ont signé une convention dans laquelle ils se soustrayaient à l’application des dispositions du patrimoine familial. Cette convention d’exclusion a été signée en présence de 2 témoins, sans aucune autre formalité. Ils sont donc soumis aux dispositions du patrimoine familial.

Réponse : Vrai, car la convention doit être faite par acte notarié et avoir été enregistré au RDPRM pour être valide conformément à l’article 42 de la *Loi modifiant le Code civil du Québec et d’autres dispositions législatives afin de favoriser l’égalité économique des époux*. Aussi, les dispositions concernant le patrimoine familial sont d’ordre public en vertu de l’article 391 CcQ. De plus, il est impossible pour les époux de renoncer au partage du patrimoine familial avant l’ouverture du partage conformément à l’article 423 CcQ.

**Exclusion des époux séparés de fait avant le 15 mai 1989**

Les époux qui étaient séparés de fait avant le 15 mai 1989 ne seront pas soumis aux dispositions du patrimoine familial (art. 42, al 2 de la *Loi modifiant le Code civil du Québec et d’autres dispositions législatives afin de favoriser l’égalité économique des époux, L.Q., 1989, c. 55*).

Conditions :

* Cessation de la vie commune avant le 15 mai 1989
* Entente réglant les conséquences de leur séparation
* Absence de reprise de vie commune (s’il y a eu reprise de la vie commune, l’exclusion ne s’appliquera plus)

Cette exclusion sera interprétée de manière restrictive.

Exemple : *Droit de la famille – 1410, 1991 R.D.F. 295*

**Les biens composant le patrimoine familial**

Les biens composant le patrimoine familial sont limités à l’énumération de l’article 415 CcQ malgré l’interprétation large et libérale conformément à l’article 41 de la *Loi d’interprétation*.

Principes généraux :

* En cas d’incertitude quant à l’inclusion et l’exclusion d’un biens au patrimoine familial, son inclusion est favorisée.
* Il faut regarder l’intention des conjoints.
* Il faut regarder l’usage qui est fait du bien par la famille.

Au moment du mariage ou de l’union civile, il y aura constitution d’un patrimoine familial (art. 414 et 521.6 al. 4 C.c.Q.).

La composition des biens de ce patrimoine est prévue à l’article 415 C.c.Q. visant :

* Certains biens à l’usage de la famille
* Les régimes de rentes ou de retraite
  + Acquis ou côtisés durant le mariage

Le patrimoine familial est composé des biens « dont l’un ou l’autre des époux est propriétaire » (art. 415 al. 1 C.c.Q.). Habituellement, un bien loué sera exclu du partage de même que les biens aliénés avant la dissolution du mariage. Dans le cas de la résidence familiale, il faut le consentement du conjoint non-propriétaire pour l’aliéner. À l’inverse, un chalet vendu avant le partage du patrimoine familiale en sera exclu sous réserve de certaines exceptions (paiement compensatoire de l’article 421 CcQ).

Question : Un bien détenu en copropriété indivise par les deux époux fait-il partie du patrimoine familial ?

Réponse : Oui, le bien entrera dans le partage du patrimoine familial, car l’un ou l’autre des époux est propriétaire. Il pourra donc faire l’objet d’un partage ne valeur conformément à l’article 415 CcQ. Dans un jugement, un des époux était copropriétaire avec une tierce personne et la cote part de l’époux a été ajoutée dans le partage. Le conjoint a vocation à partager les biens en fonction de l’affectation familiale et non en fonction de leur mode d’acquisition

* Biens à vocation familiale (servant à l’usage de la famille) acquis avant ou pendant le mariage ou l’union civile :
  + - 1. Les résidences de la famille ou les droits qui en confèrent l’usage (art. 415 al.1 C.c.Q.)
      2. Les meubles garnissant ou ornant les résidences de la famille (art. 415 al. 1 C.c.Q.)
      3. Les véhicules automobiles servant aux déplacements de la famille (art. 415 al. 1 C.c.Q.)
* Droits accumulés PENDANT le mariage au titre d’un régime de retraite (art. 415 al. 1 C.c.Q.) (CELI exclu)

Le patrimoine familial est le reflet de l’association économique des conjoints et engendre le partage des bénéfices accumulés durant le mariage sur certains biens à l’usage de la famille.

**Les résidences de la famille**

Les résidences pouvant faire partie du patrimoine familial ne sont pas limitées à un nombre précis. Elles concernent tant la résidence principale que celles secondaires.

Définition de résidence principale : « La résidence principale est en fait la résidence familiale au sens des articles 401 à 413 C.c.Q. Il peut donc s’agir non seulement d’une maison unifamiliale, mais aussi d’un logement dans un immeuble à logements lorsqu’un des conjoints en est propriétaire. » Christiane Lalonde.

Elles sont déterminées selon les intentions des époux et selon des questions de faits.

Exemple où l’intention des époux fut d’une importance pour qualifier la résidence *Droit de la famille – 3583, B.E. 2000BE-516* : « La prépondérance de la preuve est à l'effet que les parties n'ont jamais voulu faire de la partie habitable de la cabane à sucre une résidence secondaire. Comme le signale notre collègue, monsieur le juge Banford, «depuis l'adoption du nouveau Code civil, il n'existe plus de distinction entre la résidence principale et la résidence secondaire. Le législateur a décrété que les résidences de la famille font partie du patrimoine familial. Cependant, le sens général retenu par la jurisprudence demeure similaire. Une résidence, qu'elle soit qualifiée de principale ou secondaire, demeure un endroit habité généralement par les membres de la famille » En conséquence, le Tribunal l'exclut du patrimoine. Le Tribunal est également d'opinion que le fait d'avoir des commodités à la cabane à sucre telles, chambre, cuisine, toilette, etc n'en font pas pour autant une résidence secondaire. Cela fait partie intégrante de la cabane à sucre et de son exploitation.

La résidence se limite à l’endroit occuper aux fins familiales. Elle peut être située dans un immeuble partiellement utilisé à des fins résidentielles, un immeuble à logement (triplex ou autre) ou encore sur une ferme. Toute partie utilisée à des fins commerciales ou professionnelles est exclue.

Résidence secondaire

* Question de faits comme la résidence principale
* Intention des parties sera encore un élément déterminant dans cette qualification de résidence de la famille
* Résidence utilisée par la famille

Les droits qui confèrent l’usage des résidences de la famille

Leur valeur sera incluse dans le partage. Le terme démembrement n’est pas limité à ceux énumérés au livre des Biens. Cela inclut tout type de droit conférant l’usage et évite qu’un conjoint essaie de contourner les dispositions du patrimoine familial, par exemple un conjoint qui transfère la propriété d’une résidence de la famille à sa société par action.

*Yared c. Karam, 2019 CSC 62*, : Question en litige : qu’est-ce qui peut constituer ou non des droits qui confèrent l’usage d’une résidence familiale? Par. 37« Ce qui peut constituer ou non des « droits qui (...) confèrent l’usage » d’une résidence familiale au sens de l’art. 415 C.c.Q. dépend donc des circonstances et sera généralement déterminé en fonction du niveau de contrôle exercé par l’un ou l’autre des époux à l’égard de la résidence en cause. » Ici, il s’agissait d’une fiducie qui était propriétaire de la résidence familiale.

|  |
| --- |
| Art. 1260 CcQ : La fiducie résulte d’un acte par lequel une personne, le constituant, transfère de son patrimoine à un autre patrimoine qu’il constitue, des biens qu’il affecte à une fin particulière et qu’un fiduciaire s’oblige, par le fait de son acceptation, à détenir et à administrer. |
| Art. 1261 CcQ : Le patrimoine fiduciaire, formé des biens transférés en fiducie, constitue un patrimoine d’affectation autonome et distinct de celui du constituant, du fiduciaire ou du bénéficiaire, sur lequel aucun d’entre eux n’a de droit réel. |

Trois acteurs de la fiducie

* Constituant : la personne qui constitue le patrimoine d’affectation.
* Fiduciaire : c’est l’administrateur des biens de la fiducie. Il n’a normalement aucun intérêt à l’égard des biens qu’il administre.
* Bénéficiaire : la ou les personnes à qui profitent les fruits et revenus des biens visés par le patrimoine d’affectation ainsi que la ou les personnes pouvant obtenir le reliquat des biens à l’extinction de la fiducie.

Conclusions de la CSC :

* Ces droits ne se limitent pas aux démembrements du droit de propriété.
* L’acquisition directement par la fiducie peut constituer un droit qui confère l’usage de la résidence familiale.
* L’absence d’intention d’éluder les règles du patrimoine familial n’a aucune incidence.
* En l’espèce, la valeur de ce droit sera incluse dans le partage du patrimoine familial.

**Cours 5**

**Les meubles qui garnissent et ornent les résidences de la famille**

L’article 415 alinéa 1 du C.c.Q. mentionne que les meubles garnissant et ornant les résidences de la famille et servant à l’usage du ménage sont inclus dans le partage du patrimoine familial qu’ils soient acquis avant ou pendant le mariage.

Petit rappel : l’article 401 C.c.Q. offre une définition de ces meubles, sans toutefois en faire une énumération limitative.

Les meubles du ménage doivent présenter les deux conditions suivantes :

1. Ils doivent servir à l’usage du ménage

Voici quelques exemples tirés de la jurisprudence :

Inclusion :

* L’absence d’utilisation d’un bien meuble par un des membres de la famille, en l’occurrence un des époux, ne lui enlève pas son caractère de meuble « servant à l’usage du ménage ». Le juge s’exprime ainsi concernant un piano et un ordinateur : « Ce n’est pas parce qu’un des membres de la famille ne s’en sert pas à des fins personnelles qu’un meuble cesse de garnir ou orner la résidence et de servir à l’usage du ménage, surtout qu’en l’espèce madame admet volontiers que les enfants s’en servaient régulièrement. » (L. R. c. J. M., 2005 CanLII 11914 (QC CS), par. 68).
* Des biens meubles, notamment des outils, lorsqu’ils sont utilisés pour l’entretien ou la rénovation de la résidence de la famille « servent à l’usage du ménage » (*Droit de la famille-172765, 2018 QCCA 1046*, par. 56)
* « En ce qui concerne les biens meubles servant à l'usage et au confort entourant la résidence familiale, tels que tondeuse, souffleur à neige, balayeuse, pelles, grattes, balançoire extérieure, chaises et table de parterre, piscine et accessoires de piscine, poêle BBQ et autres accessoires semblables, le Tribunal est d'avis qu'il s'agit là de biens faisant partie du patrimoine familial, comme il en a déjà été décidé dans une jurisprudence antérieure. » *R.D. c. G.B. [2003] R.L.25 (C.S.)*

Exclusion :

* L’instrument de travail fourni par l’employeur même s’il est utilisé par un des conjoints ne sera pas inclus dans le patrimoine familial. Le tribunal s’exprime ainsi : « En ce qui concerne tout d'abord l'ordinateur, celui-ci a été fourni par l'employeur du défendeur à celui-ci, afin qu'il s'en serve principalement pour son travail à la maison. Il est bien évident qu'il ait pu servir à l'occasion à la demanderesse pour d'autres activités, mais aucune preuve n'a été faite qu'il ait servie aux enfants, de sorte qu'on ne peut parler d'un bien servant pour la famille, et faisant partie du patrimoine familial. » *T. (L.) c. G. (D.), 1999 CanLII 11880 (QC CS)*, par. 31-32
* Les biens utilisés exclusivement par un des conjoints ne peuvent être des biens servant à « l’usage du ménage » (*Droit de la famille — 1126, 2011 QCCS 69*, par. 56-57)

1. Ils doivent garnir ou orner les résidences de la famille

Inclusion :

* Un instrument servant de décoration dans une des résidences de la famille fut inclus dans les biens constituant le patrimoine familial (*Droit de la famille 2497 [1996] R.D.F. 768*)

Exclusion :

* Les meubles qui ne garnissent ou n’ornent pas une des résidences de la famille *(C.R. c. M. Re., 2005 CanLII 7499 (QC CS)*, par. 40)
* Exclusion : Les collections, car ce ne sont pas des biens garnissant ou ornant une résidence de la famille (*Droit de la famille – 07578, 2007 QCCS 2276*)

Question : Veuillez indiquer parmi les choix ci-dessous quels biens seront **inclus** dans le patrimoine familial :

* Un instrument de musique à l’usage exclusif d’un des conjoints qui est toujours conservé son étui de protection, sous le lit;
* Jeux d’échec qui est destiné aux loisirs exclusifs d’un des conjoints qui est toujours rangé après l’utilisation;
* Une peinture qui est situé dans le bureau professionnel d’un des conjoints. Ce bureau est, cependant situé dans la résidence de la famille;
* Le réfrigérateur qui est dans le chalet qui sert à toutes la famille lorsqu’ils s’y séjournent pendant leurs vacances. Bonne réponse.

Question : Vrai ou faux ? La collection de timbres ou de monnaie conservée dans la résidence de la famille sera inclus dans le patrimoine familial.

Réponse : Faux, les collections sont exclues (minimum 2 biens) (art. 415, al 1 CcQ). Voir la décision *Droit de la famille – 07578, 2007 QCCS 2276*

Bouteilles de vin et cellier : question controversée.

Il y a une présomption qui dit qu’un meuble se trouvant dans une des résidences de la famille fait partie du patrimoine familial. Il incombe à celui qui voudrait l’exclure de démontrer ses prétentions par l’intention des conjoints et des faits entourant l’utilisation du bien.

**Les véhicules automobiles**

Il n’y a pas de nombre maximal de véhicules pouvant être incluent dans le patrimoine familial.

Afin d’inclure un véhicule dans le patrimoine familial, il faut les deux caractéristiques suivantes (art. 415, al 1 CcQ) :

* + - 1. Cela doit être un « véhicule automobile »

A priori, ce sont des véhicules terrestres à vocation familiale. Toutefois, la définition d’un véhicule automobile est très large comme en témoignent les différentes décisions.

Les tribunaux interprètent largement la notion de « véhicule automobile » ; cela inclut tant un véhicule terrestre motorisé, un véhicule de loisir et ceux utilitaires. À titre d’exemple, une motocyclette, une motoneige, un véhicule tout-terrain, une roulotte, etc.

* + - 1. Il doit servir aux déplacements de la famille

Afin de déterminer si le bien sert aux déplacements de la famille, cela constituera une question de faits.

L’interprétation à donner à l’expression « servir aux déplacements de la famille » ne fait pas l’objet d’un consensus jurisprudentiel. Est-ce que l’usage doit seulement être fait à des fins utilitaires ? Peut-il également être à des fins récréatives ?

Il y a plusieurs controverses jurisprudentielles en la matière:

1. Le caractère terrestre :

La tendance majoritaire des tribunaux est d’exclure du patrimoine familial un avion qui sert aux déplacements de la famille, car ce n’est pas un véhicule terrestre. Alors que certaines décisions l’incluent dans le partage du patrimoine familial.

1. Véhicule automobile loué (contrat de location contenant une clause d’option d’achat) :

Le premier courant jurisprudentiel soutient que ce véhicule ne doit pas être inclus dans le patrimoine familial surtout si le locataire ne s’est pas prévalu de l’option d’achat prévue au contrat de location.

L’autre courant de pensées favorise l’inclusion d’une certaine valeur de ce véhicule loué sans qu’il y ait une tendance sur la méthode calcul de cette valeur. Ce courant de pensées justifie cette inclusion par l’intention législative d’interpréter généreusement l’article 415 C.c.Q. et de favoriser l’inclusion en cas de doute si cela apparaît équitable dans les circonstances.

1. L’utilisation du véhicule à des fins récréatives :

Une partie de la jurisprudence interprète l’expression « servir aux déplacements de la famille » en exigeant que les déplacements soient utilitaires ou nécessaires à la famille, par opposition à l’utilisation pour des fins récréatives.

Par exemple : on a exclu une motoneige qui était utilisée occasionnellement pour des activités de plein air, étant donné que cela était davantage un véhicule récréatif qu’un véhicule automobile utilisé pour les fins familiales (*R.D. c. G.B. [2003] R.L.25 (C.S.)*)

Une autre partie de la jurisprudence donne une interprétation plus large et libérale de cette expression. Néanmoins, le législateur n’impose pas une telle contrainte, il ne fait pas distinction quant au type d’utilisation. Plusieurs jurisprudences soutiennent cette position en incluant un véhicule utilisé à des fins récréatives si cela implique la famille et même si l’utilisation du véhicule est sporadique.

Par exemple : une voiture de collection, appartenant à un des conjoints, utilisée uniquement pendant l’été pour des rencontres de collectionneurs, en compagnie de sa conjointe, a été incluse dans le patrimoine familial (*Droit de la famille -2572, 1997 CanLII 10701*)

Il est possible de dégager de la jurisprudence les conclusions suivantes :

* Le véhicule réservé à l’usage exclusif d’un des conjoints soit pour son travail, soit pour ses loisirs sera exclu (Ex. si le véhicule est exclusivement utilisé pour l’exploitation de son entreprise de courtier immobilier)
* Il n’est pas nécessaire qu’on fasse un usage exclusif au profit de la famille du véhicule pour qu’il soit inclus dans le patrimoine familial. Le véhicule pourra être utilisé à la fois pour des fins professionnelles ou commerciales d’un des conjoints et pour les déplacements de la famille.
* Il n’y a pas de distinction en ce qui concerne les véhicules situés au Québec et ceux situés à l’étranger.

**Les droits accumulés au titre d’un régime de retraite pendant le mariage**

|  |
| --- |
| Art. 415 al. 5 C.c.Q. : Pour l’application des règles sur le patrimoine familial, est un régime de retraite:   * le régime régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1) ou par la Loi sur les régimes volontaires d’épargne-retraite (chapitre R-17.0.1) ou celui qui serait régi par l’une de ces lois si celle-ci s’appliquait au lieu où l’époux travaille, * le régime de retraite régi par une loi semblable émanant d’une autorité législative autre que le Parlement du Québec, * le régime établi par une loi émanant du Parlement du Québec ou d’une autre autorité législative, * un régime d’épargne-retraite, * tout autre instrument d’épargne-retraite, dont un contrat constitutif de rente, dans lequel ont été transférées des sommes provenant de l’un ou l’autre de ces régimes. |

Le dernier alinéa de l’article 415 C.c.Q. fait une énumération exhaustive des régimes de retraite qui seront partagés selon les dispositions du patrimoine familial. Aucun autre droit dans tout autre régime de retraite ne peut être inclus.

* Les deux premiers régimes énumérés à l’article 415 C.c.Q. visent les régimes privés
* Le troisième régime mentionné à l’article 415 C.c.Q. couvre les régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic du Québec, des autres provinces, du gouvernement fédéral ou des États étrangers
* Le quatrième concerne le REÉR auquel un des conjoints a cotisé pendant le mariage.

Seuls les droits accumulés pendant le mariage ou l’union civile pourront faire partie du patrimoine familial.

Le régime épargne retraite

« Un contribuable peut investir dans un REÉR un certain pourcentage de ses revenus, jusqu’à un maximum annuel, et obtenir une franchise d’impôt totale sur les montants ainsi placés. L’impôt n’est payable qu’au moment des retraits que le détenteur peut effectuer à sa guise »

* Ce type de placement est majoritairement un placement individuel. Toutefois, certaines entreprises mettent sur pied un REÉR collectif pour leurs employés.
* Les montants accumulés dans un REÉR ainsi que les intérêts générés sur ce capital pendant le mariage feront partie du patrimoine familial.
* Cependant, les intérêts accumulés pendant le mariage des sommes déjà investies dans un REÉR avant le mariage ne seront pas inclus dans le partage du patrimoine familial.

Inclusion :

* Fonds de revenu viager (FRV) : C’est un fonds enregistré de revenu de retraite (FERR) particulier dans lequel le conjoint peut transférer les sommes provenant de son régime complémentaire de retraite ou de son compte de retraite immobilisé (CRI). Cela sera donc inclus dans le patrimoine familial.
* Les contrats de rente dans lesquels ont été transférées des sommes provenant d’un régime de retraite mentionné à 415 CcQ.
* Compte de retraite immobilisé (CRI) : C’est un régime enregistré d'épargne-retraite (REÉR) particulier, dans lequel le conjoint peut transférer les sommes provenant de son régime complémentaire de retraite ou de son fonds de revenu viager (FRV). L’argent y sera cependant immobilisé et ne pourra, généralement, pas être retiré avant la retraite. Cela sera donc inclus dans le patrimoine familial.
* Fonds enregistré de revenu de retraite (FERR) : C’est un arrangement que le conjoint a conclu avec un émetteur (une compagnie d’assurance, une société de fiducie ou une banque). Le conjoint transfère à l’émetteur des biens provenant généralement d’un REÉR, d’un RPA ou d’un autre FERR. Par la suite, l’émetteur verse des paiements au conjoint. Cela sera inclus dans le patrimoine familial.

Exclusion :

* Un compte épargne libre d’impôt (CELI) : Il sera exclu du patrimoine familial en raison de sa nature même qui n’est pas un régime de retraite au sens de la loi. Il s’agit plutôt d’un compte épargne bénéficiant d’un traitement particulier aux fins fiscales.
* Les régimes enregistrés d’épargne-étude (REÉÉ) : Ils ne sont pas inclus dans le partage du patrimoine familial, car ils ne sont pas des régimes enregistrés d’épargne-retraite énumérés à l’article 415 C.c.Q.

Il s’agit du capital versé pendant le mariage ainsi que les intérêts du capital versé pendant le mariage. Donc, tout le capital versé avant le mariage et les intérêts afférents sont exclus du partage.

**Les gains inscrits pendant le mariage en application de la *Loi sur le régime des rentes du Québec***

Tous les travailleurs du Québec cotisent à ce Régime de rentes et ceux de l’extérieur peuvent y cotiser s’ils résident au Québec. Il s’agit d’un régime public. Lorsque qu’il y a dissolution du mariage ou de l’union civile de l’un des conjoints, il y aura partage effectué par le Régime lui-même. Le partage se fera à même le régime et ce n’est qu’au moment de la retraite que ces sommes pourront être retirées. Il faut cependant faire une demande pour obtenir l’état des gains admissible inscrits en fournissant la preuve de l’introduction de l’instance. De son côté, la Régis procèdera automatiquement au partage dès que le jugement sera prononcé de divorce ou de séparation de corps. Nul besoin d’ordonnance spécifique au jugement, car elle s’opère de plein droit. Pour chacun des époux, la Régis

**Les biens exclus du patrimoine familial**

* Tous les biens qui ne sont pas énumérés à l’article 415 du Code civil du Québec. Exemple :
  + Argent comptant
  + Sommes détenus dans les comptes bancaires
  + Valeurs mobilières (actions)
  + Commerces, les revenus d’emploi
  + Allocations familiales
    - Ces biens feront l’objet d’une qualification par le régime matrimoniale
* Tous les biens acquis à titre gratuit (donation ou succession) avant ou pendant le mariage (art. 415 al. 4 C.c.Q.) incluant leur plus-value.
* Les gains inscrits pendant le mariage en application de la *Loi sur le régime des rentes du Québec* lorsque la dissolution du mariage résulte du décès de l’un des conjoints (art. 415 al. 3 C.c.Q.).
  + Il y a déjà une rente versée au conjoint survivant, donc cela est pour éviter le double versement de rentes.
* Les droits accumulés au titre d’un régime de retraite régi ou établi par une loi qui accorde au conjoint survivant le droit à des prestations de décès lorsque la dissolution du mariage résulte du décès de l’un des conjoints (art. 415 al. 3 C.c.Q.)
* Les droits accumulés au titre d’un régime et gains accumulés par un conjoint AVANT le mariage (art. 415 al.1 a contrario C.c.Q.)
* Les biens aliénés avant l’ouverture du droit au partage (art. 415 al.1 a contrario C.c.Q.) sous réserve d’un paiement compensatoire (art. 421 C.c.Q.)

Question : A et B se sont mariés en 2000. En 2010, B reçoit à titre d’héritage un immeuble qui servira de résidence de la famille au sens de 415 C.c.Q. En 2010, cet immeuble avait une valeur de 200 000,00 $. Au moment du divorce, lors du partage du patrimoine familial, cet immeuble valait 220 000,00$. Est-ce que cet immeuble sera inclus dans le patrimoine familial ? Si cet immeuble est choisi de concert par les époux comme résidence familiale bénéficiera-t-il de la protection prévue aux articles 401 et suivants du Code civil du Québec ?

Réponse : L’immeuble sera exclu du patrimoine familial en vertu de l’article 415, al 4 CcQ étant donné qu’il a été acquis par succession. L’immeuble bénéficie cependant de la protection des articles 401 et ss. CcQ en faveur de l’époux non-propriétaire. B aura besoin de l’autorisation de A pour vendre l’immeuble pendant le mariage ou même pendant l’instance de divorce (art. 404, al 1 CcQ).

Question : Un des conjoints ayant reçu une somme de 100 000$, provenant de la succession de sa mère, utilise ce montant à titre de mise de fonds pour l’achat de la résidence familiale. L’immeuble coûtant 200 000$, la différence sera acquittée par l’entremise d’un prêt hypothécaire. Cette acquisition a été effectuée avant le mariage, mais le prêt hypothécaire a été acquitté pendant le mariage. Est-ce que cet immeuble sera inclus dans le patrimoine familial ?

Réponse : L’immeuble sera inclus au patrimoine familial. Le conjoint pourra cependant bénéficier d’une déduction en vertu de l’article 418 CcQ pour 100 000$ en plus de la plus-value proportionnelle. C’est à celui qui demande la déduction d’en faire la preuve et il sera plus facile de prouver au tribunal que la donation a servie de mise de fond si cela est mentionné à l’acte de vente. Voir *Droit de la famille – 081300, 2008 QCCA 1028 (CanLII)*.

Question : A et B se sont mariés en 2002. En 2004, B transfère tous ses droits de propriété dans la résidence familiale à A. L’acte de donation a été reçu par acte notarié en minute. Est-ce que cet immeuble sera inclus dans le patrimoine familial ?

Réponse : L’immeuble sera inclus dans le patrimoine familial, car il est interdit de renoncer par contrat aux dispositions du patrimoine familial (art. 423 et 391 CcQ). En effet, les donations entre époux ne sont pas visées par l’article 415, al 4 CcQ et ne seront pas exclues (Voir *Droit de la famille – 1463, 1991 CanLII 3230 (QCCA)*).

**Cours 6 et 7**

**Ouverture et détermination de la valeur partageable**

**Les causes d'ouverture du droit au partage du patrimoine familial**

Les causes d’ouverture sont énoncées à l’article 416 C.c.Q. Le partage du patrimoine survient lors du relâchement du lien matrimonial soit par :

* La séparation de corps;
* Le divorce;
* Le décès de l’un des conjoints;
* L’annulation du mariage;
* La dissolution de l’union civile (art. 521.6 C.c.Q.);
* La possibilité de l’obtention d’un jugement autorisant la liquidation des droits patrimoniaux de l’absent après un an d’absence (art. 89 C.c.Q.).

\*Particularité en cas de dissolution par décès :

* Le droit au partage est transmissible aux héritiers.
* Le conjoint survivant peut cumuler ses droits à titre de légataire, donc ceux successoraux, et ceux patrimoniaux.

\* Particularité en cas de séparation de corps :

* La séparation de corps ne rompt pas les liens du mariage (art. 507 C.c.Q.).
* Lors de la dissolution du mariage, si le partage a déjà eu lieu à la suite d’une séparation de corps, aucun nouveau partage n’aura lieu (art. 416 al. 2 C.c.Q.).
  + La dissolution du mariage fait référence au décès, au divorce ou à l’annulation du mariage.
  + Il ne doit pas y avoir eu reprise de vie commune après le prononcé de la séparation de corps.
* Cas de reprise de la vie commune (art. 416 al. 2 et 515 al. 1 C.c.Q.)
  + Un nouveau partage sera effectué, lorsqu’il y a reprise de la vie commune et qu’il y a une dissolution du mariage subséquente.
  + La date de reprise de la vie commune remplace celle du mariage pour l’application des dispositions relatives au patrimoine familial (art. 416 al. 2 C.c.Q.)

**L’acceptation ou la renonciation au partage du patrimoine familial**

À l’ouverture du droit au partage du patrimoine familial, les conjoints ont un droit d’option; ils ont la faculté de renoncer ou d’accepter (art. 423 C.c.Q.).

* L’**acceptation** pourra être expresse ou par l’effet de la loi (écoulement du temps) (art. 423 al. 3 C.c.Q.).

À défaut de l’inscription d’une renonciation au RDPRM dans l’année du jour de l’ouverture du droit au partage, le conjoint qui renonce est réputé avoir accepté le partage du patrimoine familial (art. 423 al. 3 C.c.Q.).

* La **renonciation** doit être expresse (art. 423 al. 2 C.c.Q.).

Habituellement, ce sera le conjoint qui bénéficiera de la valeur du partage du patrimoine familial qui renoncera c’est-à-dire le conjoint qui sera le créancier à la suite du partage du patrimoine familial (renonciation générale).

* + Moment de la renonciation

Les dispositions du patrimoine familial sont un effet du mariage et elles sont donc d’ordre public (art. 391 C.c.Q.). Il n’est pas possible d’y renoncer avant l’ouverture au droit au partage (art. 423 C.c.Q.).

La renonciation pourra être faite à compter de l’ouverture du droit au partage du patrimoine familial. Alors, il ne sera pas possible pour les conjoints de renoncer avant l’ouverture du droit au partage du patrimoine familial (art. 391 et 423 C.c.Q.).

La renonciation ne pourra pas être tacite ou déduite des comportements des conjoints mariés ou unis civilement (art. 423 al. 2 a contrario C.c.Q.).

Le délai pour renoncer sera d’un an à compter de l’ouverture du droit au partage du patrimoine familial donc à compter du décès, du jugement de divorce, du jugement de séparation de corps ou de la nullité du mariage (art. 423 al. 2 et 3 C.c.Q.)

* + Formalités de la renonciation

Il y aura des conditions de formes à respecter :

1. La renonciation devra être faite par acte notarié en minute ou par déclaration judiciaire (art. 423 al. 2 C.c.Q.).
2. Déclaration judiciaire : les époux pourront régler par entente le partage de leurs intérêts économiques lors de la dissolution du mariage. L’entente devra avoir été conclue en vue d’une instance prévue et non simplement de manière aléatoire (art. 423 al. 2 C.c.Q.). Le tribunal devra donner acte de cette renonciation, lors du prononcé de sa décision.
3. La renonciation devra être inscrite au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM), dans l’année du jour de l’ouverture du droit au partage (art. 423 al. 3 C.c.Q.)
   * Délai

Le délai pour renoncer est d’un an à compter de l’ouverture du droit au partage du patrimoine familial. C’est un délai de déchéance : « Le délai est un délai de déchéance qui s’apparente à un délai de prescription à la différence que le délai de déchéance ne peut être interrompu ou suspendu. À l’expiration du délai d’un an, le droit est éteint. » *Tardif c. Proulx, 2009 QCCS 3184*, par. 30

Le délai est d’ordre public et son arrivée doit être soulevée d’office. Parfois, le tribunal pourra assouplir ce délai pour renoncer en cas de force majeure ou d’impossibilité absolue ou relative d’agir.

Exemple d’assouplissement du délai pour renoncer (*Tardif c. Proulx, 2009 QCCS 3184*) : Le défunt a consenti un legs à titre particulier à son épouse assorti d’une condition, soit celle de renoncer à tous ses droits dans le patrimoine familial. Une poursuite en captation a été introduite par les enfants (les héritiers) du défunt contre l’épouse. La captation est l’utilisation de manœuvre malhonnête comme le mensonge ou la tromperie dans le but d’obtenir d’une personne, en l’espèce, l’époux décédé qui a fait son testament, un héritage de sa part. L’épouse était dans l’impossibilité d’analyser les différentes options qui s’offraient à elle tant que le jugement en captation n’a pas été rendu. Le tribunal conclu ainsi : « En l'espèce, la situation de la demanderesse est particulière. Le Tribunal est d’avis qu’elle est dans l’impossibilité absolue d’agir tant que la poursuite en captation toujours en l’instance ne connaîtra pas son dénouement. C’est à partir de ce moment que le délai de un an auquel fait référence l’article 423 C.c.Q. commencera à s’écouler. La situation juridique de la demanderesse sera alors cristallisée et elle pourra analyser les différentes options qui s’offrent à elle en toute connaissance de cause. », par. 47

* + Totale ou partielle

La renonciation pourrait n’être que partielle. Elle peut donc porter uniquement à l’égard de certains biens. Par exemple, elle pourrait porter strictement sur le partage des gains en vertu de la Loi sur le régime des rentes du Québec. La renonciation peut, également, être générale.

* + Annulation de la renonciation

Le délai de prescription afin de pouvoir demander la nullité est de 3 ans (art. 2925 C.c.Q.). Si la renonciation a été consentie par acte notarié en minute avant le décès ou avant l’obtention du jugement de divorce, la renonciation par acte notarié sera frappée de nullité absolue, étant contraire à l’ordre public.

**La date d’évaluation des biens**

La date d’évaluation des biens est en principe celle du décès ou de l’introduction de l’instance en divorce, en séparation de corps, en nullité du mariage ou en dissolution de l’union civile (art. 417 al. 1 C.c.Q.).

Exception : Cette date peut, exceptionnellement, être celle de la rupture de la vie commune et du lien économique (art. 417, al 2 CcQ) ou celle du jugement (*Droit de la famille – 121389, 2012 QCCA 1071*). Cela sera accordé si une demande a été effectuée à cet effet et relève de la discrétion judiciaire dans la réalisation de l’objectif prioritaire, soit d’atténuer les inégalités inhérentes au partage du patrimoine familial. Le législateur n’a pas défini les critères d’intervention des tribunaux à ce sujet.

Le seul fait de la cessation de la vie commune est insuffisant pour modifier la date de fixation de la valeur du patrimoine familial. Il faut que l’interruption de la vie commune soit irrévocable et totale. La rupture du lien économique entre les époux semble être le facteur déterminant pour faire remonter les effets du partage à la date de cessation de la vie commune (*Droit de la famille – 083179, 2008 QCCA 2380*).

Dans le cas d’un préjudice économique sérieux, cela aussi pourra remonter à la date de cessation de la vie commune. Exemple : s’il y a dilapidation des biens par l’un des conjoints entre la date de la rupture de la vie commune et la date d’introduction de l’instance.

S’il y a fluctuation considérable dans l’évaluation des biens du patrimoine familial en raison de l’écoulement d’une période anormalement longue entre l’introduction des procédures et de l’audition du procès, le tribunal pourrait autoriser que la date d’évaluation des biens soit celle du jugement. (*Droit de la famille – 121389, 2012 QCCA 1071*).

La date d’évaluation des biens peut différer d’un bien à l’autre dans le cas de l’établissement de la valeur partageable des biens composant le patrimoine familial (*Droit de la famille -083179, 2008 QCCA 2380*)

**Le mode d’évaluation des biens**

Le législateur n’a pas spécifié les paramètres de l’évaluation des biens à leur valeur marchande; il indique à l’alinéa 1 de l’article 417 du Code civil du Québec que les biens sont évalués à leur valeur marchande, sans plus. Le mode d’évaluation est donc laissé à la discrétion du tribunal.

Selon les circonstances, diverses méthodes d’évaluation peuvent être avancées :

1. Valeur réelle des biens définie à l’article 43 de *la Loi sur la fiscalité municipale, C.F-2.1*

« La valeur réelle est liée à un marché réel (un marché libre et ouvert à la concurrence) en présence d’un vendeur et d’un acheteur dûment informés de la situation du marché et intéressés respectivement à vendre ou à acheter. » Pierre Ciotola

1. Juste valeur marchande fréquemment utilisée dans le domaine de la fiscalité

Elle correspond au prix le plus élevé qui puisse être obtenu sur un marché ouvert en présence de parties qui sont dûment informées n’ayant aucun lien de dépendance entre elles. Ce mode d’évaluation ne tient pas compte des fluctuations en raison d’un état de crise ou de boom passager.

1. Juste valeur des biens

Cette méthode d’évaluation tient compte des iniquités résultant d’une application stricte de la juste valeur marchande. Elle est employée en droit matrimonial ontarien afin d’évaluer les biens familiaux. La juste valeur rétablit les distorsions qui pourraient résulter des seuls critères de la valeur marchande ou de la juste valeur marchande.

Valeur des régimes enregistrés d’épargne-retraite : « Les tribunaux tiennent compte des régimes enregistrés détenus au moment de l’introduction de l’instance, mais s’en remettent à la valeur au jour du jugement » CIOTOLA, P. Le but est d’atténuer les conséquences des délais judiciaires. Les sommes versées pendant l’instance seront exclues, mais les intérêts encourus sur les sommes versées pendant le mariage seront inclus. Les tribunaux doivent s’en remettre à aux règles d’évaluation édictées par les lois particulières régissant les régimes. En principe, on s’adresse directement aux administrateurs du régime et ce sont eux qui s’occupe de l’évaluation.

**Calcul de la créance résultant du partage**

Les étapes pour obtenir la valeur partageable du patrimoine familiale sont les suivantes :

**Déterminer les biens inclus et exclus (art. 415 CcQ)**

Avant même de procéder à cette étape, il faut s’assurer que les conjoints mariés ou unis civilement sont soumis aux dispositions du patrimoine familial.

Une fois qu’il est établi que les conjoints sont soumis à ce régime primaire, vous devez pour chacun des conjoints déterminer les biens inclus dans le partage du patrimoine familial dont ils sont propriétaires.

**Déterminer la valeur nette du bien du patrimoine familial (art. 416 et 417 CcQ)**

Pour déterminer la valeur du patrimoine familial, il faudra déduire les dettes admissibles de la valeur marchande des biens inclus afin d’obtenir la valeur nette de ces derniers. Cette opération devra être effectuée pour chacun des conjoints mariés ou unis civilement.

Exemple de dettes pouvant être déduite afin d’obtenir la valeur nette du patrimoine familial :

* + La dette contractée pour l’acquisition du bien inclus dans le partage.
  + La dette contractée pour l’amélioration du bien inclus dans le partage.
  + La dette contractée pour la conservation du bien inclus dans le partage.
  + La dette contractée pour l’entretien du bien du bien inclus dans le partage.

Exemple de dettes qui ne peuvent pas être déduite afin d’obtenir la valeur nette du patrimoine familial :

* + Les dettes contractées pour les besoins courants de la famille.
  + La dette contractée pour l’amélioration de la résidence de la famille échue par donation à l’un des conjoints.

**Calcul :** Valeur nette (art. 417 C.c.Q.) **=** Valeur marchande du bien au moment du partage **–** Dettes contractées pour l’acquisition, l’amélioration, l’entretien ou la conservation du bien

Distinction entre une dette et une hypothèque :

Question : L’époux a, pour l’acquisition de la résidence de la famille, consenti une hypothèque à l’égard de son camp de chasse. Le camp de chasse n’est pas un bien inclus dans le partage du patrimoine familial, puisqu’ il est exclusivement utilisé par lui. Au moment de son décès, il doit toujours une somme de 50 000,00 $ pour ce prêt hypothécaire initialement contracté pour l’acquisition de la résidence de la famille. L’hypothèque grève, cependant, un bien exclu du partage du patrimoine familial. Pourrons-nous considérer que la dette hypothécaire à l’égard du camp de chasse sera déductible afin d’établir la valeur nette de la résidence de la famille ?

Réponse : Il faut distinguer l’hypothèque des articles 2660 et ss. CcQ d’une dette. L’hypothèque est un droit réel qui constitue une garantie pour le créancier. En l’espèce, la dette de 50 000$ pourra être déduite, car elle a été contracté pour l’acquisition de la résidence de la famille.

Déductibilité de la dette :

1. La dette doit en être une au sens légal du terme.
   1. Par exemple, le Régime d’accession à la propriété (RAP) non remboursé au moment du partage ayant servi pour l’acquisition de la résidence de la famille (*S.L. c. H.G., REJB 2002-32984 (CA)*)
2. La dette doit être réelle, et non fictive au moment du partage. Par exemple:
   1. La dette non remboursée, mais qui est prescrite.
   2. L'hypothèque remboursée par l’assureur à la suite du décès d’un des conjoints (assurance vie).
   3. La marge de crédit inutilisée au moment du partage.
3. La déduction correspondra au solde existant au moment de l’ouverture du droit au partage ou au jour de l’introduction de l’instance (montants déjà remboursés ne sera pas inclus dans la déduction).
4. La dette doit avoir été contractée à l’égard d’un bien faisant partie du patrimoine familial.
   1. Pour l’acquisition, l’amélioration, l’entretien ou la conservation de ce bien inclus dans le patrimoine familial.
5. La dette doit avoir été contractée auprès d’un tiers.
   1. Les dettes contractées entre époux ne seront pas déductibles.

Exemple de frais déductibles : Frais pour la vente de certains biens au moment du partage (frais de courtage, arpenteur). Frais futurs n’entrent cependant pas dans cette catégorie.

Si la dette est supérieure à la valeur du bien, la dette sera tout de même déductible (courant jurisprudentiel majoritaire).

Question : Julie qui est mariée à Luc depuis plus de 10 ans a acquis pendant le mariage un immeuble pour la somme de 200 000 $. Elle a payé cet immeuble en partie avec l’argent provenant de son revenu d’emploi (20 000 $) et la différence (180 000 $) a été acquittée avec les sommes du prêt qu’elle a contracté auprès d’une institution financière. Cette propriété a été choisie de concert par les époux comme la résidence familiale. Lors du décès de Luc, la résidence valait 300 000 $ et le solde du prêt hypothécaire était de 100 000 $. Déterminer la valeur nette de ce bien aux fins du partage du partage du patrimoine familial.

Réponse : Le décès de Luc est une cause d’ouverture du partage du patrimoine familial (art. 416 CcQ). L’immeuble est un bien inclus dans le patrimoine familial étant donné qu’il s’agit de la résidence familiale (art. 395 CcQ). La valeur nette de l’immeuble est la valeur au moment de l’ouverture du partage moins la dette restante contractée pour son acquisition (art. 417 CcQ). Donc, 300 000$ - 100 000$ = 200 000$.

**Déterminer la valeur partageable du patrimoine familial conformément aux déductions prévues à l’article 418 CcQ**

Les déductions prévues à l’article 418 C.c.Q., en ce qui a trait à la détermination de la valeur partageable du patrimoine familial, font l’objet d’une **énumération limitative**. (Voir *Droit de la famille – 1983, 2019 QCCA 120 (CanLII)*, par. 5).

Les tribunaux donnent une interprétation restrictive des textes législatifs dans l’application du remploi et dans l’admissibilité des déductions pour établir la valeur partageable des biens du patrimoine familial. (Voir *Droit de la famille -33577, J.E. 2000-760 (C.A.)*).

De la valeur nette (prise à l’étape 2 conformément à l’article 417 C.c.Q.), il y a 3 autres déductions permises :

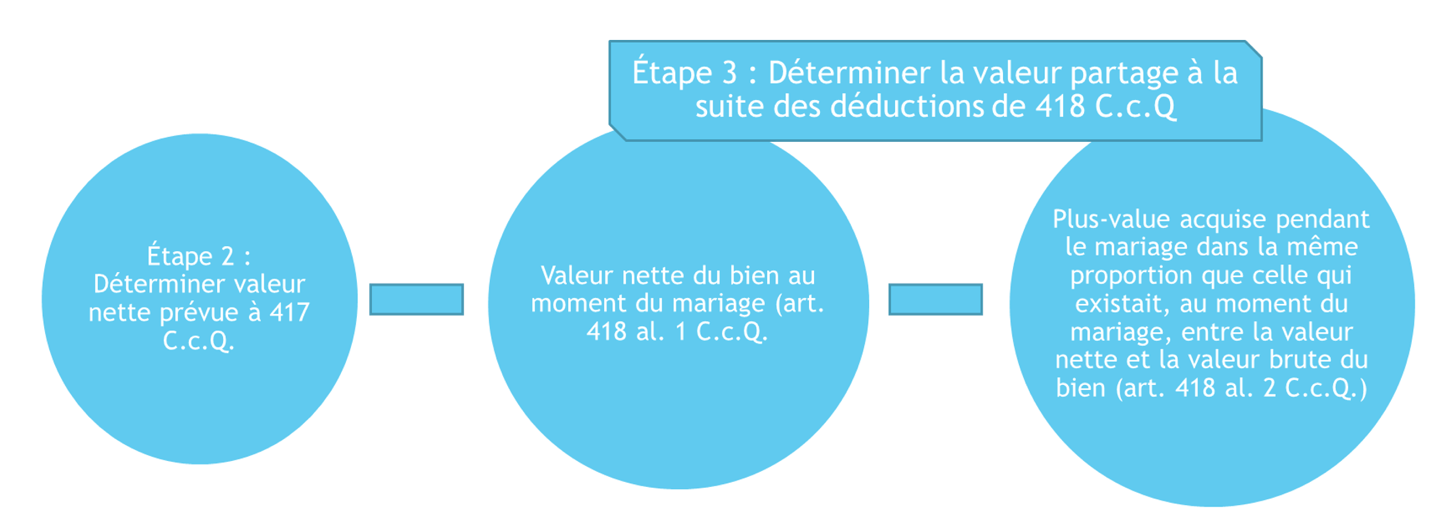
* **1ère déduction** : Bien acquis avant le mariage (art. 418 al. 1 C.c.Q.).

Critères pour pouvoir bénéficier de cette déduction :

* Ce bien doit être considéré comme un bien inclus dans le patrimoine familial au moment du mariage.
* C’est au conjoint demandant la déduction à faire la preuve qu’il y a droit.

Les économies possédées avant le mariage qui servent à acquérir, pendant le mariage, un bien du patrimoine familial (ex. une résidence de la famille) ne permettront pas d’obtenir une déduction prévue à l’article 418 C.c.Q, car il ne s’agit pas d’un bien inclus au patrimoine familial.

Si l’un des conjoints mariés possédait une résidence au moment du mariage, mais que pendant le mariage cette résidence n’est pas utilisée par la famille, même si lors de la vente de l’immeuble, il en utilise le profit pour l’acquisition d’un bien inclus dans le patrimoine familial, cet apport ne donnera pas droit à la déduction de 418 C.c.Q.



Si le bien entre dans le patrimoine familial et qu’il était possédé au moment du mariage (bien acquis avant le mariage) par l’un des conjoints (mariés ou unis civilement), il faudra effectuer ce qui suit :

**Valeur nette de 417 C.c.Q. :** elle correspond à la valeur marchande du bien au moment de l’introduction de l’instance ou du décès (sauf exceptions) moins les dettes contractées pour l’acquisition, l’amélioration, l’entretien ou la conservation du bien.

**Valeur nette du bien au moment du mariage :** malgré l’absence de définition à l’article 418 al.1 C.c.Q., cette valeur correspondra à la différence entre sa valeur marchande au moment du mariage et le solde, à la même date, des dettes contractées pour son acquisition, son amélioration, son entretien ou sa conservation.

**Plus-value :** la différence entre la valeur marchande du bien au moment du mariage et sa valeur marchande au jour de l’ouverture du droit au partage du patrimoine familial.

**Valeur brute** : elle correspond à la valeur marchande du bien au jour du mariage ou de l’union civile donc sans la déduction des dettes contractées pour l’acquisition, l’amélioration, la réparation ou conservation du bien.

* **Déduction accessoire : la plus-value proportionnelle (art. 418, al 2 CcQ)**

On peut déduire la plus-value proportionnelle à celle qui existait entre la valeur nette et la valeur brute du bien au moment du mariage si le bien a augmenté de valeur entre la date du mariage et la date de la dissolution.

La plus-value acquise pendant le mariage est la différence entre la valeur marchande au jour de la dissolution et la valeur marchande du bien au jour du mariage.

**Calcul** :

Plus-value acquise pendant le mariage **X**  valeur nette du bien à la date du mariage

valeur brute du bien à la date du mariage

* **2e déduction** : Apport provenant d’une succession ou d’une donation et leur remploi (art. 418 al. 1 C.c.Q.).

Le terme « bien » désigne toute espèce de bien mobilier ou immobilier incluant toute somme d’argent. Par exemple, conformément à l’article 418 C.c.Q., il sera possible de soustraire une somme provenant de la vente d’un bien reçu soit par donation ou par succession.

Conditions :

* L’apport doit avoir été effectué pour l’acquisition ou l’amélioration d’un bien inclus dans le partage du patrimoine familial.
* L’apport doit provenir d’une donation ou d’une succession.
* L’apport provenant d’une donation ou d’une succession doit avoir été fait pendant le mariage (Voir *Droit de la famille – 192428, 2019 QCCA 2071*)
* Le conjoint désirant obtenir la déduction doit faire la preuve prépondérante qu’elle est autorisée en vertu de l’article 418 C.c.Q. Dans le cas où l’apport provient d’une donation, le conjoint devra prouver l’existence de la donation, c’est-à-dire, qu’elle constitue une véritable donation au sens juridique (*Doit de la famille -20102, 2020 QCCA 132*)
* Cette donation devra être exclusive à ce conjoint (Voir *Droit de la famille – 163117, 2016 QCCS 6224*)

L’article 418 C.c.Q. emploie la formulation « pour l’acquisition ou l’amélioration d’un bien de ce patrimoine ». Comme le soutient Pierre Ciotola, cette formulation devrait recevoir une interprétation libérale. Ainsi, le paiement d’une dette liée à l’acquisition du bien comme le paiement du solde de prix de vente ou celui de l’hypothèque qui finançait l’achat initial doit être compris dans le terme « acquisition ». En ce qui concerne le terme amélioration, il faut entendre toute amélioration, soit indispensable à sa conservation, soit simplement utile à son embellissement.

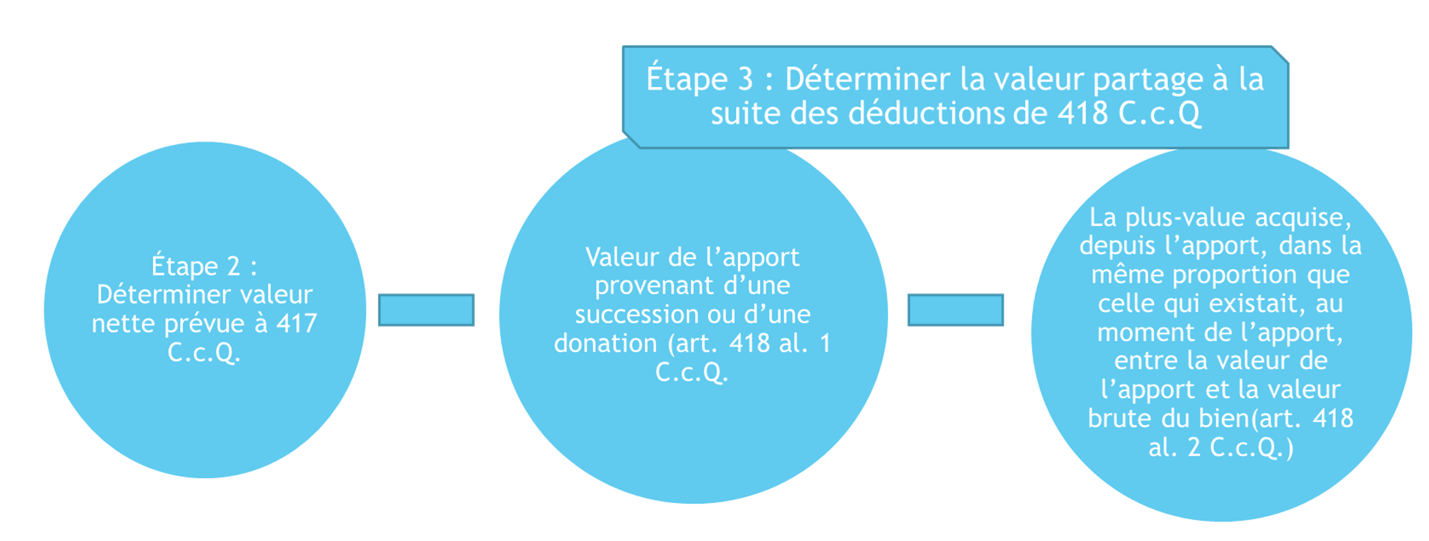
« Le Tribunal est d’avis que tant et aussi longtemps que l’on peut dire que les biens, en l’espèce des sommes d’argent provenant de la liquidation des biens ou du produit d’une assurance, peuvent-être identifiés comme héritage, peu importe qu’ils soient conservés en dépôt bancaire ou en certificat de dépôt ou en bon du trésor ou en actions ou en obligation, ils peuvent toujours être qualifiés de biens échus par succession. C’est leur provenance qui les qualifie et le fait qu’ils restent toujours identifiables. » (Voir D. (N.) c. C. (No.), 2003 CanLII 26418 (QC CS)).

Question : Vrai ou faux ? L’épouse qui dépose les sommes qu’elle a reçues de la succession de sa mère dans un compte de banque conjoint, même si elle utilise son héritage, un an plus tard, comme mise de fonds pour l’acquisition d’un immeuble servant de résidence de la famille, ne pourra jamais obtenir une déduction conformément à l’article 418 C.c.Q.

Réponse : Faux. L’épouse qui dépose les sommes qu’elle a reçues de la succession de sa mère dans un compte de banque conjoint, même si elle utilise son héritage, un an plus tard, comme mise de fonds pour l’acquisition d’un immeuble servant de résidence de la famille, ne pourra jamais obtenir une déduction conformément à l’article 418 C.c.Q.

Question : Vrai ou faux ? Julie acquiert pendant le mariage la résidence familiale pour la somme de 200 000,00 $. La mise de fonds de 60 000 $ provient d’une donation entre vifs effectuée par sa mère au moment de l’acquisition de l’immeuble. Au moment du divorce, l’immeuble a une valeur marchande de 300 000,00 $. Il y a toujours une dette hypothécaire grevant l’immeuble de 100 000,00 $. Julie pourra obtenir une déduction, conformément à l’article 418 C.c.Q., pour l’apport provenant de la donation de sa mère.

Réponse : Vrai, puisque l’apport provient d’une donation et il a été employé pour l’acquisition d’un bien faisant partie du patrimoine familial.



Remploi d’un bien échu par donation ou succession ou ayant fait l’objet d’un apport provenant d’une donation ou d’une succession

Qu’est-ce qu’un remploi ? Le remploi peut être défini comme suit : c'est le remplacement d’un bien du patrimoine familial, ayant fait l’objet d’un apport provenant d’une donation ou d’une succession soit pour son acquisition ou pour son amélioration, ou ayant été échu en entier par succession ou donation, par un autre bien qui fait partie du patrimoine familial, lors du partage.

« Le remploi est reconnu de façon générale tant pour les biens possédés lors du mariage que pour les biens échus par succession, legs ou donation pendant le mariage et utilisés pour l’acquisition ou l’amélioration des biens du patrimoine familial. »

Question : Vrai ou faux ? Julie reçoit à titre d’héritage de la succession de sa mère un immeuble ayant une valeur de 200 000,00 $. Cet immeuble a été acquis avant le mariage et lui sert de résidence familiale. L’immeuble au moment du mariage avait une valeur de 250 000,00, aucune dette ne le grève à ce moment, et il vaut au moment du divorce 280 000,00 $. Ce bien est toujours libre de dettes au moment du divorce. Julie sera autorisée à obtenir les déductions prévues à l’article 418 C.c.Q.

Réponse : Faux. En l’espèce, aucun calcul en vertu de 418 C.c.Q. ne sera effectué, nous appliquerons l’article 415 al. 4 C.c.Q., le bien sera tout simplement exclu du patrimoine familial. Il n’y pas eu de remploi au sens de l’article 418 CcQ.

* **Déduction accessoire (418 al. 2 C.c.Q.) : plus-value proportionnelle**

**Calcul :**

Plus-value acquise depuis l’apport **X** valeur de l’apport provenant d’un libéralité

valeur brute du bien au moment de l’apport

* **3e déduction** : Remploi d’un bien possédé avant le mariage (art. 418 al. 3 C.c.Q.).

|  |
| --- |
| Art. 418, al 3 CcQ : Le remploi, pendant le mariage, d’un bien du patrimoine familial possédé lors du mariage donne lieu aux mêmes déductions, compte tenu des adaptations nécessaires. |

Le remploi peut être défini comme suit : c'est le remplacement d’un bien du patrimoine familial dont l’un des époux était propriétaire au moment du mariage, par un autre bien qui fait partie du patrimoine familial.

Conditions :

* Les sommes qui peuvent faire l’objet du remploi doivent provenir d’un bien du patrimoine familial possédé par l’un des époux ou les deux au moment du mariage.
* Les sommes doivent être utilisées pour un autre bien inclus dans le patrimoine familial.
* Le remploi doit être fait pendant le mariage.
  + *Droit de la famille 123780, 2012 QCCS 6793*, par. 253 à 255

Exemple où la déduction ne sera pas autorisée :

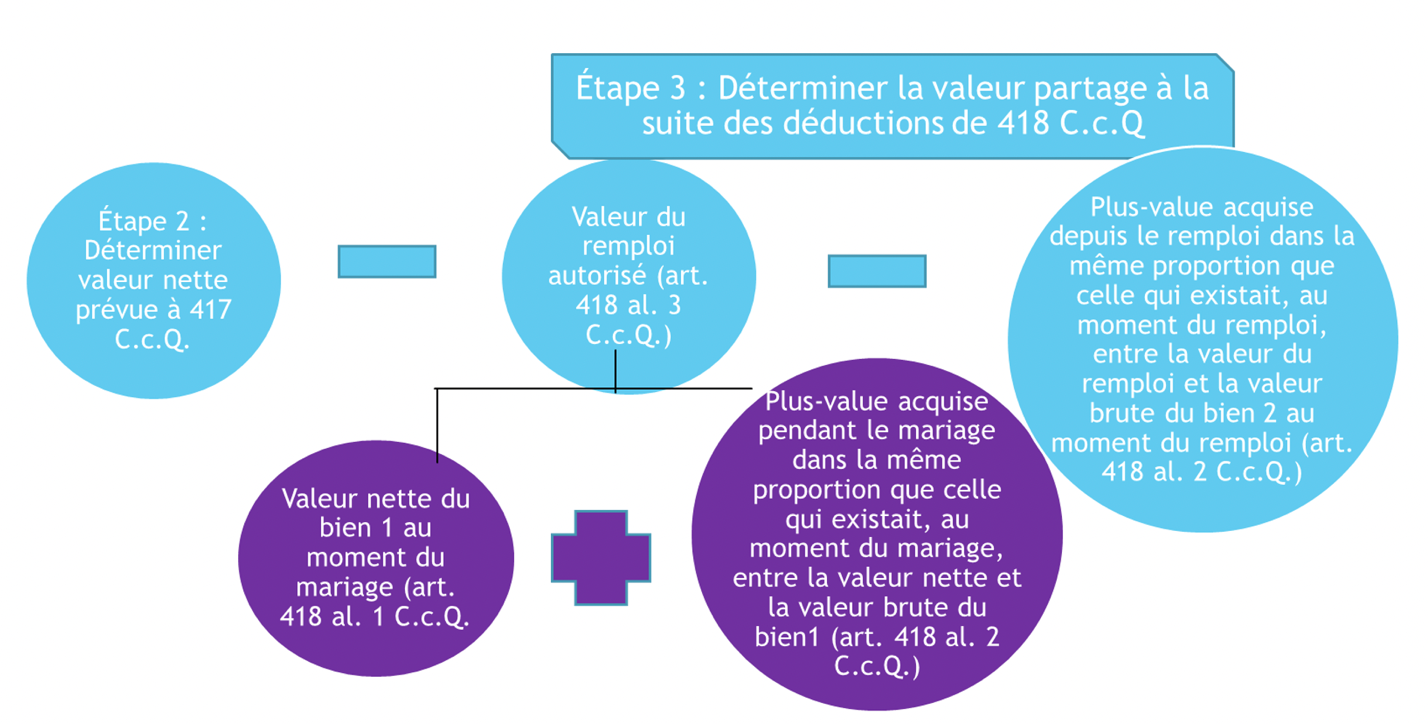
* L’épouse qui avait acquis la résidence familiale avant le mariage et qui la vend pendant le mariage. Elle utilise le produit de cette vente pour acquérir une nouvelle résidence familiale pendant le mariage. Cependant, pendant leur union, l’immeuble perd son caractère de résidence de la famille. Au moment du divorce, cet immeuble n’est pas un bien du patrimoine familial. Le remploi ne s’appliquera pas.
* Le REÉR possédé avant le mariage utilisé pour l’acquisition de la résidence familiale ne pourra pas bénéficier de la déduction de 418 C.c.Q., puisque le REÉR acquis avant le mariage n’est pas un bien inclus dans le partage du patrimoine familial (art. 415 a contrario C.c.Q.).
* Si l’époux possédait une voiture qui servait aux déplacements de la famille au moment du mariage et qu’il la vend, pendant le mariage, même s’il utilise le profit de cette vente pour acquérir des valeurs mobilières, il n’aura pas droit à la déduction pour le remploi prévue à l’article 418 C.c.Q.
* Les économies accumulées avant le mariage pourront et utilisées pour l’acquisition d’une résidence de la famille.

Question : Vrai ou faux ? Julie a un immeuble ayant une valeur de 200 000,00 $. Cet immeuble a été acquis avant le mariage et lui sert de résidence familiale au moment du mariage. Lors du mariage l’immeuble est libre de toute dette. Pendant le mariage, Julie vend cette résidence pour une somme de 300 000,00$ et elle les investit dans un compte épargne libre d’impôt (CELI). Deux ans plus tard, elle acquiert, avec les sommes de son CELI, un nouvel immeuble qui servira de résidence de la famille au coût de 300 000 $. Quelques années après l’acquisition de ce nouvel immeuble, les époux divorcent. Julie pourra obtenir les déductions prévues à l’article 418 C.c.Q.

Réponse : Faux. Il ne sera pas possible d’obtenir les déductions prévues à l’article 418 C.c.Q. Initialement, les sommes provenaient d’un bien possédé par l’épouse au moment du mariage inclus dans les biens composant le patrimoine familial, mais elles n’ont pas été utilisées pour un autre bien inclus dans le patrimoine familial. Les sommes détenues dans un compte épargne libre d’impôt sont exclues du patrimoine familial en vertu de l’application de 415 C.c.Q. Alors, le remploi n’a pas été effectué dans un autre bien du patrimoine familial.

Question : Vrai ou faux ? Julie était propriétaire d’un immeuble avant le mariage ayant une valeur au moment du mariage de 120 000$ grevé d’une hypothèque de 20 000$. Pendant le mariage, cet immeuble qui servait de résidence familiale a été vendu pour la somme de 200 000$ dont l’hypothèque avait été entièrement acquittée. Julie achète un nouvel immeuble servant de résidence familiale au coût de 250 000$ en utilisant le produit de la vente de son immeuble, soit 200 000$, et finance la différence de 50 000$. Au moment du divorce, la nouvelle résidence familiale a une valeur de 300 000$ et l’hypothèque a toujours une valeur de 50 000$. Julie pourra obtenir les déductions prévues à l’article 418 alinéa 3 C.c.Q.

Réponse : Vrai. Toutes les conditions pour pouvoir bénéficier des déductions pour le remploi d’un bien possédé au moment du mariage sont accomplies.



**Cours 8**

1. **La situation particulière du bien ayant fait l’objet d’une dépréciation**

Il est possible que la valeur d’un bien déprécie avec les années. C’est le cas notamment des véhicules automobiles et du mobilier d’une résidence.

À l’article 418 C.c.Q., si lors de la déduction de la valeur nette d’un bien possédé au moment du mariage permet de tenir compte de la plus-value acquise par le bien devrions-nous, également, tenir compte de la dépréciation du bien lors de l’établissement de la valeur de cette déduction ?

Cette question est tout aussi pertinente lorsque nous sommes en présence d’un bien ayant été acquis ou amélioré à même des sommes provenant d’une donation ou d’une succession.

* **1re hypothèse** **:**

Lors du calcul de la valeur partageable d’un bien, nous ne tiendrons pas compte de la moins-value subie par un bien du patrimoine familial. Néanmoins, la déduction ne pourra pas être supérieure à la valeur nette au jour de l’ouverture au droit du partage. Ce courant jurisprudentiel favorise une interprétation littérale des dispositions législatives. C’est donc dire que si le législateur désirait que l’on tienne compte de la dépréciation d’un bien à cette étape du calcul, il l’aurait expressément mentionné.

* **2e hypothèse :**

Lors du calcul de la valeur partageable d’un bien, nous tiendrons compte de la moins-value subie par le bien. Ce courant jurisprudentiel favorise une interprétation libérale et généreuse des dispositions législatives. Si le conjoint propriétaire d’un bien qui prend de la valeur peut profiter de la plus-value de son bien sous forme de déduction proportionnelle, il est cohérent qu’il subisse dans la même proportion la dépréciation de son bien, dans le cas où celui-ci perd de la valeur.

Exemple : Kimberly acquiert une voiture avant le mariage pour la somme de 20 000 $. Elle a payé 5 000$ en argent et la différence (15 000 $) provient d’un prêt auprès d’une institution financière. Au moment du mariage, la voiture a toujours une valeur de 20 000 $ et la dette est toujours de 15 000 $. Celle-ci sert aux déplacements de la famille.

Au jour de l’ouverture du droit au partage du patrimoine familial, cette voiture a inévitablement perdu de la valeur. Sa valeur marchande, à cette date, est de 10 000 $ et le solde du prêt est de 5 000 $. Lors de l’établissement de la valeur partageable, devrons-nous tenir compte de la moins-value, en la déduisant de manière proportionnelle ?

Peu importe l’hypothèse, la valeur nette prévue à 417 ainsi que la valeur nette du bien au moment du mariage seront les mêmes. C’est au moment d’établir la déduction accessoire que le résultat diffèrera.

ÉTAPE 1 : Déterminer si le bien est inclus (art. 415 C.c.Q.)

Les biens sont des biens meubles garnissant la résidence familiale alors ils sont inclus dans le cadre du partage.

ÉTAPE 2 : Déterminer la valeur nette du bien (art. 417 C.c.Q.)

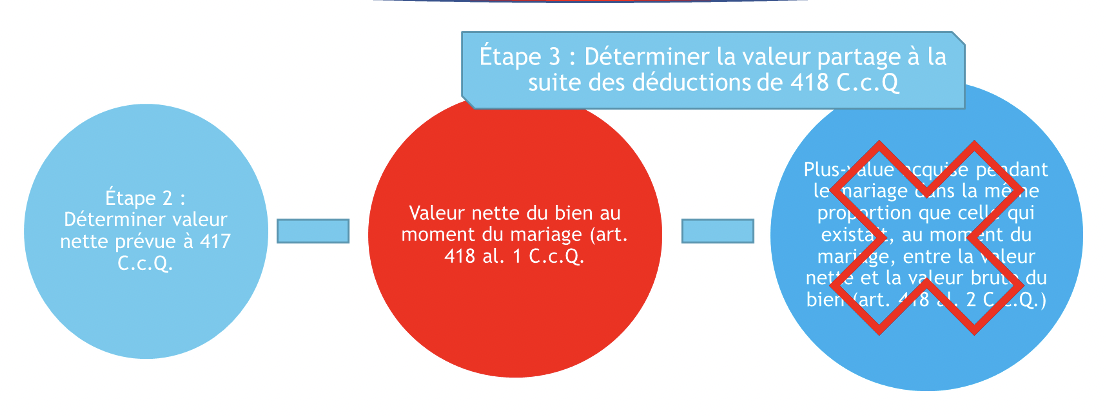
Valeur du bien au moment de l’ouverture du droit au partage : 10 000 $

Déduction permise : 5 000 $

Valeur nette (417 C.c.Q.) : 5 000 $

ÉTAPE 3 : Déterminer la valeur partageable du bien à la suite des déductions prévues à 418 C.c.Q

1er Courant :



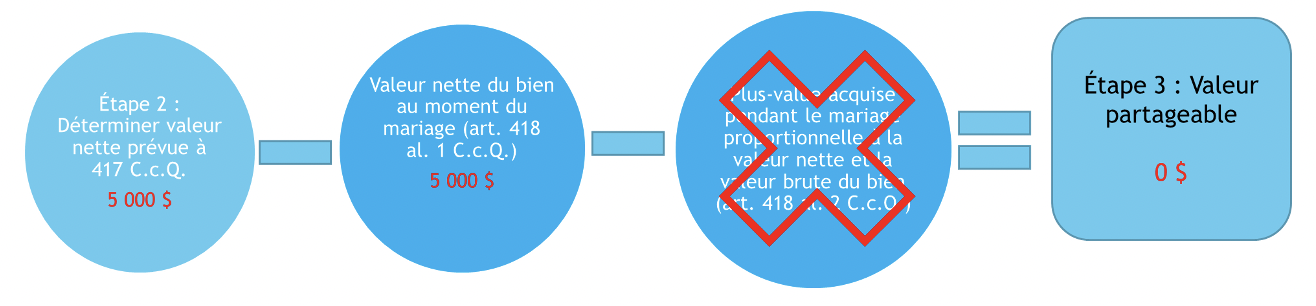
Déduction (418 al. 1 C.c.Q.) : Valeur nette au moment du mariage

Calcul : Valeur marchande du bien au moment du mariage moins les dettes au moment du mariage contractées pour l’acquisition, l’amélioration, etc.

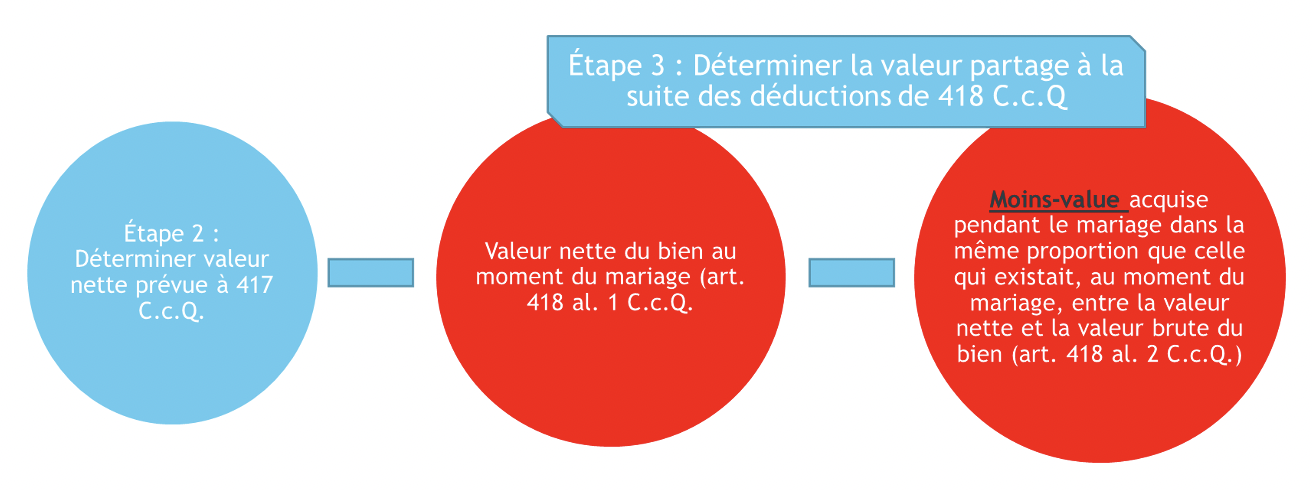
Valeur nette : 5 000 $ (Calcul : 20 000$ - 15 000 $ = 5 000 $)

Déduction accessoire (418 al. 2 C.c.Q.) : plus-value proportionnelle

Aucune plus-value acquise pendant le mariage; le bien a déprécié. Ce courant jurisprudentiel ne tient pas compte de la dépréciation du bien, sauf que la déduction ne pourra pas être supérieure à la valeur nette du bien prévue à l’article 417 C.c.Q.



2e courant :



Déduction (418 al. 1 C.c.Q.) : Valeur nette au moment du mariage

Calcul : Valeur marchande du bien au moment du mariage moins les dettes au moment du mariage contractées pour l’acquisition, l’amélioration, etc.

Valeur nette : 5 000 S (Calcul : 20 000$ - 15 000 $ = 5 000 $)

Déduction accessoire (418 al. 2 C.c.Q.) : plus-value proportionnelle

Selon ce 2e courant jurisprudentiel, la moins-value des biens devra être prise en compte.

La moins-value correspond à la valeur marchande du bien au jour de l’ouverture du droit au partage moins la valeur marchande du bien au moment du mariage.

Moins-value pendant le mariage X Valeur nette au moment du mariage

Valeur brute au moment du mariage

Moins-value acquise pendant le mariage : 10 000 $ - 20 000 = (10 000 $)

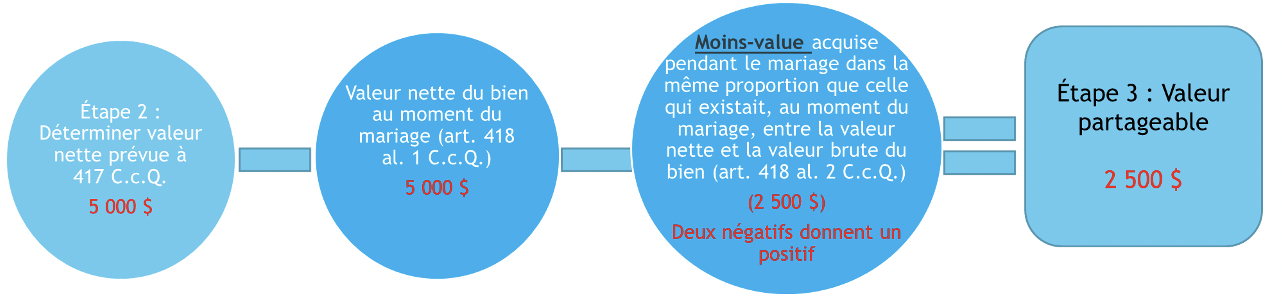
Valeur nette à la date du mariage : 5 000 $

Valeur brute au moment du mariage : 20 000 $

Calcul de la plus-value proportionnelle

(10 000) x 5 000 $ = (2 500 $)

20 000 $



\*En présence de deux négatifs, cela donne un positif.

1. **La situation particulière où la valeur partageable d’un bien est négative**

Dans le cadre du calcul de la valeur partageable d’un bien, considérant les déductions admissibles, il peut arriver que cette valeur partageable pour un bien soit négative. Est-ce que nous devons limiter à zéro la valeur partageable ou maintenir la valeur négative afin de la reporter sur l'ensemble des biens, dont ce même conjoint est propriétaire, constituant le patrimoine familial ?

|  |  |
| --- | --- |
| **1re hypothèse** | **2e hypothèse** |
| •Chaque bien est traité individuellement.  •La valeur partageable du bien sera ramenée à zéro. | •Le patrimoine familial est considéré comme un tout donc la valeur négative d’un bien peut être reportée à l’ensemble de la masse de biens partageable de ce conjoint.  •Si le bien est le seul bien composant la masse partageable du conjoint, la valeur partageable ne pourra pas être négative (*Droit de la famille 2245, 1995 CanLII 4668 (QC CA)*) |

La 2e hypothèse est la tendance majoritaire qui se dégage de la jurisprudence.

1. **Déductions de certaines indemnités exceptionnelles et gain à la loterie lors de l’établissement de la valeur partageable**

Nous employons l’expression « indemnités exceptionnelles » en faisant référence à une indemnité de départ, une indemnité de blessures corporelles, une indemnité payable par la SAAQ ou même une indemnité versée par la CNESST.

Question : Vrai ou faux? Une indemnité versée par la CNESST pour une invalidité, avant le mariage, qui servira éventuellement, pendant le mariage, à acquérir un bien du patrimoine familial pourra donner lieu à une déduction prévue à l’article 418 C.c.Q.

Réponse : Faux. Tout d’abord, même si cette indemnité avait été versée pendant le mariage, elle ne donnerait pas droit au conjoint, l’ayant utilisé pour acquérir un bien du patrimoine familial, aux déductions mentionnées à l’article 418 C.c.Q. (M.M. c. D.P., 2003 CanLII 10438 (QC CS)). De plus, les indemnités versées avant le mariage sont assimilées à des économies accumulées avant le mariage et la jurisprudence refuse toute déduction sous ce chef, car au moment du mariage ces indemnités ne constitueront pas un bien inclus dans le partage du patrimoine familial.

Question : Le conjoint qui utilise, pendant le mariage, son « gros lot », celui qui a gagné en jouant à la loterie, pour acquérir un bien du patrimoine familial pourra obtenir une déduction conformément à l’article 418 C.c.Q.

Réponse : Faux. Cette somme ne constitue ni une donation ni un héritage, alors il ne sera pas possible de la déduire de la valeur partageable du bien inclus dans le patrimoine familial (*Droit de la famille - 3264, 1999 CanLII 11370 (QC CS)*).

1. **Charge fiscale relative à un bien du patrimoine familial**

Lorsque nous utilisons l’expression « charge fiscale », nous faisons référence à l’impôt qui pourrait être payable en cas de transfert d’un bien ou en cas de retrait. Par exemple, en vertu du droit fiscal, la résidence principale sera exemptée de tout gain en capital. Toutefois, toute autre résidence secondaire qui peut faire partie du patrimoine familial aura une charge fiscale (gain en capital à payer). Il en est de même pour des valeurs mobilières (ou actions), des tableaux, etc.

La charge fiscale éventuelle peut venir fausser le principe du partage égal et la vocation première du patrimoine familial qui est de favoriser l’équité économique des époux ou conjoints unis civilement.

Pour favoriser un partage équitable, les tribunaux tiendront compte de l’incidence fiscale reliée à un bien inclus dans le patrimoine familial. La charge fiscale sera prise en compte comme dette réelle ou latente si elle est effectivement supportée dans un avenir rapproché et prévisible, lors de l’établissement de la valeur nette du bien. (*Droit de la famille – 2384, (1996) R.D.F. 410*)

Exemple en jurisprudence :

* *Droit de la famille – 3382, [1999] R.J.Q., 2424 (C.S.)*
* *J.-M. (J) c. S. (S.), REJB 2004-60087 (C.A.)*

« La Cour d'appel rappelle dans l'arrêt *Droit de la famille - 16436* que le passif fiscal sera généralement tenu en compte lorsqu'il est relativement certain qu'il devra être assumé et il sera au contraire généralement ignoré lorsqu'il est trop incertain. Ainsi le passif fiscal qu'entraînera une vente éventuelle d'un bien ne sera souvent pris en compte que lorsque la vente est imminente ou, à tout le moins, prévisible dans un proche avenir. La Cour d'appel rappelle également qu'il appartient au juge de première instance d'apprécier la probabilité que l'événement se réalise. » Christiane Lalonde

**La renonciation**

* **Aux droits résultants du partage du patrimoine familial**

Il est possible pour un conjoint de renoncer au partage du patrimoine familial à compter du décès de son conjoint ou du jugement de divorce, de séparation de corps ou de nullité du mariage par acte notarié en minute conformément à l’article 423, al 2 CcQ. De plus, le conjoint aura un an à compter du jour de l’ouverture de son droit au partage pour inscrire cette renonciation au Registre des droits personnels et réels mobiliers. Sinon, il est réputé avoir accepter comme l’indique l’article 423, al 3 CcQ. La renonciation peut également être faite par déclaration judiciaire.

* **À une déduction en application des dispositions du patrimoine familial**

Un conjoint peut, pendant le mariage, renoncer aux déductions auxquelles il aurait droit lors du partage du patrimoine familial, notamment celles en vertu de l’article 418 CcQ (*Droit de la famille – 1636, 1993 CanLII 4311 (QC CA)*).

« D’une part il est reconnu qu’une partie peut valablement renoncer, pendant le mariage, à la déduction de l’article 418 CcQ, alors que cela n’est pas possible pour un droit dans le patrimoine familial. » (*Droit de la famille – 163076, 2016 QCCA 2040*, par. 17).

Est-il possible de renoncer implicitement (tacitement) aux déductions admissibles en vertu de la loi en cas d’acquisition conjointe ?

Exemple : Marie est propriétaire d’une maison au moment du mariage. Les époux utilisent cette résidence comme résidence de la famille. Marie vend cette propriété. À même le produit de la vente, elle acquiert la nouvelle résidence familiale en copropriété indivise avec son époux. A-t-elle renoncé à la déduction permise (art. 418 C.c.Q.) ?

Le fait d’avoir acquis une nouvelle résidence en copropriété indivise avec le profit de son ancienne résidence lui fait renoncer de façon tacite ou implicite aux déductions de l’article 418 CcQ selon la jurisprudence dominante. Cette tendance dominante a cependant été modifiés depuis 2010. La nouvelle tendance veut que la renonciation soit claire et non équivoque. Cela appuie le principe qu’une renonciation ne se présume pas. Normalement, une renonciation à un droit doit résulter d’actes accomplies volontairement, posés en connaissance de cause et non susceptible d’une autre cause.

« […] la renonciation à la déduction est possible durant le mariage en rapport avec un bien acquis en copropriété, mais ce constat doit reposer sur une preuve qui en établit le caractère clair et non équivoque » *Droit de la famille -10304, 2010 QCCA 317*, par. 37

**Les modalités de paiement de la créance**

Partage : le principe est que chaque conjoint aura droit à la moitié de la valeur partageable (art. 416 al. 1 C.c.Q.).

Le conjoint débiteur a le choix d’acquitter sa dette soit en numéraire soit en dation en paiement avec des biens provenant du patrimoine familial (art. 419, al 1 CcQ). La dation en paiement des biens ne faisant pas partie du patrimoine familial n’est possible que si les époux en conviennent ainsi (art. 419 al. 2 C.c.Q.).

En cas de désaccord entre les conjoints quant aux modalités de paiement, c’est le tribunal qui va trancher.

De plus, la créance porte intérêts et ces intérêts ainsi que les indemnités additionnelles commencent à courir à compter de la date de l’introduction des procédures, à la date de cessation de vie commune ou à la date du décès. En bref, au jour de l’ouverture du droit au partage du patrimoine familial. Ces intérêts s’ajoutent donc à la créance. L’indemnité additionnelle est laissée à la discrétion des tribunaux, mais doit toutefois être demandée pour être accordée (art. 1619 CcQ).

Aussi, le régime de retraite transférable et saisissable. Lorsque le juge entérine une entente entre les parties quant au partage des droits accumulés dans un REER ou lorsqu’il l’ordonne, le jugement opère un transfert immédiat des droit du cotisant en faveur de l’ex-conjoint (*T.D. c. R.N., 2008 QCCA 1968*, par 64 à 67).

La prescription :

* Créance résultant du décès = 3 ans (art. 2925 C.c.Q.)
* Créance résultant d’un jugement = 10 ans à compter du jugement (art. 2924 C.c.Q.)

\*Pour les REER, le tribunal s’en remet à la loi régissant le fond de pension. S’il n’y a pas de délai de prescription prévu à la loi, il sera possible de réclamer sa créance même après 10 ans.

D’autre possibilité de paiement à la discrétion du tribunal (art. 420 C.c.Q.) :

* Attribuer la propriété de certains biens à un conjoint (objectif alimentaire, intérêt de l’enfant ou pallier à une situation financière particulière)
* Ordonner le paiement de la créance par versements périodiques d’au plus 10 ans (art. 420, al 2 CcQ)
* Ordonner toute autre mesure appropriée pour assurer la bonne exécution du jugement

Protection de la créance :

* Saisie avant jugement (art. 519 C.p.c.) : elle doit porter sur des biens faisant partie du partage du patrimoine familial, si le but est de protéger la créance résultant du partage. L’autorisation de la saisie est laissée à la discrétion du tribunal.
* Hypothèque légale résultant d’un jugement (art. 2724 (4) et 2730 C.c.Q.) : tant sur les biens meubles qu’immeubles du débiteur. Cet hypothèque légale s’acquiert par l’inscription d’un avis désignant l’objet grevé par l’hypothèque et indiquant le montant de l’obligation. L’avis doit être accompagné d’une copie du jugement et doit être signifié au débiteur. Elle doit également être publiée au registre approprié (immeuble = Registre foncier, meuble = RDPRM).

**Cours 9**

**Le rétablissement d’une équité économique**

L’application rigoureuse des dispositions du patrimoine familial ainsi que le comportement des conjoints pourraient engendrer certaines injustices économiques lors de leur rupture ou du décès de l’un d’entre eux.

Le législateur a prévu des mécanismes afin de rétablir une équité économique lors du partage du patrimoine familial, quels sont-ils ?

* Le partage inégal du patrimoine familial (art. 422 C.c.Q.)
* L’attribution d’un paiement compensatoire (art. 421 C.c.Q.)

1. **Le partage inégal du patrimoine familial**

Principe : le partage du patrimoine familial s’opère en parts égales (art. 416 al. 1 C.c.Q.)

Exception : le partage inégal du patrimoine familial (art. 422 C.c.Q.)

Il sera donc possible de déroger au principe du partage égal (art. 416 C.c.Q.), en présence de circonstances exceptionnelles.

Pour qu’il y ait un partage inégal du patrimoine familial, les conditions suivantes doivent être accomplies :

* Le partage inégal devra faire l’objet d’une demande au tribunal par l’un des conjoints;
* Une injustice doit résulter de l’application de la règle générale du partage égal.

Les tribunaux donneront une interprétation restrictive à l’article 422 C.c.Q. puisque cela déroge au principe général et à la finalité du législateur lors de l’adoption de ces dispositions.

Pour pouvoir obtenir un partage inégal du patrimoine familial, il faut préalablement en avoir fait la demande au tribunal lorsqu’il en résulte une injustice compte tenu, par exemple, de la dilapidation de certains biens par l’un des époux (art. 422 CcQ). Les proportions sont laissées à la discrétion du tribunal (ex : 40% vs 60%, partage inégal sur un bien en particulier ou un bien ne sera pas partagé, etc). Pour les gains sur les régimes de retraites et les régimes de rentes cependant, soit qu’ils sont partagés également selon le principe général, soit ils ne sont pas partagés du tout, le juge ne peut pas changer les proportions autrement.

Question : Vrai ou faux ? Le tribunal jouit, dans tous les cas, d’une discrétion quant aux proportions de chacun des conjoints lorsqu’il conclut qu’un des conjoints a subi une injustice. Il pourrait déterminer que le conjoint A partagera la 25 % de la valeur des biens composant la masse du patrimoine et le conjoint B partagera 60 %.

Réponse : Faux. C’est vrai pour la majorité des biens composant le patrimoine familial. Par ailleurs, cela en matière de gains inscrits en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou de programme équivalent, le tribunal peut uniquement décider qu’il n’y aura aucun partage (art. 422 C.c.Q.).

Question : Vrai ou faux ? Seules les injustices énumérées à l’article 422 C.c.Q. pourront donner droit à un partage inégal du patrimoine familial.

Réponse : Faux. Voir la décision suivante : *M.T. c. J.-Y.T., 2008 CSC 50*, par. 24.

Qu’est-ce qu’une injustice ?

Afin d’appliquer cette exception, il faut résoudre le problème d’interprétation que pose l’article 422 C.c.Q., en se demandant quelle est la nature de « l’injustice » qui permettra au tribunal d’ordonner un partage inégal (*M.T. c. J.-Y.T., 2008 CSC 50*)

**1er principe** : l’injustice ne peut guère résulter de la simple application des dispositions législatives en matière de patrimoine familial. « L’injustice mentionnée à l’art. 422 ne saurait découler de l’existence et de l’application de la loi qui institue le patrimoine familial » (*M.T. c. J.-Y.T., 2008 CSC 50*, par. 23)

**2e principe** : L’énumération prévue à l’article 422 C.c.Q. n’est pas limitative. Elle ne s’ouvre pas cependant à n’importe quelle situation. « En effet, elle demeure toujours située dans le contexte d’une institution créée pour assurer une forme d’égalité économique entre les conjoints. L’énumération n’a rien à voir avec un jugement moral sur la conduite des conjoints durant leur mariage, leur humeur, leur ingratitude ou leur fidélité. […] Encore faut-il maintenant déterminer comment seront identifiés les facteurs de nature à créer une injustice susceptible de justifier un partage inégal. Il faut toutefois que le tribunal demeure conscient que cette analyse s’effectuera à partir de l’étude des faits propres à chaque espèce et ne se bornera pas à un simple exercice de classification à l’intérieur d’une liste de facteurs prédéterminés » (*M.T. c. J.-Y.T., 2008 CSC 50*, par. 24)

**3e principe** : L’approche interprétative de l’article 422 C.c.Q. « doit toujours prendre en compte la nature de l’objectif du patrimoine familial, soit la création d’une union économique entre les conjoints. Cette méthode permet de déterminer la nature des circonstances susceptibles de provoquer une injustice au sens de l’art. 422. Ces circonstances doivent se relier à la réalisation ou à l’échec de l’association économique entre les parties. Il faut déterminer si, par leurs actes ou leur comportement durant le mariage, les conjoints ont violé leur obligation fondamentale de contribuer à la formation et au maintien du patrimoine familial » (*M.T. c. J.-Y.T., 2008 CSC 50*, par. 25)

**4e principe** : Le comportement des conjoints ou actes préjudiciables doit conserver un lien clair avec le sort du patrimoine familial. « Les tribunaux doivent examiner la conduite des parties et l’importance de leur contribution dans la perspective de leur impact économique sur le patrimoine familial, non de leur effet sur le bonheur de la vie commune, bien que les mêmes actions puissent affecter l’ensemble des aspects de l’union conjugale. Lorsqu’on les invoque comme source d’injustice au sens de l’art. 422, les actes préjudiciables ou répréhensibles, ou fautes des conjoints, doivent conserver un lien clair avec le sort du patrimoine familial. Ils doivent présenter en quelque sorte le caractère d’une faute économique. » (*M.T. c. J.-Y.T., 2008 CSC 50*, par. 28).

Le partage inégal s’opérera sur la valeur partageable du patrimoine familial donc après avoir accordé les déductions prévues à l’article 418 C.c.Q. (*Droit de la famille – 151069, 2015 QCCS 2105*).

Question : Vrai ou faux ? Si un des conjoints contribue davantage monétairement aux charges du mariage, cela constituera systématiquement une injustice amenant, si cela est demandé au tribunal, un partage inégal du patrimoine familial.

Réponse : Faux. « En application de l'article 396 C.c.Q., une contribution inégale des époux, en quotité, ne signifie pas pour autant que le partage égal du patrimoine familial emporte une injustice. L'insuffisance de la contribution doit découler d'une faute rattachée à l'exécution de l'obligation de contribuer. » Christiane Lalonde

Les causes pouvant menées à une injustice autorisant un partage inégal du patrimoine familial :

* La brève durée du mariage (art. 422 C.c.Q.)

La brièveté du mariage ne mène pas systématiquement à un partage inégal du patrimoine familial. Elle peut être invoquée que si elle est liée à une injustice économique découlant du partage égal du patrimoine. Cette situation constitue néanmoins un indice important révélant un association économique faible ou absente impliquant le patrimoine familial qui ne résulte guère des efforts communs des époux. En effet, les objectifs du patrimoine familial sont de former une association économique entre les époux qui contribuent tous deux au patrimoine familial.

La brièveté du mariage pourrait avoir une incidence notamment dans le cas où la majorité des biens inclus au patrimoine familial ont été acquis avant le mariage. Le fait de partager également pourrait provoquer une injustice. Dans ce cas, et sur demande de l’un des conjoints, le tribunal pourra déterminer s’il est possible d’octroyer un partage inégal.

« La brièveté du mariage peut être invoquée dans la mesure où elle est liée à une injustice économique découlant du partage égal. Il faut donc éviter d’énoncer une règle générale selon laquelle « le seul motif de la brève durée du mariage ne peut pas être retenu, compte tenu que le partage inégal demeure l’exception », comme l’écrit l’appelante. » *Droit de la famille 151855, 2015 QCCA 1244*, par. 31.

* La dilapidation de certains biens par l’un des conjoints (art. 422 C.c.Q.)

« Pour justifier un partage inégal, selon l’article 422 C.c.Q., la diminution ou le gaspillage des éléments d’actifs administrés par l’une des parties doit être tel qu’il en résulterait une injustice si le partage égal était ordonné… » Christiane Lalonde

Donc, la diminution ou le gaspillage doit viser des biens inclus au patrimoine familial.

* La mauvaise foi d’un des conjoints (art. 422 C.c.Q.)

En l’absence de corrélation entre la mauvaise foi d’un des conjoints et l’acquisition, l’amélioration, l’entretien ou la conservation du patrimoine familial, il n’y aura pas lieu au partage inégal. (Voir, *Dubé-Charlebois c. Charlebois [1994] R.D.F. 734*)

Les actes ou comportements préjudiciables ou répréhensibles doivent posséder un lien clair avec le sort du patrimoine familial. Ils devront avoir un caractère de « faute économique rattachée à l’exécution des obligations de contribution ». *Droit de la famille -082897, 2008 QCCA 2176*

En effet, l’une des obligations des époux est de contribuer au mariage selon leurs facultés respectives (art. 396 CcQ).

Les circonstances susceptibles de provoquer une injustice au sens de l’article 422 CcQ doivent se relier à la réalisation ou à l’échec de l’association économique entre les parties. La mauvaise foi dont parle l’article 422 CcQ conserve son caractère économique, cela ne peut pas être une mauvaise foi rattachée par exemple à un mauvais comportement moral (ex : adultère) ou à la qualité de la vie conjugale des époux.

Cette liste n’est pas limitative selon l’utilisation du terme « notamment » de la part du législateur.

Selon *Droit de la famille – 1511, 1997 CanLII 10807 (QC CA)*, la jurisprudence reconnaît d’autres motifs pouvant mener à une injustice et permettant ainsi un partage inégal du patrimoine familial :

* L’âge des époux (la différence d’âge ne constitue maintenant pas une cause d’injustice menant au partage inégal. : *Droit de la famille -- 09361, 2009 QCCA 337 (CanLII)*)
* La disproportion du patrimoine
* La nature du patrimoine de chaque époux
* L’origine des biens ou des fonds ayant servis à leur acquisition
* Les moyens et besoins de chaque partie
* L’assumation inégale des responsabilités à l’intérieur du couple
* La contribution exceptionnelle à la famille
* Les ententes des parties après la rupture, surtout si elles ont été faites dans le cours des procédures avec l’aide de conseillers juridiques indépendants.

Autres exemples :

* Le conjoint de manière planifiée et égoïste a investi pendant le mariage dans des biens luxueux pour son bien-être, pendant sa conjointe acquittait les dépenses reliées à la famille (ex. l’achat des biens meubles, l’achat d’un véhicule automobile, etc.) – Voir *M.G. c. A.B., 2001 CanLII 24961 (QC CS)*
* Si l’un des conjoints, sciemment, dissimule des informations relatives à ses revenus ou à ses actifs, étant de mauvaise foi, un partage inégal du patrimoine familial pourra être autorisé. Voir *Droit de la famille — 192628, 2019 QCCS 5523*
* Mariage de courte durée dans le cas où l’un des conjoints a grandement contribué au patrimoine familial, alors que l’autre très peu.
* Dans le cas de dilapidation, il se peut que l’un des conjoints se soit efforcé d’accumuler un patrimoine commun alors que l’autre gaspillait tout ce qui lui tombait sur la main.
* La mauvaise foi suppose qu’un conjoint ait manœuvré pour faire sortir du patrimoine certains biens qui, dans le cours normal des choses, aurait dû s’y retrouver au moment du divorce. Évidemment, cela empêche l’autre conjoint de pouvoir bénéficier de la valeur de ces biens. En procédant à un partage égal, il en résulterait une injustice et, dans ce cas, le tribunal pourrait autoriser un partage inégal.

Cas où le tribunal a refusé de procéder par un partage inégal :

* L’irresponsabilité d’un conjoint sans qu’il n’ait d’intention malveillante, donc sans mauvaise foi.
* La faillite d’un des conjoints à elle seule.
* Le seul fait que l’un des conjoints ait contribué presqu’exclusivement à l’acquisition de l’ensemble des biens inclus au patrimoine familial.
* Le seul fait de l’adultère.
* Le seul fait qu’un des conjoints soit atteint d’une maladie grave (ex : schizophrénie, démence).
* Le fait que les biens aient été acquis par succession ou donation ou que la résidence familiale ne sert qu’en partie de résidence de la famille, car la loi prévoie déjà des déductions pour ces situations.
* Le fait de contribuer seul aux besoins matériels de la famille alors que l’autre conjoint se serait consacré aux soins et à l’éducation des enfants issus du mariage ne donnera pas droit à un partage inégal, car ce dernier a contribué aux charges du mariage selon ses facultés.

1. **Le paiement compensatoire**

Le paiement compensatoire est prévu à l’article 421 CcQ.

Rappel : le patrimoine familial n’a aucune incidence sur les pouvoirs du conjoint propriétaire d’un bien, et ce, même si ce bien fait partie du patrimoine familial, compte tenu des restrictions des articles 401 et ss. CcQ.

Lors du partage du patrimoine familial, si un bien a été aliéné ou diverti, le tribunal pourra sous certaines conditions attribué un paiement compensatoire (art. 421 C.c.Q.).

Par exemple, l’un des conjoints est propriétaire de la voiture servant aux déplacements de la famille. Au moment où sa conjointe souhaite intenter des procédures de divorce, il décide de vendre la voiture sans la remplacer. En vertu de l’article 421 CcQ, la valeur de la voiture vendue pourrait être incluse au partage du patrimoine familial, malgré le fait qu’elle ait été aliénée.

Il y a deux éventualités prévues à l’article 421 C.c.Q. pour l’attribution d’un paiement compensatoire :

1. Le bien a été aliéné ou diverti dans l’année précédant l’introduction de l’instance ou le décès (art. 421 al. 1 C.c.Q.). Conditions pour obtenir un paiement compensatoire :
   1. Aliénation ou divertissement d’un bien du patrimoine familial qui n’a pas été remplacé
   2. Un an avant le décès ou l’introduction de l’instance en divorce, séparation de corps ou annulation du mariage (ou date de cessation de vie commune selon un certain auteur de doctrine, Pierre Ciatolla)

Divertissement = retirer le bien de l’application du patrimoine familial (ex : transfert, cession, transfert à une fiducie, destruction du bien, etc).

Le juge a une discrétion judiciaire sur la valeur du paiement compensatoire qui sera attribué au bénéfice du conjoint lésé suite à l’aliénation. Il pourrait donc accorder autre chose que la moitié de la valeur partageable auxquels le conjoint non-propriétaire aurait normalement eut droit.

Qu’arrive-t-il si le bien acquis en remplacement a une valeur moindre que celui aliéné? Il y a deux options :

1. Si le tribunal est d’avis que le bien ne constitue pas un remplacement, le tribunal pourrait attribuer la différence à titre de paiement compensatoire.
2. Si le conjoint non-propriétaire est capable de démontrer qu’il en résulte une injustice, il pourrait demander un partage inégal du patrimoine familial

Si le bien a été saisi par le créancier hypothécaire afin d’acquitter une dette, ceci ne donnera pas droit à l’attribution d’un paiement compensatoire.

Si le produit de la vente du bien faisant parti du patrimoine familial a bénéficié à la famille, aucun paiement compensatoire ne sera accordé. Ex : vente d’une voiture servant aux déplacements de la famille pour le paiement d’un voyage familial.

1. Le bien a été aliéné plus d’un an avant l’introduction de l’instance ou le décès (art. 421 al. 2 C.c.Q.) Trois conditions essentielles afin d’obtenir un paiement compensatoire prévu au 2e aliéna de l’article 421 C.c.Q. :
   1. Aliénation d’un bien du patrimoine familial qui n’a pas été remplacé
   2. Aliénation a eu lieu plus d’un (1) an avant le décès ou l’introduction de l’instance en divorce, séparation de corps ou annulation du mariage
   3. Une preuve devra être faite afin de démontrer que cette aliénation a été faite dans une intention préjudiciable par le conjoint ayant aliéné le bien

Dans ce cas, le conjoint avait une intention de se soustraire à l’application du patrimoine familial. Si l’intention préjudiciable n’est pas démontrée au tribunal, le paiement compensatoire ne pourra pas être accordé.

Comment l’intention préjudiciable peut-elle être prouvée?

* Aveux judiciaires
* Aveux extra-judiciaires
* Témoignages
* Interrogatoire
* Preuve documentaire
* Échanges de courriel

Question : Kim, quelques mois avant la demande introductive en divorce, vend la voiture qui sert aux déplacements de la famille, sans acheter un nouveau bien qui fera partie du patrimoine familial.

1. Le conjoint de Kim pourrait-il demander un paiement compensatoire ?
2. Le conjoint de Kim devra-t-il faire la preuve qu’elle avait une intention préjudiciable (c.-à-d. dans un but de soustraire le bien au partage du patrimoine familial) ?

Réponse :

1. Oui, il pourra demander le paiement compensatoire, car toutes les conditions sont remplies : le bien faisait partie du patrimoine familial, il n’a pas été remplacé et a été vendu dans l’année précédant la demande introductive en divorce. Ce sera à la discrétion du tribunal d’attribué le paiement compensatoire à l’époux lésé ou non.
2. Non, car l’aliénation a eu lieu dans l’année précédant l’instance de divorce et l’application de 421, al 1 CcQ ne requiert pas de prouver l’intention préjudiciable. À l’aide de leur pouvoir discrétionnaire, le tribunal peut tout de même demander à ce que l’intention de se soustraire au patrimoine familial soit démontrer.
3. **La prestation compensatoire**

La prestation compensatoire a sa propre section à part de la Section de Patrimoine familial. Or, la prestation compensatoire ne concerne pas spécialement le patrimoine familial.

Domaine d’application

La prestation compensatoire s’applique à l’égard de tout apport ayant contribué à l’enrichissement du patrimoine de l’autre conjoint; à tous les biens composants le patrimoine de l’enrichi, à l’exclusion de ceux inclus dans le partage du patrimoine familial.

La prestation compensatoire a un caractère obligatoire caractère obligatoire de ce recours (art. 391 C.c.Q.), car il s’agit d’un effet du mariage. Il ne sera donc pas possible d’y renoncer pendant le mariage. Un conjoint pourrait y renoncer à partir du moment où son droit de réclamer la prestation compensatoire s’ouvrira.

Établissement du montant de la prestation compensatoire (art. 427 al. 1 CcQ) :

* Régime matrimonial
* Contrat de mariage
* Avantages successoraux

La prestation compensatoire ne doit pas faire échec au partage du patrimoine familial ni servir à compenser pour l’apport fait dans le cadre des biens qui composent le patrimoine familial. Donc, si l’enrichissement du conjoint résulte uniquement en des biens du patrimoine familial, il ne sera pas possible d’appliquer la prestation compensatoire. Les tribunaux ne veulent pas permettre de contourner les règles du patrimoine familial. Lors de l’établissement du montant de la prestation compensatoire, le tribunal va même tenir compte des avantages qui résultent du partage du patrimoine familial, de ceux qui résultent du régime matrimonial, du contrat de mariage ou même de ceux qui résultent des avantages successoraux.

Le recours en prestation compensatoire demeure cependant entier à l’égard des biens exclus du patrimoine familial et pour les époux qui se sont soustraient aux dispositions du patrimoine familial alors qu’ils le pouvaient (avant 1989).

Cas où une prestation compensatoire ne sera pas accordée :

* Lorsque l’un des conjoints a contribué à l’enrichissement d’un bien inclus dans le partage du patrimoine familial et appartenant à l’autre conjoint, le tribunal procède généralement à un partage inégal.
* L’apport d’un des conjoints qui permet l’acquisition d’un bien du patrimoine familial, car le partage du patrimoine familial compense déjà cet apport s’il provient d’une donation ou d’une succession.

Question : Vrai ou Faux? Les conjoints unis civilement ne sont pas soumis aux dispositions de la prestation compensatoire, mais ils pourront plutôt exercer un recours en enrichissement injustifié.

Réponse : Faux, les conjoints unis civilement peuvent également demander une prestation compensatoire conformément à l’article 521.6, al 4 CcQ. L’enrichissement injustifié se voit plutôt chez les conjoints de faits selon l’article 1493 CcQ.

Les critères d’attribution

Quels seront les éléments essentiels à démontrer au tribunal afin qu’une prestation compensatoire soit ordonnée en faveur du conjoint s’étant appauvri en enrichissant le patrimoine de l’autre conjoint ?

1. L’apport : peut être fait en biens, en services ou par contribution au mariage
2. L’enrichissement : l’évaluation de l’enrichissement sera faite au moment de la demande en justice
3. Le lien causal : l’apport doit avoir permis l’enrichissement de l’autre conjoint, la démonstration d’une simple corrélation sera suffisante (interprétation large et libérale)
4. La proportion dans laquelle l’apport a permis l’enrichissement : cela permet de compenser l’apport dans la mesure de ses répercussions.
5. L’appauvrissement du conjoint ayant fourni l’apport
6. L’absence de justification : Le tribunal devra s’assurer qu’il n’y a pas d’autre cause ou justification à l’enrichissement

Apport en biens : mise de fond au nom de l’autre conjoint, somme d’argent, remise d’un bien meuble ou immeuble, cautionnement à un prêt, etc.

Apport en services : travail effectué gratuitement par l’un des conjoints pour l’entreprise de ce dernier, travail insuffisamment rémunéré, etc.

Apport par contribution au mariage : accomplissement de tâches domestiques, de charges de ménage ou de charges familiales.

Enrichissement : monétaire, mobilier, immobilier, dépense évitée par le conjoint qui s’est enrichi, obtention d’un diplôme ou d’une formation professionnelle (enrichissement réel et non hypothétique, il faut démontrer que cela a réellement augmenter la valeur du patrimoine de l’autre conjoint).

\*L’enrichissement qui est une conséquence du régime matrimonial ou du patrimoine familial ne donnera pas droit à une prestation compensatoire.

Appauvrissement : monétaire, financier, temps, efforts.

L’apport qui a été compenser par l’autre conjoint ne donnera pas droit à la prestation compensatoire, car il a déjà été compensé et il ne sera pas possible de démontrer son appauvrissement.

Absence de justification : si un contrat justifie l’enrichissement, ou encore si le conjoint appauvri a volontairement voulu avantagé son conjoint, le tribunal ne pourra pas octroyer de prestation compensatoire.

Le moment de la demande d’attribution de la prestation compensatoire

Il y a deux possibilités :

1. Au moment de la dissolution de l’union civile ou du mariage et au moment du décès d’un des conjoints (décès, demande en divorce, séparation de corps ou nullité du mariage).
2. Pendant le mariage uniquement dans le cas prévu à l’article 427 al. 2 C.c.Q. : dans le cas où le droit à la représentation est fondé sur la collaboration régulière de l’époux à une entreprise, la demande peut être faite à la fin de cette collaboration si cette fin est causée par l’aliénation, la dissolution ou la liquidation volontaire ou forcée de l’entreprise en question, qu’elle ait un caractère commercial ou non.

Qui peut faire cette demande lorsqu’il y a décès d’un des conjoints? Seul le conjoint survivant pourra demander la prestation compensatoire, car il s’agit d’un recours *intuitu personae*, donc ce n’est pas transmissible aux héritiers. Le délai pour intenter ce recours contre la succession du défunt est d’un an suivant le décès en vertu de l’article 2928 CcQ. Le tribunal tiendra aussi compte de la situation du paiement compensatoire s’il y en a un.

Lors d’une demande en nullité du mariage, est-ce que la bonne foi des époux a une incidence à l’égard du recours sur la prestation compensatoire? En vertu des article 382 et 388 CcQ, le mariage frappé de nullité produit ses effets à l’égard des époux de bonne foi. En l’espèce, la prestation compensatoire est un effet du mariage, donc seul l’époux de bonne foi peut réclamer une prestation compensatoire.

La prescription du droit au recours à la prestation compensatoire est de 3 ans, car il s’agit d’un droit personnel (art. 2925 CcQ). Le délai commence à courir que s’il y a cessation de vie commune puisque la prescription ne court pas entre les époux pendant la vie commune en vertu de l’article 2906 CcQ.

Les modalités de paiement

Mode de paiement (art. 427, al 1 et 429 C.c.Q.)

* Selon l’entente entre les parties.
* Les modalités du paiement sont déterminées par le tribunal à défaut d’entente entre les parties.
* Le tribunal pourra ordonner le paiement :
* Au comptant
* Par versements
* L’attribution de droit dans certains biens

La réclamation du paiement doit s’effectuer dans un délai de 10 ans à compter du jugement qui octroie la prestation compensatoire (art. 2924 CcQ).

Protection de la créance :

* Saisie avant jugement (art. 519 C.p.c.) : elle doit porter sur des biens faisant partie du partage du patrimoine familial, si le but est de protéger la créance résultant du partage. L’autorisation de la saisie est laissée à la discrétion du tribunal.
* Hypothèque légale résultant d’un jugement (art. 2724 (4) et 2730 C.c.Q.) : tant sur les biens meubles qu’immeubles du débiteur. Cette hypothèque légale s’acquiert par l’inscription d’un avis désignant l’objet grevé par l’hypothèque et indiquant le montant de l’obligation. L’avis doit être accompagné d’une copie du jugement et doit être signifié au débiteur. Elle doit également être publiée au registre approprié (immeuble = Registre foncier, meuble = RDPRM).

Pendant le mariage, il est possible pour l’un des conjoints de convenir avec l’autre conjoint d’acquitter en partie la prestation compensatoire. Dans ce cas, le montant reçu sera déduit lors de la fixation du montant de la prestation compensatoire (art. 430 CcQ).

|  |  |
| --- | --- |
| **Le paiement compensatoire** | **La prestation compensatoire** |
| Quelles sont les dispositions législatives applicables ? | |
| Art. 421 CcQ | Art. 427 à 430 CcQ |
| Quel est l’objectif de chacun de ces mécanismes juridiques ? | |
| Pallier à une injustice résultant de l’application stricte des règles du patrimoine familiale lorsqu’il y a aliénation d’un bien faisant parti du patrimoine familial, dans le but de favoriser l’équité économique entre les parties | Indemniser le conjoint qui a contribué par un apport à enrichir le patrimoine de l’autre conjoint et qui s’est appauvri par le fait même |
| Ces mesures sont-elles applicables aux biens composant le patrimoine familial ? | |
| Oui | Non |

**Cours 10**

**Le régime matrimonial**

Régime primaire : Patrimoine familial (art. 415 à 426 CcQ)

Régime secondaire : Régime matrimonial (art. 431 à 492 CcQ)

Contrairement au patrimoine familial qui est d’ordre public, le régime matrimonial ne s’applique qu’à titre supplétif aux biens qui auront été exclus du partage du patrimoine familial. Le principe de la liberté contractuelle gouvernera ce régime secondaire. Conformément à ce principe, les époux ou les conjoints unis civilement pourront choisir le régime matrimonial correspondant le mieux à leurs volontés et leurs besoins.

Conformément au principe de la liberté contractuelle, les conjoints mariés ou unis civilement peuvent décider de se créer un régime matrimonial de toute pièce. Il est permis par contrat de mariage ou d’union civile de faire toute sorte de stipulations, sous réserve des dispositions impératives de la loi ou d’ordre public (art. 431 et 521.8 al. 1 C.c.Q.). De plus, le législateur prévoit que le régime matrimonial peut être conventionnel (art. 433 C.Q.).

**Le choix du régime applicable**

Le choix du régime matrimonial par les conjoints mariés ou unis civilement peut être soit implicite (tacite) ou exprès. Ce choix sera tacite ou implicite, lorsqu’à défaut d’option dans un contrat de mariage, les conjoints mariés ou unis civilement se voient imposé le régime légal prévu au Code civil du Québec, soit celui de la société d’acquêts (art. 432 et 521.8 al. 2 C.c.Q.). Ce choix sera exprès, lorsque les conjoints mariés et unis civilement, par contrat de mariage, le déterminent.

Quels sont les régimes matrimoniaux figurant au *Code civil du Québec* ?

* La **société d’acquêts** : c’est actuellement le régime légal (art. 432 et 448 à 484 C.c.Q.)
* La **séparation de biens** : ce régime ne peut être que conventionnel donc établi par contrat de mariage ou par convention d’union civile prévus au Code civil du Québec aux articles 485 et suivants.

\*La **communauté de meubles et acquêts** : ce régime est l’ancien régime légal qui était prévu au *Code civil du Bas-Canada*.

En résumé, les conjoints mariés ou unis civilement pourront par contrat de mariage ou d’union civile opter parmi les choix ci-dessous :

1. Choisir un des régimes prévus au *Code civil du Québec*

Normalement, les conjoints opteront pour l’un des régimes déjà balisés et prévus au Code civil du Québec.

* La **société d’acquêts** est un régime de participation. Cela signifie qu’il y aura un partage de la majorité des biens acquis pendant le mariage, soit les biens qui seront qualifiés d’acquêts. Ce type de régime favorisera le conjoint marié ou uni civilement dont la situation économique est précaire.
* La **séparation de biens** est un régime séparatiste. Cela signifie qu’aucun partage ne sera effectué; chacun des époux reprendra les biens dont il est propriétaire sans aucune compensation financière ou monétaire.

1. Choisir un régime étranger (art. 3111 et 3122 C.c.Q.)

Il y a certains **désavantages** pour les époux d’opter pour un régime étranger :

1. Le tribunal n’est pas tenu de connaître d’office le droit étranger.
2. Les parties devront alléguer le droit étranger, sinon le juge ne pourra y recourir même si les dispositions du droit international privé québécois le prescrivent.
3. L’application du droit étranger devra être prouvée. À défaut, le juge appliquera le droit québécois (art. 2809 C.c.Q.).

« Le droit étranger est alors assimilé à un fait et celui qui l’allègue doit en principe le prouver. » Brigitte Lefebvre

De manière succincte, en présence d’un régime étranger choisi de concert par les époux dans leur contrat de mariage, si le droit étranger n’est ni allégué ni prouvé, le tribunal appliquera le droit québécois, en l’occurrence, cela sera normalement les dispositions en matière de la société d’acquêts.

Rappel : les dispositions du patrimoine familial s’appliquent tout de même aux époux ayant choisi un régime étranger et étant domicilié au Québec au moment de la dissolution du mariage ou de l’union civile.

1. Choisir un régime qu’ils constitueront de toute pièce selon leurs volontés

Étant donné que les époux n’ont aucune obligation de s’assujettir à un régime matrimonial déjà consigné dans une loi, ils pourront en constituer un qui n’est aucunement traité par les dispositions législatives. Par ailleurs, il est plus fréquent que les époux modifient un des régimes existants prévus au Code civil du Québec.

Exemple : Les époux pourraient opter pour le régime de la société d’acquêts en lui apportant certaines modifications. Cette modification au régime actuel pourrait être la suivante : contrairement à l’article 449 (2) CcQ, les fruits et revenus d’un bien propre demeureront propres au lieu d’être un bien composant la masse des acquêts. Cela aurait comme effet d’exclure ces fruits et revenus du partage habituel puisque ce type de bien constitue, généralement, un acquêt conformément aux dispositions du *Code civil du Québec*.

Question : Vrai ou faux ? Conformément au principe de la liberté contractuelle, les époux pourraient par contrat de mariage décider que leur régime matrimonial sera celui de la communauté de biens.

Réponse : Vrai. Ce régime était l’ancien régime légal sous le Code civil du Bas-Canada (art. 1272 à 1425 i) C.c.B.C.). Il se distinguait notamment par l’attribution d’un droit de propriété lors du partage des biens composants la communauté. Les époux devenaient respectivement copropriétaires indivis des biens communs incluant les biens réservés de l’épouse, contrairement à la société d’acquêts qui ne confère qu’un droit de créance à la suite du partage de la masse des acquêts.

Question : Vrai ou faux ? Les époux peuvent par contrat de mariage modifier un régime matrimonial existant sans aucune restriction.

Réponse : Faux. Les modifications ne peuvent pas être contraires à l’ordre public ou porter atteinte aux règles impératives prévues en la matière comme le stipule l’article 431 C.c.Q. Par exemple, il ne serait pas possible, même si le contrat de mariage le stipule, de partager un bien qui a déjà fait l’objet d’un partage en vertu des dispositions du patrimoine familial.

Quels sont les avantages de modifier par contrat de mariage un régime prévu au Code civil du Québec ? Les modifications pourraient s’avérer utiles en pratique pour contourner les controverses doctrinales et jurisprudentielles relativement à la portée de certains articles de la société d’acquêts.

Quels sont les risques de s’inventer un régime matrimonial de toute pièce ?

* Le juriste devra s’assurer de prévoir toutes les modalités et les mécanismes d’application de ce régime matrimonial. Une tâche qui risque de s’avérer extrêmement complexe.
* Ce type de régime devrait minimalement prévoir quelles dispositions du Code civil du Québec trouveront application à titre de droit supplétif. À défaut d’avoir clairement identifié le droit supplétif applicable, cela risque d’occasionner un problème quant au droit applicable.
* Quelles seront les règles applicables à titre supplétif ? Est-ce celles du régime de la société d’acquêts ou celles de la séparation de biens qui s’appliqueront ? À cet effet, l’article 492 C.c.Q. pourrait nous orienter en la matière, puisqu’il prévoit que si le régime choisi est de type communautaire, les règles de la société d’acquêts trouveront application à titre de droit supplétif. Si le régime n’est pas communautaire ou si le régime légal est expressément exclu à titre de droit supplétif, nous devrions recourir au principe de droit des biens pour établir qui est propriétaire des biens et quels pouvoirs ils ont sur ceux-ci.

Pourquoi les époux auraient-ils avantage à conclure un contrat de mariage, même s’ils désirent opter pour le régime légal de la société d’acquêts ?

* S’ils désirent effectuer des donations à cause de mort.
* S’ils désirent encadrer ou préciser certains aspects non prévus par les dispositions du Code civil du Québec (ex. clause prévoyant une indemnité en cas de divorce ou une séparation).
* S’ils souhaitent se consentir une donation mutuelle à cause de mort irrévocable des droits que chaque époux détient dans le patrimoine familial afin que l’époux survivant n’ait pas à effectuer un partage du patrimoine familial avec les héritiers du défunt puisque, rappelons-le, le droit au partage est transmissible.

**Les exigences législatives relativement à l’exercice de l’option**

1. Conditions de formes
2. Le choix du régime doit s’effectuer obligatoirement par contrat de mariage (art. 431 C.c.Q.) ou par contrat d’union civile (art. 521.8 C.c.Q.).
3. Pour être valide, ce contrat devra nécessairement revêtir la forme notariée en minute (art. 440 et 521.8 C.c.Q.).
4. Un avis du contrat de mariage ou d’union civile devra être inscrit au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) (art. 442 C.c.Q. et 521.8 C.c.Q.).

Si les époux par contrat, sous seing privé, optent pour le régime de la séparation de biens, en cas de divorce, malgré leur entente, ils seront soumis au régime légal de la société d’acquêts. Ce type de contrat est frappé d’une nullité absolue (art. 440 C.c.Q.). Alors, leur choix ne sera pas pris en compte par les tribunaux et ils se verront imposer le régime de la société d’acquêts à titre de droit supplétif.

Question : Vrai ou faux ? En l’absence de publication de l’avis au RDPRM, le contrat de mariage sera frappé de nullité.

Réponse : Faux. Si cette inscription n’est pas effectuée, cela ne rend pas le contrat de mariage nul. Cette publication n’est qu’une source d’information pour ceux qui consultent le registre. La publication n’est pas nécessaire pour être opposable aux tiers. L’absence de publication n’a aucune conséquence juridique pour les époux ou conjoints unis civilement. C’est pour un motif de fiabilité du registre que le notaire aura l’obligation de procéder à la publication de cet avis au registre. Si ce dernier néglige cette tâche, il est passible de sanctions disciplinaires.

La publication

Pourrait-on poursuivre le notaire en dommages-intérêts s’il n’avait pas procédé à la publication au RDPRM? Il y a peu de probabilité que l’absence de publication occasionne un préjudice à l’un des époux. Peu importe le régime, la séparation de biens ou la société d’acquêts, chaque époux conserve l’administration de ses biens dont il est propriétaire.

Il pourrait y avoir un préjudice si un des conjoints se livrait à une fausse déclaration quant à son statut matrimonial dans un acte subséquent et qu’il était marié par contrat de mariage sous le régime de la communauté de biens puisque le concours de l’épouse pourrait, selon les circonstances, être requis. Dans un tel scénario, le notaire en ne publiant pas le contrat de mariage aurait manqué à son devoir et il aurait commis une faute qui entraînerait un dommage, notamment, la possibilité de la nullité de l’acte. Si le cocontractant s’est fié au registre, le lien de causalité existera. Par ailleurs, si le cocontractant n’a pas vérifié le registre il n’y aura pas de lien de causalité donc aucun recours n'existerait contre le notaire.

Dans l’éventualité où le contrat contenait une clause de donation, une publicité additionnelle et distincte de l’avis prévu à l’article 442 C.c.Q. sera requise comme le mentionne l’article 1824 C.c.Q. soit au RDPRM ou soit au Registre foncier.

* Donation entre vifs (art. 1807 C.c.Q.): la publication devra être faite dès la réception de l’acte pour être opposable aux tiers.
* Donation à cause de mort (art. 1808 C.c.Q.)

Révocable – la publication ne devra être faite que lorsque les droits du donataire prendront effet à moins de stipulation contraire donc au décès du donateur (art. 1841 C.c.Q.)

Irrévocable – la publication devra être faite dès la signature de l’acte afin de protéger le donataire de toute disposition à titre gratuit.

1. Conditions de fond

Les conjoints doivent avoir la capacité requise pour contracter :

* Ils devront être apte et majeur (art. 153 et 154 C.c.Q.)
* La majorité des causes de nullité des contrats, par exemple, l’erreur, l’erreur provoquée par le dol ou la crainte, s’applique aussi au contrat de mariage (art. 1399 à 1407 C.c.Q.). Par ailleurs, le contrat de mariage ne peut être annulé pour cause de lésion. Le choix du régime de la séparation de biens ne peut être à lui seul considéré comme lésionnaire.
* Il est possible d’obtenir la nullité d’un contrat si le consentement a été vicié. Cette nullité est relative (art. 1419 C.c.Q.). Le délai de prescription est de 3 ans (art. 2925 C.c.Q.) à compter de la connaissance de la cause de la nullité ou de cessation de la crainte ou de la violence (art. 2927 C.c.Q.) étant donné que cela est un droit personnel. La prescription ne court pas entre les conjoints pendant la vie commune (art. 2906 C.c.Q.).

Le cas du mineur autorisé à se marier

Le mineur de 16 ans peut contracter un mariage à la condition d’être autorisé par le titulaire de l’autorité parentale.

**Contrat signé avant le mariage** : En présence d’un mineur de 16 ans qui est autorisé à se marier, si le contrat est conclu avant le mariage, il faudra l’autorisation du tribunal sous peine de nullité relative, conformément à l’article 434 al. 1 C.c.Q. Si cette autorisation n’a pas été obtenue, cela entraînera la nullité relative. Seuls le mineur ou les personnes appelées à donner leur avis peuvent invoquer le défaut d’autorisation dans l’année de célébration du mariage (art. 435 C.c.Q.). Le mineur ne peut pas contracter une union civile donc il ne saurait être question de contrat d’union civile.

**Contrat signé après le mariage** : Si le contrat est conclu après le mariage, l’autorisation du tribunal ne sera pas requise, car le mineur sera pleinement émancipé par l’effet du mariage (art. 175 et 176 C.c.Q.). Dans un tel scénario, il y aura une modification du régime matrimonial, puisque, lors du mariage, les époux n’auront pas choisi de régime et ils seront automatiquement soumis au régime légal de la société d’acquêts. Nous devrons, lors de la signature du contrat de mariage, procéder à la liquidation de la société d’acquêts; ou il sera possible pour chacun des époux de renoncer au partage des acquêts.

Attention : la modification du régime matrimonial n’est pas une cause donnant ouverture au partage du patrimoine familial.

Le cas du majeur protégé (art. 436 C.c.Q.)

En présence d’un majeur en tutelle ou pourvu d’un conseiller, il pourra passer une convention matrimoniale, mais avec l’assistance de son tuteur ou de son conseiller (art. 436 C.c.Q.). Le tuteur devra avoir préalablement été autorisé par le tribunal sur avis du conseil de tutelle.

Le défaut sera la nullité relative. Alors, ce seront le majeur protégé, le tuteur ou le conseiller qui pourront demander la nullité du contrat de mariage (art. 436 al. 2 C.c.Q.). Le délai pour demander la nullité est d’un an à compter de la célébration du mariage ou depuis le jour de l’acte modifiant les conventions matrimoniales (art. 436 al. 2 C.c.Q.).

**La prise d’effet du contrat (art. 433 C.c.Q.)**

1. Si le choix du régime est effectué **avant la célébration** du mariage, sa prise d’effet sera au jour de la célébration du mariage.
2. Si une modification de régime survient **après la célébration** du mariage, le contrat prendra effet au jour de sa signature.

**La modification du régime pendant le mariage**

Les époux peuvent, d’un commun accord, pendant le mariage changer de régime matrimonial ou changer certains éléments spécifiques à leur régime conformément à l’article 438 C.c.Q.

En ce qui concerne les modifications, avant le mariage, d’une convention matrimoniale déjà signée, il faut se référer à l’article 437 C.c.Q.

Les époux ou les conjoints unis civilement pourront effectuer un changement complet de leur régime matrimonial. Par exemple, les époux ont la possibilité de passer du régime légal au régime de la séparation de biens ou inversement.

La modification peut résulter d’un changement important dans la situation personnelle des époux. Par exemple, le cas d’un des époux qui n’est plus apte à travailler (le cas de l’invalidité).

Les époux régis par un régime matrimonial étranger pourraient aussi vouloir choisir le régime légal du Québec ou même le régime de la séparation de biens.

La modification du régime, pendant le mariage ou l’union civile, entraîne la dissolution de l’ancien régime. Conformément à l’article 465 C.c.Q., il faudra dissoudre le régime matrimonial initial des conjoints mariés ou unis civilement. Si les époux étaient régis par la société d’acquêts, ils pourront, au lieu de procéder au partage, renoncer au partage des acquêts.

La validité d’une modification conventionnelle du régime matrimonial est régie par la loi du domicile des conjoints au moment de la modification (art. 3124 C.c.Q.). Si les époux sont domiciliés dans des États différents, la loi applicable est celle de leur résidence commune ou, à défaut, ce sera la loi qui gouverne leur régime.

En ce qui a trait à la prise d’effet de ce changement de régime, je vous réfère à l’article 433 C.c.Q. Un avis devra être inscrit au Registre des droits personnels et réels mobiliers par le notaire (art. 442 C.c.Q.).

Que se produira-t-il si les époux désirent changer la qualification d’un bien en cours de régime, par exemple, changer un bien propre en acquêt ou inversement, mais qu’ils ne désirent pas changer toutes les règles de leur régime matrimonial? Dans un tel scénario est-ce que nous procéderons à la dissolution du régime actuel ?

Il y a deux courants de pensée qui s’opposent :

1. Le premier courant soutient que le changement qui porte uniquement à l’égard d’un bien n’emporte pas dissolution du régime matrimonial. Le raisonnement est fondé sur le principe de la liberté contractuelle et de la mutabilité des conventions matrimoniales. Ils soutiennent que rien ne permet de savoir si le bien dont la qualification est passée de propre à acquêt sera encore dans le patrimoine du conjoint et qu’il fera partie de la masse partageable lors de la dissolution.
2. Le deuxième courant de pensée soutient qu’il est impossible de modifier la qualification d’un bien sans procéder à la liquidation du régime actuel. Ce courant accorde une interprétation restrictive de l’article 438 du C.c.Q. et qu’une telle modification serait contraire à l’article 467 C.c.Q., car cette modification équivaudrait à une renonciation au partage qui ne peut être faite avant le partage des acquêts.

**Le droit supplétif**

En l’absence de contrat de mariage, les conjoints domiciliés au Québec au moment du mariage, en ce qui a trait à leurs biens exclus du patrimoine familial, seront soumis aux règles du régime de la **société d’acquêts**, conformément aux articles 432 et 521.8 du C.c.Q.

En l’absence de contrat de mariage au moment de sa célébration, les époux domiciliés au Québec qui se sont mariés avant le 1er juillet 1970 seront soumis à l’ancien régime légal soit la communauté de biens. Les règles relatives à ce régime sont prévues aux articles 1272 à 1425 i) du *Code civil du Bas-Canada*.

**Les particularités du droit international privé**

La loi applicable au régime matrimonial (art. 3123 C.c.Q.) :

* En l’absence de convention matrimonial, le régime matrimonial est régi par la loi du domicile des époux au moment du mariage.
* Si les époux sont domiciliés dans les états différents au moment de leur mariage, le régime sera celui de leur première résidence commune.
* En l’absence de résidence commune, ce sera la loi de leur nationalité commune.
* En l’absence de nationalité commune, ce sera la loi du lieu de la célébration de leur union.

Les règles de la société d’acquêts doivent également s’appliquer lorsque la teneur d’un régime matrimonial étranger n’est pas alléguée ou prouvée comme le prévoit l’article 2809 du C.c.Q. Si les époux avaient signé une convention matrimoniale, il faut se référer aux articles 3122 et 3111 C.c.Q.

Question : Vrai ou faux ? Tobby et Clara se sont mariés en Afrique, le 16 juin 1969, entre cette date et aujourd’hui, ils ont toujours été, tous deux, domiciliés au Québec. En l’absence de contrat de mariage, leur régime matrimonial est celui de la société d’acquêts.

Réponse : Faux, car ils sont régis par la loi de leur domicile donc c’est la loi du Québec qui s’applique en vertu de l’article 3123 et 432 CcQ. Ils sont toutefois soumis au régime de la communauté de biens, car ils se sont mariés avant 1970.

Question : Vrai ou faux ? Des époux se sont mariés le 1er janvier 2000 aux États-Unis, lieu de célébration de leur mariage, sans contrat de mariage, alors que Monsieur était domicilié au Québec et Madame en Ontario. Considérant que leur première résidence commune fut établie dans la province de l’Alberta, mais qu’ils demeurent actuellement tous deux dans la province du Québec, leur régime matrimonial sera celui de la société d’acquêts.

Réponse : Faux, en l’absence de convention matrimoniale, les époux, n’étant pas domiciliés dans le même État au moment du mariage, sont soumis à la loi de leur première résidence commune conformément à l’article 3123, al 2 CcQ. En l’espèce, il s’agit de la loi de l’Alberta.

**Droits, pouvoirs et obligations des conjoints mariés ou unis civilement à l’égard des biens de la société d’acquêts**

1. Droits de propriété

Est-ce que le régime de la **société d’acquêts** a une incidence à l’égard des droits et des pouvoirs des époux à titre de propriétaire des biens qui le compose ?

* PRINCIPE (art. 461 C.c.Q.) : Chacun des conjoints mariés ou unis civilement conserve l’administration et la jouissance de ses biens
* EXCEPTIONS :
  + Protection accordée à la résidence familiale et certains biens meubles (art. 401 à 408 C.c.Q.)
  + Aliénation à titre gratuit d’un acquêt (art. 462 C.c.Q.)

Malgré que le conjoint conserve la pleine jouissance et la pleine administration à l’égard des biens, peu importe la qualification donnée aux biens en vertu du régime matrimoniale, il ne pourra pas aliéner un bien acquêt à titre gratuit sans le consentement de l’autre conjoint (art. 462, al 1 CcQ), à moins qu’il ne s’agisse d’un bien de peu de valeur ou d’un cadeau d’usage. Le conjoint propriétaire pourrait cependant demander l’autorisation du tribunal si le refus de l’autre conjoint n’est pas justifié par l’intérêt de la famille (art. 462, al 2 CcQ).

S un des conjoints aliène un acquêt à titre gratuit et sans avoir obtenu l’autorisation du conjoint non-propriétaire, ce dernier peut demander l’annulation de la donation. La prescription de 3 ans (art. 2925 CcQ) commence à courir à compter de la connaissance de l’acte (art. 2927 CcQ). La prescription ne court pas entre le conjoint pendant la vie commune conformément à l’article 2906 CcQ.

Le but est de protéger le bien acquêt pour qu’il fasse parti du parage au moment de la dissolution du mariage ou de l’union civile.

L’article 462 CcQ n’empêche pas les conjoint de désigner un bénéficiaire pour une rente, une pension de retraite ou une assurance-vie et tout cela en vertu de l’article 463 CcQ.

En vertu de l’article 443 CcQ, une personne peut donner le mandat à son conjoint de le représenter dans l’exercice des droits et des pouvoirs que lui attribut le régime matrimonial.

Le tribunal peut aussi donner le pouvoir à l’un des conjoints d’administrer les biens de l’autre lorsque ce dernier ne peut manifester ses volontés ou ne peut le faire en temps utile en vertu de l’article 444 CcQ.

La copropriété indivise a-t-elle une incidence en ce qui a trait à la libre disposition des biens visés par le régime matrimonial de la société d’acquêts? Oui cela a une incidence, car seule la quote-part du conjoint pourra être un acquêt s’il se qualifie. Il y aura une présomption d’indivision (50/50) lorsque le conjoint ne peut prouver que ce bien lui est entièrement propre ou acquêt (art. 460 et 1015 C.c.Q.). Dans ce dernier cas, il faudrait l’autorisation des deux conjoints pour aliéner le bien. Le conjoint n’ayant pas consenti pourra demander l’annulation de la vente de sa quote-part, puisque la vente du bien d’autrui est nulle en vertu des article 1713 et 1714 CcQ. Le tiers pourrait cependant se prévaloir de la prescription acquisitive qui est de 3 ans pour les biens meubles (art. 2919 CcQ) et de 10 ans pour les biens immeubles (art. 2918 CcQ). Il très rare qu’on soit incapable de prouver qui est le propriétaire d’un immeuble, car le titre des propriétés est normalement publié au Registre foncier.

La liquidation du régime matrimonial ne fera pas cesser l’indivision. En effet, le partage s’effectue en valeur et non en nature. Cela mène donc à une créance. L’indivision demeure entre les conjoints même si l’on a procédé à la liquidation du régime matrimonial. Les conjoints pourraient tout de même convenir de se transférer les droits de propriété.

1. Responsabilité des dettes

PRINCIPE (art. 464 C.c.Q.) : Le conjoint ayant contracté une dette en son nom personnel n’engage que son propre patrimoine.

EXCEPTION (art. 397 C.c.Q.) : Les dettes contractées pour les besoins courants de la famille, dans ce cas-ci, les conjoints seront solidairement responsables de la dette.

Une dette contractée pour l’acquisition d’un bien acquêt sera tenue en compte, elle sera qualifiée d’acquêt et elle viendra diminuer la valeur partageable. De son côté, une dette liée à un bien propre ne viendra pas réduire la valeur partageable.

Une dette qui ne se rattache à aucun bien pourra être qualifier d’une dette propre ou acquêt selon l’usage qui en est faite.

En principe, les dettes contractées avant le mariage sont des propres alors que celles contractées pendant le mariage sont réputés avoir servi aux besoins de la famille et être ainsi des acquêts. Cette présomption est n’est pas absolue et les ex-conjoint peuvent apportée une preuve d’un usage différent (*Droit de la famille 20979 (2020) QCCA*).

La dette contractée pour les besoins courants de la famille, tant sur des biens propres que sur des biens acquêts, devra être partagées entre les conjoints (*Droit de la famille 171193 (2017)*). Le conjoint qui n’est pas débiteur de la créance pourrait payer la dette de l’autre conjoint, pour éviter la saisie du bien par le créancier par exemple. Dans une telle situation, cela n’est pas suffisant pour que la subrogation légale puisse s’opérer. Le seul usage des biens n’est pas considéré comme l’intérêt requis au sens de l’article 1656 (3) CcQ. La subrogation légale pourrait plutôt s’appliquer dans le cas de débiteur solidaires ou d’un cautionnement. Il y a également la possibilité d’avoir une subrogation constatée par écrit rencontrant les exigences des articles 1653 et 1654 CcQ. De plus, il serait possible de demander la prestation compensatoire si le conjoint prouve qu’il a acquitté la dette de l’autre, en plus de toutes les conditions (enrichissement, appauvrissement, etc).

**Les deux masses de biens**

La société d’acquêts se divise en deux masses : la masses des acquêts et la masse des propres (art. 448 CcQ).

Exemple : si le bien est détenu en indivision, seule la quote-part sera intégrée à la masse des propre ou la masse des acquêts.

Tous les biens, à l’exception des biens partagés en vertu du patrimoine familial, seront qualifier de propres ou d’acquêts, incluant les biens situés à l’étranger.

Seule la masse des acquêts sera partagée en proportion égale entre les conjoints. La masse des propres ne sera pas partagée.

La qualification est normalement effectuée au moment de l’introduction de l’instance et non à la date du jugement (art. 465 C.c.Q.). Le tribunal pourrait toutefois établir que la qualification des biens s’effectuera à la date de cessation de la vie commune (art. 466 C.c.Q.).

Les articles 449 à 460 C.c.Q. permettent de qualifier les biens visés par le régime de la société d’acquêts.

La liste des biens propres est limitative. Si le bien ne fait pas partie de la liste des biens propres, il y a une présomption qu’il s’agit d’une bien acquêt. De plus, l’interprétation des tribunaux de la liste est restrictive, car la qualification d’un bien propre le soustrais de la masse partageable (art. 467 CcQ).

Le régime de la société d’acquêts est un régime de participation et non un régime séparatiste par opposition au régime de la séparation de biens. Les époux mettent donc des biens en commun qui seront partagés en valeur et mènera à la création d’un droit de créance.

Le régime de la communauté de biens créait un droit de propriété indivise sur les biens mis en commun alors que le régime de la société d’acquêts crée un droit de créance.

**Les acquêts**

1. Produit du travail (art. 449 (1) CcQ)

Question : Vrai ou faux ? Tous les revenus gagnés, pendant le mariage, constitueront des biens acquêts et ils devront être partagés.

Réponse : Faux. Tous les revenus sont considérés comme des acquêts, mais seul le solde restant au moment de la dissolution sera partagé dans la masse des acquêts.

Le produit du travail inclut tant les salaires, les commissions, les honoraires professionnels, les rétributions et les bonis. Les biens achetés à même le produit du travail seront aussi qualifiés d’un bien acquêt.

1. Fruits et revenus échus ou perçus durant le régime (art. 449 (2) C.c.Q.)

Ces revenus peuvent provenir des biens acquêts et des biens propres.

Exceptions : voir les articles 450 (1) et (2) C.c.Q.

Exemple : les fruits et revenus provenant d’un immeuble issu par succession ou donation qui ont été stipulé comme étant des propres.

1. Tous les biens qui ne sont pas déclarés comme propres par la loi (art. 449, al 1 C.c.Q)

Il y a une présomption de biens acquêts voulant que tout bien qui n’est pas établi comme un propre sera présumé être un bien acquêt (art. 459 C.c.Q.).

1. Biens acquis avec des propres et des acquêts (art. 451 al. 1 C.c.Q.)

L’article 451, al 1 CcQ s’applique uniquement aux biens acquis pendant le mariage.

Si la valeur des propres employés pour l’acquisition du bien est inférieure ou égale à la moitié du coût totale de l’acquisition, le bien sera qualifié d’un bien acquêt à charge de récompense à la masse des propres.

Pour ce faire, il faut déterminer la proportion des propres par rapport au coût total de l’acquisition.

**Formule** : Valeur des propres ≤ ½ du coût total de l’acquisition

Exemple : L’épouse acquiert un terrain, pendant le mariage, au coût de 100 000 $. La mise de fonds qui provient d’un héritage est de 50 000 $. La différence de 50 000 $ est financée par un prêt qui sera acquitté, en entier, avec les revenus d’emploi de l’épouse.

La mise de fonds provenant d’un héritage est un propre en vertu de l’article 450 (2) CcQ, alors que le prêt payé avec les revenus d’emploi est un acquêt en vertu de l’article 449 (1) CcQ. Le bien a été acquis pendant le mariage. Pour déterminer si le terrain est un bien propre ou acquêt, il faut appliquer l’article 451, al 1 CcQ.

La moitié du coût totale d’acquisition du terrain = 100 000$ / 2 = 50 000$.

En l’espèce, le propre employé a une valeur de 50 000$.

Formule : Valeur des propres ≤ ½ du coût total de l’acquisition

Calcul : 50 000$ ≤ 50 000$

Le bien sera donc qualifié d’un bien acquêt, mais on peut récompensé la masse des propres pour la portion utilisé par le propre.

**À charge de récompense** **:** Remise d’une valeur équivalente à l’autre masse.

1. Assurance-vie, pensions de retraite et rentes acquises avec des propres et des acquêts (art. 451 al. 2 C.c.Q.)

Si la valeur des propres utilisée est inférieure ou égale à la moitié du coût total des primes d’assurance-vie ou des sommes versées au régime de retraite, ce bien est qualifié comme un acquêt à charge de récompense aux propres.

Le même principe d’application que l’article 451 al. 1 C.c.Q. s’appliquent.

Qu’est-ce qu’un contrat d’assurance? Il faut se référer à l’article 2389 CcQ : « Le contrat d’assurance est celui par lequel l’assureur, moyennant une prime ou cotisation, s’oblige à verser au preneur ou à un tiers une prestation dans le cas où un risque couvert par l’assurance se réalise. »

**Formule** : Valeur des propres ≤ ½ du coût total des primes ou sommes versées

Exception : assurance temporaire (il faut qualifier seulement si la cause de la dissolution est le décès et qu’aucun bénéficiaire n’est désigné à notre assurance) :

**Formule** : Valeur des propres ≤ ½ du coût de la dernière prime acquittée

Dans le cas de régime mixte, c’est-à-dire que l’employeur cotisent aussi au régime de retraite de l’employé, seule la portion payée par l’employé sera considérée dans le partage de la société d’acquêts.

\*Les régimes de retraire accumulés durant le mariage n’auront pas besoin d’être qualifiés, car ils entrent normalement sous l’application du patrimoine familial. Pour ce qui est des REER acquis avant le mariage, ils sont exclus du partage du patrimoine familial, donc le capital du REER sera considéré comme un bien propre en vertu de l’article 450 (1) CcQ. Toutefois, les intérêts générés par le capital avant le mariage sont considérés des acquêts et devront être partagés (art. 449 (2) CcQ).

1. Biens indivis (art. 452 C.c.Q.)

Le bien détenu en copropriété indivise dont la quote-part est propre à un des époux, ce bien pourrait devenir un bien acquêt à charge de récompense aux propres, si la valeur des acquêts utilisés pour l’acquisition de la nouvelle quote-part est égale ou supérieure à la ½ de la valeur totale du bien au moment de l’acquisition.

Exemple : Julie reçoit par donation la part de sa mère dans un chalet, soit 1/3 indivis et les deux autres tiers indivis ont été répartis avec ses deux autres frères. Au moment de la donation, le chalet vaut 60 000 $. Alors, la quote-part de Julie vaut 20 000 $ et celle de son frère Yvan vaut 20 000 $ et celle de son frère Jacques vaut aussi 20 000 $.

Julie est donc propriétaire d’un bien indivis (1/3) qui lui est propre (20 000 $), car elle l’a reçu par donation. Quelques années plus tard, Julie rachète avec les économies provenant de son salaire, la part d’Yvan, au coût de 40 000 $. La valeur du chalet au moment de l’achat est de 120 000 $. La quote-part de Julie est donc de 80 000$.

40 000 $ (acquêts) = 40 000 $ (valeur des droits indivis de Julie dans le bien 2/3 de 120 000,00 qui donne 80 000 et 80 000/2 = 40 000$)

Les acquêts utilisés sont égaux à la moitié de la valeur total du bien dont Julie est propriétaire. Le bien sera donc qualifié d’acquêt à charge de récompense aux propres. La valeur récompensée sera l’équivalent de 1/3 du chalet au moment de la liquidation du régime matrimonial.

1. Accessoire ou annexe d’un propre (art. 455 C.c.Q.)

Est également un acquêt, un bien acquis avec des acquêts, mais qui est l’accessoire d’un bien propre, si la valeur de l’accessoire ou de l’annexe est supérieure ou égale à la valeur du bien principal initialement qualifié de propre.

**Formule** : Valeur de l’accessoire acquis avec des acquêts ≥ valeur du principal qui est initialement propre

Exemple : L’épouse a acquis avant le mariage un terrain d’une valeur de 50 000$. Pendant le mariage, l’épouse fait construire un immeuble sur le terrain (un immeuble à revenus) avec les économies accumulées provenant de son salaire au coût de 100 000$.

Alors, 100 000 (acquêts = accessoire) > 50 000 $ (propre = principal).

Le bien serait donc qualifié d’acquêt à charge de récompense proportionnelle pour la masse des propres.

**Les propres**

1. Le bien dont le conjoint est propriétaire ou a la possession au début du régime est un propre (art. 450 (1) C.c.Q.)

Le conjoint qui, au moment du mariage, a la possession d’un bien et acquiert le bien par prescription acquisitive, ce bien sera un propre.

Que se produit-il lorsque le bien a été acquis qu’en partie, avant le mariage ? Si le bien a été acquis en partie au début du régime et l’autre partie pendant le régime, normalement cela devrait cédé à l’application de l’article 451 CcQ. Il faut savoir que le tribunal a déterminé qu’au début du régime, il ne peut y avoir des biens acquis en partie avec des acquêts et en partie avec des propres, car la notion de l’article 451 CcQ ne s’applique qu’en cours de régime. Plusieurs auteurs de doctrine soutiennent toutefois l’opinion contraire voulant que l’article 451 CcQ devrait s’appliquer, surtout si le régime est dissout par le décès ou l’absence d’un des conjoints, puisque le conjoint survivant peut revendiquer la propriété des biens à caractère familial s’ils sont des acquêts (art. 482 CcQ). En effet, cette demande ne peut être faite à l’égard des biens propres.

1. Les biens reçus par libéralité (succession ou donation) pendant le régime (art. 450 (2) C.c.Q.) en plus des fruits et revenus s’ils sont mentionnés à l’acte

Les fruits et revenus, en l’absence de stipulation de propre, provenant des biens reçus par succession ou donation seront des acquêts (art. 449 (2) C.c.Q.). Les fruits et revenus seront des acquêts en présence d’une succession légale. Au sens du même article, les sommes gagnées à la loterie sont des acquêts, car il n’y a pas d’intention libérale, malgré l’élément de gratuité.

Les donations entre époux sont propres à l’époux bénéficiaire (*Droit de la famille-18202, 2018 QCCS 356*).

1. Les biens acquis en remplacement d’un propre de même que les indemnités d’assurance qui s’y rattachent (art. 450 (3) C.c.Q.)

Cela s’effectue par le remploi et il n’y a aucune limite au nombre de remploie d’un bien propre tant qu’il est possible de prouver l’origine des biens, sinon il sera considéré comme acquêt en vertu de l’article 459 CcQ.

Un conjoint peut renoncer à l’application du remploi. Cette renonciation doit être claire et non équivoque.

Qu’est-ce qui se produit si le bien n’a pas été entièrement acquis par le remploi d’un bien propre?

Exemple : Un conjoint acquiert avant le mariage un immeuble à revenus (bien propre : art. 450 (1) C.c.Q.). Pendant le mariage ce conjoint vend l’immeuble pour une valeur de 100 000 $, pour en acquérir un nouveau d’une valeur supérieure soit 140 000 $. Le conjoint paie la différence avec les revenus provenant de son emploi (acquêt : art. 449 (1) C.c.Q.). Il faut qualifier le bien en vertu de l’article 451, al 1 CcQ. En l’espèce, l’immeuble est propre à charge de récompense, car la valeur des propres employés est supérieure à la moitié du coût total d’acquisition.

1. Les droits ou avantages échus à titre de titulaire subrogé ou à titre de bénéficiaire déterminé d’un contrat ou d’un régime de retraite, d’une autre rente ou d’une assurance de personne (art. 450 (4) C.c.Q.)

En résumé : Assurance-vie ou autre rente nommant un des époux à titre de bénéficiaire ou de titulaire subrogé.

Le souscripteur a voulu avantager un conjoint en particulier de manière *intuitu personae*. Les primes ont été payées par un tiers alors que cela n’a aucunement appauvrit la masse des acquêts du conjoint en question. On entend par titulaire subrogé le titulaire l’assurance prise sur la tête d’un tiers de désigné qui en deviendra le titulaire à son décès.

Exemple : Kim a souscrit à une assurance en cas de décès de son enfant qui lui sera payable seulement si son enfant décède. Elle est donc le souscripteur ou le titulaire de l’assurance. Si Kim décède avant son enfant, elle peut désigner la personne qui continuera à payer les primes d’assurances afin qu’il devienne le titulaire, c’est ce qu’on appelle le titulaire subrogé.

Exemple de 450 (4) CcQ : Le père de Kim la nomme à titre de bénéficiaire désigné de son assurance-vie. S’il décède et que Kim perçoit les sommes provenant de cette assurance, ces sommes lui seront propres.

En principe, l’intérêt généré par l’assurance-vie sera un acquêt au sens de l’article 449 (2) C.c.Q. Toutefois, si le père de Kim ne désire pas que ces intérêts soient acquêts, il faudra éviter de désigner Kim comme bénéficiaire de l’assurance, mais plutôt indiquer que l’assurance sera versée aux héritiers. Le testament pourra léguer la valeur de l’assurance en stipulant que les fruits et revenus seront propres. Ainsi les fruits et revenus de l’assurance seront également des propres. Cette possibilité n’est pas toujours avantageuse surtout en présence d’une succession déficitaire.

Si le conjoint est le souscripteur ou le preneur de la rente ou de l’assurance-vie, il faudra qualifier cette assurance ou cette rente, il ne s’agit donc pas de l’application de l’article 450 (4) CcQ :

* S’il est entièrement acquis au début du régime, ce bien sera un propre au sens de l’article 450 (1) C.c.Q. au conjoint qui a souscrit ou qui est preneur de la rente ou de l’assurance-vie. Pour cela, il faut que toute les primes aient été payées avant le régime.
* Si acquis pendant le régime et entièrement payé avec des acquêts, cela sera un acquêt au sens de l’article 449 C.c.Q.
* S’il est acquis avec des acquêts et des propres, nous appliquerons l’article 451, al 2 C.c.Q.

1. Les vêtements et les papiers personnels, les alliances, les décorations et les diplômes (art. 450 (5) C.c.Q.)

Peu importe leur valeur, ils sont propres à chacun des conjoints. Leur caractère personnel et intime justifie leur qualification de propres.

Qu’en est-il des bijoux ? Ils seront qualifiés d’acquêts, à l’exception des alliances.

* Sauf, s’ils ont été acquis avant le début du régime alors ils seront propres (art. 450 (1) C.c.Q.)
* Sauf, s’ils ont été reçu par donation ou succession, ils seront alors propres (art. 450 (2) C.c.Q.)
* Sauf, s’ils ont été acquis avec des propres (art. 450 (3) C.c.Q.)

1. Les instruments de travail (art. 450 (6) C.c.Q.)

Les instruments de travail sont nécessairement propres puisque leur utilisation est directement et exclusivement liée au travail du conjoint. Ces instruments doivent être nécessaires à l’exercice de la profession et non simplement utile à l’exercice travail du conjoint. Les biens doivent être directement liés à la profession comme les outils d’un ouvrier.

Les biens peuvent être des instruments de travail provenant de deux professions différentes. La qualification de propre des instruments de travail n'est pas limité à une seule profession.

Au moment de la qualification, il faut que le conjoint exerce sa profession ou qu’il ait à tout le moins l’intention de le faire.

Qu'est-ce qui se produit-il lorsque le bien est en partie utilisé pour des fins professionnelles et en partie pour des fins personnelles ? Le bien est indivisible. Il ne pourra pas être en partie propre et en partie acquêt. Normalement, il faudrait appliquer les principes sous-jacents des article 451, 452 et 455 CcQ. Selon les auteurs de doctrine, il faudrait utiliser le pourcentage d’utilisation à des fins professionnelles et celui à des fins personnelles pour qualifier le bien. Cet avis n’est cependant pas partagé par tous, le tribunal a parfois choisi de ne pas appliquer les articles en question. Voici un bel exemple de chose à clarifier au contrat de mariage.

Normalement, la récompense correspond à la valeur des instruments de travail au moment de la liquidation du régime et non au moment de leur acquisition. La récompense correspond habituellement à l’enrichissement dont une masse bénéficie au détriment de l’autre.

1. Le droit à une pension alimentaire, d’invalidité ou de même nature (art. 453 C.c.Q.)

On entend par « autre avantage de même nature» les pensions du conjoint survivent, les allocations d’assurance emploi ou les allocations d’assurance sociale.

Le capital est propre, mais les revenus perçus en cours de régime seront acquêts. Tant que le conjoint ne perçoit pas la pension, le capital versé ne sera pas partageable, et ce, même si les primes ont été payées avec des acquêts. De plus, aucune récompense ne sera due à la masse des acquêts. Toutefois, si le conjoint reçoit le versement de la pension pendant le mariage, cette somme versée sera un acquêt.

Exemple : la retenue à la source effectuée par l’employeur du conjoint pour lui permettre de recevoir une allocation d’assurance emploie en cas de perte de l’emploie ne sera pas partageable.

Le capital accumulé sera un propre même si la prime a été acquitté avec le revenu d’emploi qui est normalement un acquêt en vertu de 449 (1) CcQ. Il en va de même pour la pension d’invalidité payée avec des acquêts. Si le conjoint ne perçoit pas cette pension pendant le mariage, le montant payé pour cette pension sera propre au moment de la dissolution.

\*Les pensions de retraite ou les régimes de retraite ne sont pas assujetti à l’article 453 CcQ; ils seront qualifiés en vertu de l’article 451 C.c.Q.

1. Indemnités pour un préjudice corporel ou moral (art. 454 C.c.Q.)

L’indemnité reçue en compensation d’un dommage moral ou corporel est propre. L’article 454 CcQ vise toute indemnisation pour atteinte à la personne et aucune récompense ne sera due aux acquêts.

L’indemnité peut provenir d’un jugement, d’un régime d’indemnisation public (ex. CNESST ou SAAQ) ou d’un régime d’indemnisation privé (ex. assurance mutilation). L’indemnité sera propre au conjoint qui la reçoit, et ce, peu importe le mode de versement, que cela soit versée périodiquement ou de manière forfaitaire.

L’article 453 CcQ mentionne que tous les avantages pécuniaires provenant d’une pension d’invalidé seront acquêts. Lorsque la pension vise essentiellement à pallier les conséquences économiques de l’invalidité, la pension sera un acquêt. Selon l’article 454 CcQ, lorsque l’indemnité tire son origine de la compensation pour une atteinte à la personne, cette indemnité sera propre. Il peut donc arriver que les article 453 et 454 soient difficiles à concilier puisque l’un traite l’indemnité pour un préjudice corporel ou moral et l’autre de pension d’invalidité. Or, un préjudice tant corporel ou que moral peut mener à un état d’invalidité.

Exemple : une personne est blessée dans un accident de voiture. Afin de la compenser, la SAAQ lui verse une compensation mensuelle. Dans ce cas, les sommes versées au conjoint seront propres en application de l’article 454 CcQ.

Exemple : une personne se blesse sur les pentes de ski et a une invalidité temporaire, si elle reçoit une indemnisation de salaire pour l’assurance à laquelle elle a contribué, ces sommes seront acquêts en application de l’article 453 CcQ. Si le conjoint poursuit la station de ski, l’indemnisation découlant du jugement lui sera propre en application de l’article 454 CcQ.

1. Valeurs mobilières (art. 456 C.c.Q.)

Cet article s’applique à toutes les valeurs mobilières, incluant les actions, les obligations, les débentures, les parts de sociétés en commandite, les bons de souscription et les options.

Cet article vise trois situations pour éviter la division du portefeuille d’actions :

1. Valeurs mobilières acquises à la suite de la déclaration de dividende sur une valeur propre (art. 456 al. 1 C.c.Q.).

Une récompense sera due à la masse des acquêts, puisque les revenus des biens propres sont acquêts en vertu de l’article 449 (2) CcQ. Le dividende est un revenu au sens de l’article 910, al 3 CcQ. Afin que cet article trouve application, il faut que les valeurs mobilières qui déclarent un dividende soit déjà qualifié d’un bien propre.

Exemple : un conjoint détient des actions acquises avant le mariage lui permettant d’obtenir un dividende. Par versement de dividende, le conjoint acquiert d’autres actions de la société pendant le mariage. Ces nouvelles valeurs mobilières seront propres, mais une récompense sera due à la masse des acquêts.

1. Valeurs mobilières acquises par suite de l’exercice d’un droit de souscription ou de préemption que confère une valeur propre (art. 456 al. 2 C.c.Q.)

Si des biens sont propre et servent à acquitter le coût de souscription ou le droit de préemption, ces valeurs seront propres sans récompense même si elles sont acquises pendant le mariage.

Si des acquêts servent à acquitter le coût de souscription ou le droit de préemption, ces valeurs seront propres à charge de récompense aux acquêts. *A contrario*, les valeurs mobilières acquises à la suite de l’exercice d’un droit de souscription que confère une valeur mobilière qualifié d’acquêt, constitue des acquêts.

1. Les primes de rachat ou de remboursement anticipé de valeurs mobilières propres (art. 456, al 3 CcQ).

Ces primes ou le remboursement anticipé seront propres au conjoint sans récompense, car il s’agit d’une remise en capital et non d’un revenu. Cependant, les revenus ultérieurs générés par le capital seront des acquêts conformément à l’article 449 (2) CcQ.

1. Revenus d’entreprise (art. 457 C.c.Q.)

Les revenus provenant de l’exploitation d’une entreprise au sens de l’article 1525 al. 3 C.c.Q. seront propre à charge de récompense aux acquêts.

Les revenus doivent être réinvestis dans l’entreprise pour demeurer un bien propre. Il y aura une récompense à la masse des acquêts, sauf si l’investissement est nécessaire pour maintenir les revenus de l’entreprise.

L’entreprise doit être propre au départ pour que ses revenus soient qualifiés de propres.

Exemple d’entreprises autorisées en vertu de l’article 1525, al 3 CcQ : entreprise agricole, artisanale, professionnelle.

Le fait de détenir des immeubles à revenus ne constitue pas une entreprise en soit. Il faut qu’il y ait un caractère organisé de l’activité économique. Le fait de rembourser un prêt hypothécaire avec les loyers perçus ne constitue pas un réinvestissement au sens de l’article 457 CcQ.

Cet article ne s’applique pas aux sociétés par actions, car elles sont des entités juridiques distinctes et ont leur propre patrimoine. Le fait d’être le seul actionnaire d’une société par action ne le rend pas propriétaire de la société. Il est plutôt propriétaire des actions de la société et ce sont ces actions qui seront qualifiées.

Pour la société en nom collectif et la société en commandite, ce sont les parts sociales qui devront être qualifier de propres ou d’acquêts et non l’entreprise en elle-même, et ce, sans recourir à l’article 457 CcQ.

Afin que les revenus soient qualifiés de propres à charge de récompense aux acquêts, il faut préalablement que cette entreprise soit déjà un propre. Toutefois, aucune récompense n’est due si l’investissement était nécessaire pour maintenir les revenus de cette entreprise (art. 457, al 2 CcQ).

Un investissement nécessaire pour maintenir les revenus de l’entreprise n’est pas le lancement d’une nouvelle division dans l’optique de générer plus de profit.

Exemple : un des conjoints exploitait une entreprise, et ce, avant le mariage, donc l’entreprise peut être qualifié de propre en vertu de l’article 450 (1) CcQ. Pour que les revenus soient qualifiés de propres à charge de récompense aux acquêts, ils devront être réinvestis dans l’entreprise. Si le conjoint s’est versé un salaire à même les revenus de son entreprise, cela est acquêt.

1. Droits de propriété intellectuelle et industrielle (art. 458 C.c.Q.)

Sont propres :

* Les droits d’auteurs
* Les brevets d’invention
* Les dessins industriels
* Les marques de commerces

Par contre, les produits et revenus provenant d’un de ces droits seront acquêts (art. 449 (2) C.c.Q.).

Dans le cas de la vente de son droit, les sommes reçues en paiement du transfert du droit son également propres. Si ces sommes sont réinvesties et produisent des intérêts, ces intérêts seront acquêts (art. 449 (2) CcQ).

1. Biens acquis avec des propres et des acquêts (art. 451 al. 1 C.c.Q.)

Revoyons l’application de l’article 451, al 1 CcQ, mais cette fois en qualifier le bien de propre. Selon le droit positif, cet article s’applique uniquement aux biens acquis pendant le mariage.

Si la valeur des propres employés pour l’acquisition du bien est supérieure à la moitié du coût total d’acquisition, le bien sera qualifier de propre à charge de récompense à la masse des acquêts. Sinon, ce bien sera qualifié d’acquêt à charge de récompense à la masse des propres.

Déterminer la proportion des propres par rapport au coût total de l’acquisition

**Formule** : Valeur des propres > ½ du coût total de l’acquisition

Exemple : L’épouse acquiert un terrain, pendant le mariage, au coût de 100 000 $. La mise de fonds qui provient d’un héritage est de 75 000 $. La différence de 25 000 $ est financée par un prêt qui sera acquitté, en entier, avec les revenus d’emploi de l’épouse.

La mise de fond est propre, car elle provient d’un héritage conformément à l’article 450 (2) CcQ. De son côté, le prêt sera acquitté avec des acquêts soit le revenu d’emploi (art. 449 (1) CcQ). Nous sommes donc en présence d’un bien acquis en partie avec des propres et en partie avec des acquêts, et ce, pendant le mariage.

La moitié du coût total d’acquisition du terrain correspond à 50 000$ (calcul : 100 000$ / 2).

75 000$ > 50 000$

Le terrain sera donc un propre à charge de récompense des acquêts.

1. Assurance-vie, pensions de retraite et rentes acquises avec des propres et des acquêts (art. 451 al. 2 C.c.Q.)

Pour connaître la définition de l’article 2389 CcQ. Il faut regarder les contributions versées par le conjoint à son régime de retraite pour qualifier le régime de bien propre ou acquêt à charge de récompense le cas échéant.

Si le bien a déjà été qualifier en vertu du patrimoine familial, le bien inclus au partage ne devra pas être qualifié à nouveau comme propre ou acquêts.

Si la valeur des propres employées pour le paiement des primes d’assurance ou du régime de retraite pendant le mariage est supérieure à la moitié du coût total des primes payées pendant le mariage, le bien sera qualifié d’un bien propre à charge de récompense à la masse des acquêts. Sinon, le bien sera qualifié d’acquêt à charge de récompense à la masse de propres.

**Formule** : Valeur des propres > ½ du coût total des primes ou sommes versées

Il y a une exception à cette règle. En présence d’une assurance temporaire, la valeur des propres employés pour acquitter la dernière prime devra être supérieur à la moitié de la dernière prime. La qualification sera nécessaire seulement si la cause de la dissolution est le décès et qu’aucun bénéficiaire n’est indiqué à l’assurance.

**Formule** : Valeur des propres > ½ du coût de la dernière prime acquittée

Dans le cas de régime mixte, c’est-à-dire que l’employeur cotisent aussi au régime de retraite de l’employé, seule la portion payée par l’employé sera considérée dans le partage de la société d’acquêts.

\*Les régimes de retraire accumulés durant le mariage n’auront pas besoin d’être qualifiés, car ils entrent normalement sous l’application du patrimoine familial. Pour ce qui est des REER acquis avant le mariage, ils sont exclus du partage du patrimoine familial, donc le capital du REER sera considéré comme un bien propre en vertu de l’article 450 (1) CcQ. Toutefois, les intérêts générés par le capital avant le mariage sont considérés des acquêts et devront être partagés (art. 449 (2) CcQ).

1. Biens indivis (art. 452 C.c.Q.)

Dans le cas où un bien détenu en copropriété indivise est qualifié de propre et que le conjoint acquiert une nouvelle quote-part pendant le mariage, le bien demeurera un propre, mais à charge de récompense si le bien a été acquis avec des acquêts.

Ce bien pourrait devenir un bien acquêt si la valeur des acquêts utilisés pour l’acquisition de la nouvelle quote-part est égale ou supérieure à la ½ de la valeur totale du bien au moment de l’acquisition.

Exemple où le bien demeure propre à charge de récompense aux acquêts : Julie reçoit par donation la part de sa mère dans un chalet, soit 1/2 indivis et l’autre ½ indivis a été répartie avec ses deux autres frères. Au moment de la donation le chalet vaut 60 000 $. Alors, la quote-part de Julie vaut 30 000 $ et celle de son frère Yvan vaut 15 000 $ et celle de son frère Jacques vaut aussi 15 000 $ (1/4 de la valeur totale du bien).

Julie est donc propriétaire d’un bien indivis (1/2) qui lui est propre (30 000 $), conformément à l’article 450 (2) CcQ, car le bien a été acquis par donation. Quelques années plus tard, Julie rachète avec les économies provenant de son salaire, la part d’Yvan, au coût de 30 000 $. Le salaire constitue un acquêt conformément à l’article 449 (1) CcQ. La valeur du chalet au moment de l’achat de la nouvelle quote-part est de 120 000 $.

30 000 (acquêts) < 45 000,00 $ (valeur des droits indivis de Julie dans le bien 3/4 de 120 000,00 qui donne 90 000 et 90 000/2 = 45 000).

Le bien reste donc propre à charge de récompense à la masse des acquêts.

1. Accessoire ou annexe d’un propre (art. 455 C.c.Q.)

L’accessoire ou l’annexe sera qualifié de bien propre si elle est acquise avec des acquêts dont la valeur est inférieure à la valeur du principal initialement qualifié d’un propre.

**Formule** : Valeur de l’accessoire acquis avec des acquêts < valeur du principal qui est initialement propre

Exemple d’un bien acquis à titre d’accessoire d’un bien propre où il sera qualifié de propre à charge de récompense aux acquêts : L’épouse a acquis avant le mariage un immeuble à revenus d’une valeur de 300 000 $. Cet immeuble est un bien propre à l’épouse conformément à l’article 450 (1) CcQ. Pendant le mariage, l’épouse fait construire une remise avec les économies accumulées provenant de son salaire au coût de 10 000 $. Cette somme est acquêt puisqu’elle provient des revenus d’emploi (art. 449 (1) CcQ).

Alors, 10 000 (acquêts = accessoire) < 300 000 $ (propre = principal). Le bien est donc propre à charge de récompense à la masse des acquêts.

**Cours 11**

**Le partage de la société d’acquêts**

**Les causes de dissolution**

Quelles sont les causes de dissolution du régime matrimonial de la société d’acquêts ?

1. La nullité du mariage

Cette cause de dissolution est prévue à l’article 465 (5) C.c.Q. concernant la nullité du mariage ou de l’union civile. Les effets de la nullité du mariage remonteront au jour de l’introduction de la demande (art. 465, al 2 C.c.Q.).

1. Le jugement de divorce, de séparation de corps ou la séparation de biens

Cette cause de dissolution est prévue à l’article 465 (3) C.c.Q., qui est celle de l’obtention d’un jugement de divorce (ou la dissolution judiciaire ou volontaire de l’union civile), un jugement de séparation de corps ou un jugement de séparation de biens. S’il y a acceptation des acquêts par l’un des conjoints, cela amènera la liquidation du régime matrimonial. Les effets de ce jugement remonteront au jour de l’introduction de la demande (art. 465 al. 2 C.c.Q.).

1. L’absence d’un des conjoint mariés ou unis civilement

Cette cause de dissolution est prévue à l’article 465 (4) C.c.Q. qui est celle de l’absent. Habituellement, il faudra attendre un délai de 7 ans après la disparition afin de pouvoir obtenir un jugement déclaratif de décès. Normalement, ce jugement fixera la date du décès. Il sera, néanmoins, possible après un an d’absence, sur demande au tribunal de procéder à la liquidation des droits patrimoniaux.

1. Le décès

Voir 465 (1) C.c.Q. C’est la première cause énumérée par le législateur. La date de décès sera celle permettant d’établir la composition de la masse des biens propres et celles des acquêts. Il en sera de même en ce qui concerne l’union civile (art. 521.19 C.c.Q.

1. La modification conventionnelle du régime matrimonial

Cette cause de dissolution est prévue à l’article 465 (2) C.c.Q., consiste en la modification conventionnelle de ce régime, par exemple, lorsqu’en cours de mariage les époux décident de changer pour le régime de la séparation de biens. Le régime matrimonial étant dissous, nous devrons alors liquider la société d’acquêts ayant existé jusqu’à la date de la signature du contrat de mariage. Toutefois, il ne sera pas nécessaire de procéder à la liquidation si les 2 conjoints renoncent au partage des acquêts. Un acte de renonciation devra alors être signé par chacun des conjoints sous la forme notariée en minute et devra être publié (art. 469 C.c.Q.).

1. La dissolution volontaire ou judiciaire de l’union civile

Voir l’article 521.19 C.c.Q.

Question : Vrai ou faux ? Lorsque le tribunal prononce la nullité du mariage, si les époux étaient soumis aux dispositions de la société d’acquêts, la liquidation de ce régime pourra avoir lieu, même si les époux étaient de mauvaise foi.

Réponse : Faux. Les effets de la nullité du mariage remonteront au jour de l’introduction de la demande (art. 465 al. 2 C.c.Q.) Trois scénarios peuvent se produire en présence de la nullité du mariage :

* Si les 2 conjoints sont de bonne foi, chaque conjoint pourra alors exercer son droit d’option au partage des acquêts (art. 382 et 521.11 C.c.Q.)
* Si un des époux est de bonne foi, seul le conjoint de bonne foi pourra exercer son droit d’option au partage des acquêts (art. 384 C.c.Q. 521.11 C.c.Q.)
* Si les 2 époux sont de mauvaise foi, il n’y aura aucun partage des acquêts (art. 383 C.c.Q.)

Question : Vrai ou faux ? Le régime de la société d’acquêts est dissous par le jugement de divorce, même si en 2008 les époux avaient déjà obtenu un jugement en séparation de corps et qu’en 2010 ils avaient, à nouveau, fait vie commune.

Réponse : Faux. Lorsque les conjoints ont obtenu un jugement en séparation de corps et qu’ils refont vie commune après l’obtention de ce jugement, ils ne sont plus soumis au régime de la société d’acquêts. Ils seront, désormais, assujettis au régime de la séparation de biens, comme l’indique l’article 515 al. 2 du C.c.Q.

**Le droit d’option**

Le droit d’option porte sur le partage des acquêts (art. 467 al. 2 C.c.Q.).

Lors de la dissolution du mariage, le choix des époux déterminera si le régime doit être liquidé donc si un partage des acquêts doit être effectué. Dans tous les scénarios, les conjoints conservent leurs biens propres (art. 467 al. 1 C.c.Q.) et aucun partage ne sera effectué à l’égard de ces biens.

Quant aux acquêts, le sort dépend de l’exercice du droit d’option de chacun des époux. Chacun des époux a un droit d’option indépendant du choix effectué par l’autre époux. Alors, si un renonce l’autre peut tout de même accepter le partage des acquêts.

**La transmissibilité du droit d’option**

Le droit d’option au partage des acquêts n’est pas toujours transmissible aux héritiers du conjoint marié ou uni civilement décédé. Lorsque la cause de la dissolution résulte du décès d’un des conjoints, la transmissibilité du droit d’option aux héritiers du conjoint décédé est subordonnée à l’acceptation par le conjoint survivant au partage des acquêts (art. 473 C.c.Q.).

**Première situation** : la dissolution résultant du décès d’un des époux.

La transmissibilité du droit au partage des acquêts aux héritiers du défunt, lorsque la dissolution résulte du décès d’un des époux, est conditionnelle à l’acceptation du partage des acquêts par l’époux survivant comme l’indique l’article 473 C.c.Q. Si le conjoint survivant renonce au partage des acquêts, alors les héritiers du défunt n’auront pas le droit de choisir donc d’accepter ou de renoncer au partage des acquêts.

La renonciation par le conjoint survivant sera opposable au créancier du conjoint décédé, conformément à l’article 473 al. 3 C.c.Q.

**Deuxième situation** : la dissolution résultant d’une cause autre que le décès, alors qu’un des époux décède avant d’avoir exercé son droit d’option

Pour toutes les autres causes de dissolution du régime matrimonial de la société d’acquêts qui ne résultent pas du décès d’un des conjoints, le droit d’option (au partage des acquêts) sera transmissible aux héritiers du défunt.

Selon l’article 467 du C.c.Q., le droit d’option ne pourra pas être exercé avant la dissolution du régime matrimonial. Les causes de dissolution du régime sont prévues à l’article 465 C.c.Q. Cette règle est d’ordre public alors les époux ne peuvent y déroger. Il est donc interdit aux époux de renoncer au partage des acquêts avant la dissolution de ce régime matrimonial (société d’acquêts). En cours de régime, il est toutefois possible pour les époux de modifier leur régime matrimonial actuel et cela constitue une cause de dissolution du régime de la société d’acquêts.

**La renonciation au partage**

Les formalités relatives à la renonciation au partage des acquêts sont prévues à l’article 469 C.c.Q. La renonciation devra être expresse et en forme notariée en minutes ou par déclaration judiciaire. Un avis devra être publié au registre des droits personnels et réels mobiliers dans l’année de la dissolution, sinon le conjoint sera réputé avoir accepté le partage des acquêts.

**Le mode de paiement de la créance**

* La liquidation de la société d’acquêts rend chaque époux titulaire d’un droit de créance, par opposition à un droit de propriété (par exemple, le régime de communauté de biens confère aux époux un droit de propriété indivis à l’égard des biens communs).
* Lorsque les deux époux acceptent chacun le partage des acquêts de l’autre, le mécanisme de la compensation s’opérera. L’époux ayant la moins grande créance sera le seul créancier (art. 1672 et 1673 du C.c.Q.).
* Comme le mentionne l’article 481 du C.c.Q., le paiement de cette créance s’effectuera soit en numéraire ou par dation en paiement.

**La prescription de la créance**

Selon l’article 2924 du C.c.Q., la créance lorsqu’elle résulte d’un jugement (ex. jugement de divorce, de nullité, de séparation de corps, etc.) se prescrit par 10 ans.

Selon l’article 2925 du C.c.Q., la créance qui résulte du décès d’un des conjoints se prescrit normalement par 3 ans.

S’il y a contentieux dans le cadre du règlement des droits matrimoniaux à la suite d’un décès et qu’un tribunal prononce un jugement quant au partage de la société d’acquêts, alors si la créance résulte d’un jugement, elle se prescrira par 10 ans.

**Particularité en cas de dissolution résultant du décès**

Il y a une particularité quant au mode de paiement lorsque la dissolution du régime matrimonial résulte du décès ou de l’absence d’un des époux (art. 482 C.c.Q.). À cet effet, l’époux survivant peut demander le transfert du droit de propriété en guise de paiement en ce qui concerne les biens suivants:

* La résidence familiale
* Les meubles qui servent à l’usage de la famille
* Tout bien à caractère familial. Contrairement au patrimoine familial, la liste des biens à caractère familial n’est pas limitative. Il suffit que le bien ait un caractère familial.

Afin de pouvoir demander un droit de propriété en guise de paiement de la créance résultant du partage des acquêts, ces biens devront, cependant, être qualifiés d’acquêts ou ils devront faire partie du patrimoine familial.

**Les étapes pour liquider la société d’acquêts** **:**



Le régime de la société d’acquêts n’a pas d’incidence sur le droit de propriété. Pendant le régime, il n’est, généralement, pas nécessaire de qualifier les différents biens sauf en présence d’un bien aliéné à titre gratuit (art. 462 CcQ).

L’article 475 al. 1 C.c.Q. mentionne que sur acceptation du partage des acquêts, il faut d’abord former deux masses des biens (masse de propres et une masse d’acquêts), et ce, pour chacun des conjoints. Ceci constituera la première étape du calcul afin de parvenir au partage.

**1re étape** : Déterminer la date de la dissolution

Cette date permet d’identifier les biens visés par le régime matrimonial de la société d’acquêts.

Principe : la date de l’introduction de l’instance (art. 465 al. 2 et 521.19 C.c.Q) ou celle du décès (art. 465 C.c.Q.)

Exception : au jour de la cessation de vie commune sur demande d’un des conjoints (art. 466 C.c.Q.)

**2e étape** : Qualifier les biens pour chacun des conjoints

**3e étape** : Déterminer la valeur marchande de chacun des biens

Cette étape est préliminaire à l’obtention de la valeur nette de la masse des acquêts.

**4e étape** : Établir la valeur nette des acquêts

Il faut déduire les dettes (le solde à acquitter seulement), alors si la dette a été acquittée en entier avant la dissolution du régime, il ne faut pas en tenir compte. Il faut tenir compte des dettes existantes au moment de la dissolution donc le solde qui sera encore dû au moment de la liquidation du régime matrimonial.

Les dettes doivent êtres qualifiées. Les dettes associées à des biens acquêts sont acquêts et celles associées aux biens propres sont propres également. Les dettes qui ne sont pas rattachées à des biens devront être qualifiées en fonction de la date où elles furent contractées. La qualification des dettes s’effectuera par l’entremise de la philosophie générale du régime. En cas de doute, il faut présumer que la dette est acquêt (art. 459 CcQ). Ex : dette de carte de crédit dont les sommes ne sont pas relié à un bien en particulier.

S’il est impossible de déterminer au profit de qui la dette a été contractée, elle sera alors divisée en part égale et déduite de la catégorie des acquêts des deux conjoints (art. 459 C.c.Q.)

**5e étape** : Dresser le compte des récompenses (475 al. 2 C.c.Q.)

L’objectif des récompenses est de compenser l’enrichissement d’une masse au détriment de l’autre. L’article 475 al. 3 C.c.Q. mentionne : « la récompense est égale à l’enrichissement dont une masse a bénéficié au détriment de l’autre ».

L’enrichissement ne correspondra pas nécessairement à la contribution d’une masse à l’autre. Cela sera équivalent uniquement si la valeur du bien n’a ni augmenté ni diminué depuis cette contribution de la masse des propres ou de la masse des acquêts. De plus, même si la valeur du bien a déprécié, il y aura tout de même enrichissement.

Les récompenses s’effectueront seulement entre les masses propres et acquêts du conjoint. Les récompenses ne s’effectuent pas d’un conjoint à l’autre. Bref, la récompense s’effectue, seulement, de la masse des propres à la masse des acquêts d’un conjoint ou inversement. Il n’y a pas de récompense d’un conjoint à l’autre.

**6e étape** : Partage des acquêts sur acceptation des conjoints

Principe : les deux conjoints ont le choix d’accepter ou de renoncer au partage des acquêts. S’il y a acceptation, le partage s’effectuera 50/50 (art. 481 C.c.Q.).

Exception : concernant l’option du droit au partage des acquêts :

* Nullité du mariage : l’époux de mauvaise est privé des effets du mariages donc de son droit d’option (voir art. 382 à 384 C.c.Q.)
* L’immiscions d’un des conjoints dans la gestion des acquêts de l’autre conjoint, après la dissolution du régime : ce dernier ne pourra pas recevoir la part de acquêts de son conjoint qui lui revient que si ce dernier a lui-même accepté le partage du conjoint qui s’est immiscé (art. 468 C.c.Q.)
* Le conjoint ayant diverti ou recelé des acquêts ou s’il a dilapidé ses acquêts ou s’il les a administrés de mauvaise foi est privé de sa part dans les acquêts de son conjoint (art. 471 C.c.Q.)

**La récompense**

La définition de la récompense se trouve à l’article 475, al 3 CcQ : « La récompense est égale à l’enrichissement dont une masse a bénéficié au détriment de l’autre ».

Étant donné que les biens sont indivisibles, ils ne peuvent être qualifiés en partie comme un bien acquêt et en partie comme un bien propre. Alors, à la suite de cette qualification, si le bien a été acquis en partie avec des acquêts et en partie avec des propres, nous voulons nous assurer que l’enrichissement d’une masse soit compensé à l’autre masse.

Les récompenses s’opèrent de la masse des acquêts d’un conjoint à celle des propres de ce même conjoint et inversement.

**La date d’évaluation des biens**

Les biens susceptibles de récompense s’estiment d’après leur état au jour de la dissolution du régime et d’après leur valeur au temps de la liquidation (art. 476 al. 1 C.c.Q.).

Cet article tient compte de la dépréciation ou de l’augmentation de valeur d’un bien entre la date de la dissolution (soit celle des effets de la dissolution donc la date de l’introduction de l’instance ou du décès : art. 465 C.c.Q.) et celle de la liquidation (habituellement, cette date est celle du jugement si ce dernier statu sur les droits patrimoniaux des parties et dans le cas d’un décès, ce sera la date du règlement de la succession qui est ultérieure à celle du décès).

Les biens susceptibles de récompense s’estiment d’après leur état au jour de la dissolution du régime (art. 476 al. 1 C.c.Q.). Cette date s’établie en fonction de l’article 465 C.c.Q. Cette première portion de l’article, nous permet de se situer pour la qualification des biens. Pour qualifier le bien susceptible de récompense, il s’estimera d’après son état au jour de la dissolution (art. 465 C.c.Q.). Cela signifie qu’au jour de la dissolution, notamment, au jour de l’introduction de l’instance, à la date du décès ou exceptionnellement au jour de la cessation de la vie commune (art. 466 C.c.Q.), il faut déterminer ce qui compose la société, mais nous ne déterminerons pas leur valeur à cette date.

En résumé :

* Pour qualifier les biens susceptibles de récompense : jour de la dissolution (date du décès, date de l’introduction de l’instance ou date de cessation de vie commune art. 465 et 466 CcQ).
* Pour déterminer la valeur de

Question : Vrai ou faux ? Si un conjoint qui contracte une dette après la demande d’introduction en divorce pour procéder à des réparations d’un immeuble qui est un bien acquêts, cette dette pourra être déduite de la masse des acquêts.

Réponse : FAUX. Les biens acquis et les dettes créées après la date de la prise d’effet de la dissolution sont donc exclus du partage de la société d’acquêts. Si l’état du bien a changé après l’introduction de l’instance ou du décès, c’est-à-dire que des modifications ont été apportées au bien, l’évaluation qui sera faite du bien au moment de la liquidation devra en faire abstraction.

Exemple : Si le bien a été rénové après la dissolution du régime, nous ne tiendrons pas compte de la plus-value donnée au bien.

Est-ce que tous les biens, même ceux qui ne sont pas susceptibles de récompenses, doivent s’estimer d’après leur état au jour de la dissolution et d’après leur valeur au temps de la liquidation ?

Selon le courant majoritaire, la réponse à cette question semble négative. En effet, s'il n'est pas nécessaire de calculer une récompense pour un bien acquêt, la valeur de celui-ci s'évalue à la date à laquelle remontent les effets de la dissolution du régime, et non à la date de la liquidation comme le prévoit l'article 476, al. 1 C.c.Q. pour le bien susceptible de récompense. Ainsi, pour le bien propre ou acquêt non susceptible de récompense, une seule date compte pour l'évaluation : celle de la dissolution du régime (art. 465 et 466 C.c.Q.).  Cependant, plusieurs auteurs de doctrine, soutiennent qu’il serait incohérent que certains biens soient estimés à la liquidation et d’autres à la dissolution.

Par exemple, dans *B. (S.) c. L. (C.)*, l'époux possède des économies de 20 000 $ au jour de l'introduction de l'instance de la demande de divorce présentée par son épouse. Peu après la signification de cette demande, l'époux va jouer au casino et y perd toutes ses économies. L'épouse lui réclame 10 000 $, soit la moitié des économies perdues. En l'espèce, les économies sont qualifiées d'acquêts et aucune récompense n'est due à la masse des propres [voir les art. 449 et 459 C.c.Q.]. Le tribunal décide que l'épouse a droit à la moitié du montant des économies étant donné que les effets de la dissolution du régime remontent au jour de la demande de divorce (ce jour est celui de la prise d'effet de la dissolution du régime) [art. 465, al. 2 C.c.Q.], et ce, même si les économies n'existent plus au jour de la liquidation du régime [voir l'art. 476, al. 1 C.c.Q.]. L'épouse a donc droit à 10 000 $ »

L’article 476, al 2 CcQ traite de la date d’évaluation d’un bien qui a été aliéné au cours du régime, mais qui n’a pas été remplacé. Alors, la récompense s’évalue au jour de l’aliénation.

**Les récompenses des acquêts à la masse des propres**

1. Biens acquis pendant le mariage avec des propres et des acquêts (art. 451 CcQ).

Exemple 1

Mathieu acquiert un terrain au coût de 100 000,00 $ pendant le mariage. Il acquitte ce montant comme suit :

* 25 000,00 $ provenant de l’héritage reçu de la succession de sa mère (bien propre : art. 450 (2) C.c.Q.)
* 75 000,00 $ provenant des économies effectuées à même son salaire (bien acquêt : art. 449 (1) C.c.Q.)

La valeur au jour du jugement de divorce est toujours de 100 000 $.

Conformément à l’article 451 C.c.Q., ce bien sera qualifié d’un bien acquêt à charge de récompense aux propres, car la valeur des propres employées n’est pas supérieure à la moitié du coût total d’acquisition. 25 000 $ est inférieur à 50 000 $ qui correspond à la moitié de 100 000 $ le coût d’acquisition.

Afin de calculer la récompense, nous appliquerons le principe de la proportionnalité. La récompense qui sera due aux propres sera proportionnelle au % des propres utilisés lors de l’acquisition, en l’espèce ce pourcentage sera de 25 %.



Valeur des propres utilisés est 25 000 $ divisé par la valeur d’acquisition du bien soit 100 000 $ multiplié par la valeur du bien à la date de l’évaluation soit 100 000 $ alors la récompense de la masse des acquêts aux propres sera de 25 000 $.

Pour continuer avec le même exemple, si à la date de la liquidation du régime le terrain vaut 150 000,00 $.

Calcul de la récompense à la masse des propres



25 000,00 $ X 150 000,00 $ = 37 500,00 $

100 000,00 $

La récompense à la masse des propres sera de 37 500,00$.

Exemple 2

Julie acquiert un cheval au coût de 20 000,00 $ (pour des fins de divertissement et non des fins professionnelles) qu’elle paye comme suit :

* 15 000,00 $ provenant de son salaire (acquêts art. 449(1) C.c.Q.)
* 5 000,00 $ provenant de l’héritage de la succession de sa mère (propre art. 450(2) C.c.Q.)

À la date de la liquidation, le cheval vaut 16 000,00 $

Au jour de la dissolution, ce bien sera un bien acquêt à charge de récompense aux propres, car les propres employés pour l’acquisition du bien ne sont pas supérieurs, soit 5 000 $ à la moitié du coût d’acquisition soit 10 000 $ qui correspond à 20 000 $ divisé par 2.

**Formule** : Valeur des propres employés pour l’acquisition du bien < Moitié du coût d’acquisition

5 000$ < 10 000$ (20 000$ / 2)

Même si le bien a déprécié depuis son acquisition, une récompense sera tout de même due à la masse des acquêts. La récompense à une masse devrait s’appliquer de manière générale et être exclue uniquement lorsque le législateur en fait spécifiquement mention comme pour les impenses nécessaire (art. 477 C.c.Q.) ou si le législateur prévoit le calcul de la récompense autrement, par exemple, 450 (6), 456 et 457 CcQ.

Calcul de la récompense à la masse des propres



5 000,00 $ X 16 000,00 $ = 4 000,00 $

20 000,00 $

La récompense à la masse des propres sera de 4 000,00 $.

1. Bien indivis (art. 452 CcQ)

Le principe de la proportionnalité s’appliquera aussi pour l’acquisition d’une part indivise conformément à l’article 452 C.c.Q.

Voici un premier exemple du calcul des récompenses de la masse des acquêts à la masse des biens propres conformément à l’article 452 :

Exemple 1

Mathieu a reçu par donation ¼ d’un immeuble à revenu qui a une valeur totale de 400 000$. Ses frères, Sébastien et Hugo, et sa sœur, Joannie, sont propriétaires en parts égales du reste soit ¾.

La part de Mathieu d’une valeur de 100 000 $ est actuellement propre, car elle provient d’une donation conformément à l’article 450 (2) C.c.Q.)

Quelques mois plus tard, Mathieu achète la part de sa sœur au coût de 100 000 $ avec les économies provenant entièrement de son salaire. Alors, cette nouvelle part indivise a été acquise entièrement avec des acquêts conformément à l’art. 449 (1) C.c.Q.. Au moment de cet achat l’immeuble a toujours une valeur de 400 000 $.

Mathieu détient maintenant ½ des droits. Alors la valeur totale de ses droits dans l’immeuble au moment de l’acquisition de la nouvelle quote-part est de 200 000 $.

Ce bien sera qualifié d’un bien acquêt à charge de récompense aux propres, selon l’article 452 al. 2 C.c.Q., car la valeur des acquêts employés pour l’acquisition est égale à la moitié de la valeur totale du bien dont Mathieu est devenu propriétaire. La valeur des acquêts utilisée est de 100 000 $ et la moitié de la valeur totale du bien dont Mathieu est propriétaire est 100 000 $ soit 200 000 $ divisé par 2.

Pour continuer avec le même exemple, si à la date de la liquidation du régime la part indivise (1/2) de Mathieu vaut 300 000 $ donc l’immeuble a maintenant une valeur de 600 000 $.

Calcul de la récompense à la masse des propres



100 000,00 $ X 300 000,00 $ = 150 000,00$

200 000 $

La récompense à la masse des propres sera de 150 000,00 $.

1. Annexe d’un bien propre (art. 455 CcQ)

À cet article, le principe de la proportionnalité dont il a été question pour les deux articles précédent (art. 451 et 452 C.c.Q.), ne s’appliquera que lorsque nous sommes en présence d’un bien acquis à titre d’accessoire ou d’annexe à un bien qui était propre.

Exemple 1

Mathieu reçoit à titre de legs de la succession de sa mère un terrain dont sa valeur est de 50 000 $. Pendant le mariage, il fait construire un immeuble à revenus au coût de 200 000 $ payé à même son salaire accumulé pendant le mariage (bien acquêt : art. 449 (1) C.c.Q.).

Il faut d’abord qualifier le bien.

**Formule** : Valeur des acquêts employés ≥ Valeur du bien propre principal

200 000$ ≥ 50 000$

L’immeuble (terrain + bâtisse) sera qualifié de bien acquêt à charge de récompense à la masse des propres (art. 455 al. 2 C.c.Q).

Détermination de la récompense : au moment de la liquidation, il faut déterminer quelle aurait été la valeur du terrain sans cette annexe.

Si au moment de la liquidation du régime matrimonial il est établi que l’immeuble (terrain + bâtisse) vaut 200 000 $ et que sans cette bâtisse le terrain aurait une valeur de 50 000 $, la récompense due par la masse des acquêts à la masse des propres sera de 50 000 $.

Pour reprendre le même exemple,

* Si lors de la liquidation du régime matrimonial, l’immeuble valait 300 000 $ et qu’il est établi que sans l’ajout de cette bâtisse le terrain aurait valu 100 000 $, la récompense due aux propres sera de 100 000 $.
* Si lors de la liquidation du régime matrimonial, l’immeuble (terrain + bâtisse) valait 200 000 $ et qu’il est établi que sans l’ajout de la bâtisse le terrain aurait une valeur de 45 000 $, la récompense due aux propres sera alors de 45 000 $.

Aucun calcul proportionnel ne sera effectué, car la valeur de l’accessoire ou de l’annexe peut être établie indépendamment du bien principal. Il est alors possible de ventiler la valeur de l’accessoire par rapport au bien principal afin d’établir l’enrichissement procuré à la masse des acquêts au détriment de la masse des propres.

**Les récompenses des propres à la masse des acquêts**

1. Biens acquis avec des propres et des acquêts (art. 451 CcQ)

Exemple 1

Mathieu acquiert un terrain au coût de 100 000,00 $ pendant le mariage. Il acquitte ce montant comme suit :

* 75 000,00 $ provenant de l’héritage reçu de la succession de sa mère (bien propre : art. 450 (2) C.c.Q.)
* 25 000,00 $ provenant des économies effectuées à même son salaire (bien acquêt : art. 449 (1) C.c.Q.)

La valeur au jour du jugement de divorce est toujours de 100 000 $.

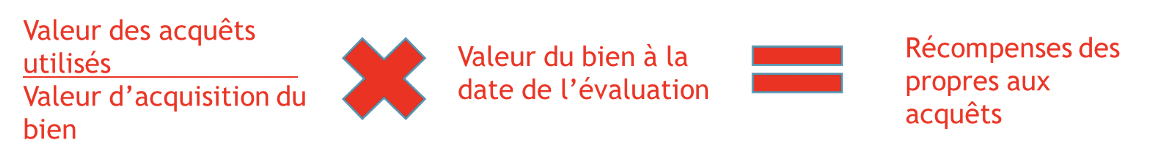
Qualification du bien en vertu de 451 CcQ :

**Formule** : Valeur des propres employés > Moitié du coût total d’acquisition

75 000$ > 50 000$ (100 000$ / 2)

Conformément à l’article 451 C.c.Q., ce bien sera qualifié d’un bien propre à charge de récompense aux acquêts, car la valeur des propres employées est supérieure à la moitié du coût total d’acquisition. 75 000 $ est supérieure à 50 000 $ qui correspond à la moitié de 100 000 $ le coût d’acquisition.

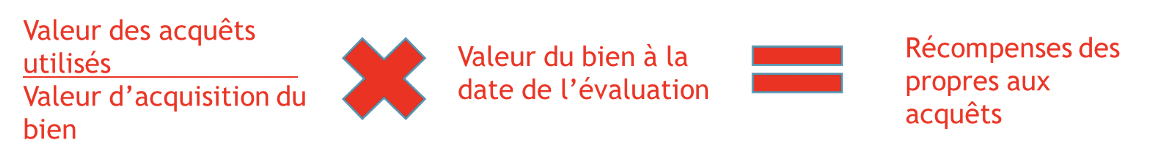
Afin de calculer la récompense, nous appliquerons le principe de la proportionnalité. La récompense qui sera due aux propres sera proportionnelle au % des propres utilisés lors de l’acquisition, en l’espèce ce pourcentage sera de 25 % .



Valeur des acquêts utilisés est 25 000 $ divisé par la valeur d’acquisition du bien soit 100 000 $ multiplié par la valeur du bien à la date de l’évaluation soit 100 000 $ alors la récompense de la masse des propres aux acquêts sera de 25 000 $.

Pour reprendre le même exemple, si à la date de la liquidation du régime le terrain vaut 150 000,00 $.

Calcul de la récompense à la masse des acquêts



25 000,00 $ X 150 000,00 $ = 37 500,00 $

100 000,00 $

La récompense à la masse des acquêts sera de 37 500,00$

1. Acquisition d’une part indivise (art. 452 CcQ)

Le principe de la proportionnalité s’appliquera aussi pour l’acquisition d’une nouvelle part indivise conformément à l’article 452 C.c.Q. si le conjoint possédait déjà une part indivise dans le même bien.

Voici un premier exemple du calcul des récompenses de la masse des propres à la masse des biens acquêts conformément à l’article 452 :

Exemple 1

Mathieu a reçu par donation ½ d’un immeuble à revenu qui a une valeur totale de 300 000$. Ses frères, Sébastien et Hugo, sont propriétaires de l’autre moitié indivise en parts égales du reste de l’immeuble, soit 1/4 chacun.

La part de Mathieu d’une valeur de 150 000 $ est actuellement propre, car elle provient d’une donation conformément à l’article 450 (2) C.c.Q.)

Quelques mois plus tard, Mathieu achète la part de sa sn frère Hugo au coût de 50 000 $ avec les économies provenant entièrement de son salaire. Alors, cette nouvelle part indivise a été acquise entièrement avec des acquêts conformément à l’art. 449 (1) C.c.Q.. Au moment de cet achat l’immeuble a toujours une valeur de 300 000 $.

Mathieu détient maintenant 3/4 des droits. Alors la valeur totale de ses droits au moment de l’acquisition de la nouvelle quote-part est de 225 000 $.

Qualification du bien en vertu de 452, al 2 CcQ :

**Formule** : Valeur des acquêts employés < Moitié de la valeur totale de la quote-part

50 000$ < 112 500$ (225 000$ / 2)

Ce bien sera qualifié d’un bien propre à charge de récompense aux acquêts, selon l’article 452 al. 2 C.c.Q., car la valeur des acquêts employés pour l’acquisition est inférieure à la moitié de la valeur totale du bien dont Mathieu est propriétaire. La valeur des acquêts utilisée est de 50 000 $ et la moitié de la valeur totale du bien dont Mathieu est propriétaire est 112 500 $ soit 225 000 $ divisé par 2.

Pour reprendre le même exemple, si à la date de la liquidation du régime la part indivise (3/4) de Mathieu vaut 400 000 $.

Calcul de la récompense à la masse des acquêts



50 000,00 $ X 400 000,00 $ = 88 888,89$

225 000 $

La récompense à la masse des acquêts sera de 100 000,00 $

1. Accessoire ou annexe (art. 455 CcQ)

À l’article 455 CcQ, le principe de la proportionnalité dont il a été question pour les deux articles précédent (art. 451 et 452 C.c.Q.), ne s’appliquera pas lorsque nous sommes en présence d’un bien acquis à titre d’accessoire ou d’annexe à un bien qui était propre.

Voici un exemple du calcul de la récompense qui sera due de la masse des propres à la masse des acquêts :

Exemple 1

Mathieu reçoit à titre de legs de la succession de sa mère un immeuble à revenus dont sa valeur est de 200 000 $. Cet immeuble est un bien propre, car il provenait d’une succession (art. 450 (2) C.c.Q.).

Pendant le mariage, il fait construire de cases de rangement extérieures au coût de 10 000 $ payé à même son salaire accumulé pendant le mariage (bien acquêt : art. 449 (1) C.c.Q.).

Il faut d’abord qualifier le bien.

**Formule** : Valeur des acquêts employés < Valeur du bien propre principal

10 000$ < 200 000$

L’immeuble (immeuble à revenus + cases de rangement extérieur) sera alors qualifié de bien propre (art. 455 al. 1 C.c.Q) à charge de récompense aux acquêts parce que la valeur des acquêts ayant servi à la construction de la remise, soit 10 000 $ est inférieure à celle du bien propre, l’immeuble à revenus qui avait une valeur de 200 000 $.

Pour continuer sur le même exemple :

* Si au moment de la liquidation du régime matrimonial il est établi que l’immeuble (immeuble à revenus + remise) vaut 200 000 $ et que sans la remise, l’immeuble aurait une valeur de 200 000 $, il n’y aura pas de récompense due aux acquêts, car les acquêts n’auront procuré aucune plus-value à l’immeuble.
* Si lors de la liquidation du régime matrimonial, l’immeuble (immeuble à revenus + remise) valait 250 000 $ et qu’il est établi que sans l’ajout de la remise l’immeuble aurait une valeur de 245 000 $, la récompense due aux acquêts sera alors de 5 000 $.

Aucun calcul proportionnel ne sera effectué, car la valeur de l’accessoire ou de l’annexe peut être établie indépendamment du bien principal. Il est alors possible de ventiler la valeur de l’accessoire par rapport au bien principal afin d’établir l’enrichissement procuré à la masse des acquêts au détriment de la masse des propres.

1. Bien acquis en remplacement d’un propre en partie avec des acquêts (art. 450 (3) et 451 CcQ)

Exemple 1

Mathieu vend un terrain qu’il avait acquis avant le mariage et qui était entièrement payé au moment du mariage. Il le vend au coût de 75 000 $ et achète un autre terrain avec le produit de la vente. Ce terrain est un bien propre conformément à l’article 450 (1) C.c.Q.

Le nouveau terrain a été acquis pour la somme de 100 000 $ réparti comme suit :

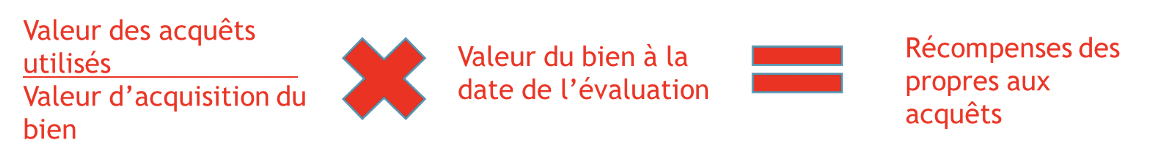
* 75 000,00 $ provenant de la vente du premier terrain, le 75 000 $ sera un bien propre selon l’article 450 (3) C.c.Q., car cela constitue un remploi d’un bien propre.
* 25 000,00 $ provenant des économies accumulées à même son salaire (biens acquêts : art. 449 (1) C.c.Q.)

Conformément à l’article 451 C.c.Q., le nouveau terrain sera qualifié d’un bien propre à charge de récompense aux acquêts, car la valeur des propres employées est supérieure à la moitié du coût total d’acquisition. 75 000 $ est supérieure à 50 000 $ qui correspond à la moitié de 100 000 $ le coût d’acquisition.

ATTENTION, si le nouveau terrain avait toutefois été acquis en entier avec la valeur de la vente du premier terrain donc pour une somme de 75 000 $, ce nouveau terrain serait qualifié de bien propre conformément à l’article 450 (3) C.c.Q. et aucune récompense ne serait due à la masse des acquêts, car aucun n’acquêt n’aura servi à son acquisition.

Pour continuer avec cet exemple, si à la date de la liquidation du régime le terrain vaut 200 000,00 $. La récompense qui sera due aux acquêts sera proportionnelle au % des acquêts utilisés lors de l’acquisition.

Calcul de la récompense à la masse des acquêts



25 000,00 $ X 200 000,00 $ = 50 000,00 $

100 000,00 $

La récompense à la masse des acquêts sera de 50 000,00 $

1. Instrument de travail (art. 450 (6) CcQ)

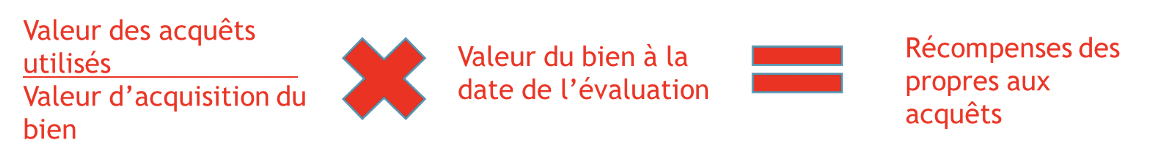
Mathieu est propriétaire d’un véhicule qu’il utilise à titre de taxi afin de déplacer ses clients du point A au point B. Il a acquis ce véhicule au coût de 20 000$ qui a été acquitté ainsi :

* 15 000,00 $ provenant d’un héritage, cela constitue un bien propre selon l’article 450 (2) C.c.Q.
* 5 000,00 $ provenant des économies accumulées à même son salaire, ce qui constitue un acquêt au sens de l’article 449 (1) C.c.Q.)

Ce bien sera qualifié de propre à charge de récompense à la masse des propres conformément à l’article 450 (6) C.c.Q.

Si à la date de la liquidation du régime le taxi vaut 10 000,00 $.

Calcul de la récompense à la masse des acquêts



5 000,00 $ X 10 000,00 $ = 2 500,00 $

20 000,00 $

La récompense à la masse des acquêts sera de 2 500,00 $

La valeur des acquêts utilisés est 5 000 $ divisé par la valeur d’acquisition du bien soit 20 000 $ multiplié par la valeur du bien à la date de l’évaluation soit 10 000 $ alors la récompense de la masse des propres aux acquêts sera de 2 500 $.

1. Dividendes versés en action (art. 456 CcQ)

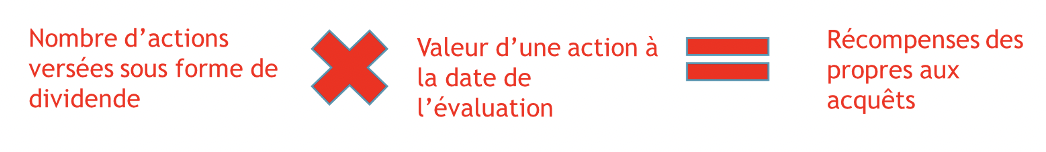
Mathieu est propriétaire de 100 actions de la société ABC. Ces actions avaient entièrement été acquises avant le mariage.

Pendant le mariage, alors que ses actions valent 10 $ chacune, à titre de paiement de dividendes, la société ABC lui émet 50 nouvelles actions. Au moment de la liquidation du régime matrimonial, Mathieu détient 150 actions.

Les 50 nouvelles actions seront qualifiées de propres à charge de récompense à la masse des acquêts, car normalement les fruits et revenus sont acquêts en vertu de l’article 449 (2) CcQ.

Pour continuer avec cet exemple, si au jour de la liquidation du régime matrimonial, les actions ont toujours une valeur de 10 $ chacune

Calcul de la récompense à la masse des acquêts



Calcul : 50 actions X 10 $ = 500 $

La récompense à la masse des acquêts sera de 500 $

Si lors de la liquidation du régime matrimonial, les actions ont une valeur de 20 $ chacune, la récompense aux acquêts sera plutôt de 1000 $, car le nombre d’actions versées sous forme de dividende est 50 multiplié par d’une action à la date de l’évaluation soit 20 $ alors la récompense de la masse des propres aux acquêts sera de 1 000 $.

1. Revenus d’entreprises réinvestis (art. 457 CcQ)

Les revenus générés par une entreprise qui sont réinvestis dans l’entreprise, sans que ces sommes ne soient nécessaires au maintien des revenus de l’entreprise, doivent récompense à la masse des acquêts.

Exemple 1

Mathieu a démarré son entreprise de déneigement avant le mariage. Cette entreprise vaut 500 000 $ au moment du mariage.

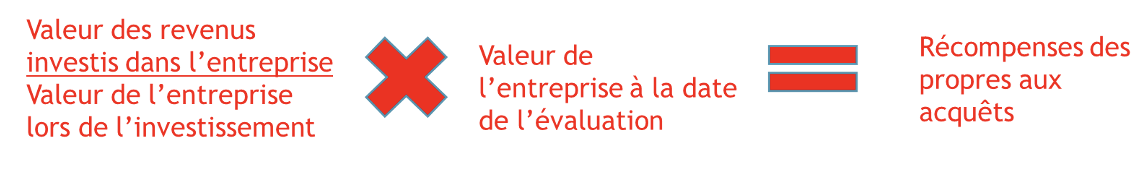
Pendant le mariage, cette entreprise a produit des revenus de l’ordre de 200 000 $. Ces revenus ont été réinvestis dans l’entreprise. Toutefois, ce réinvestissement n’était pas nécessaire au maintien des revenus de l’entreprise. À la suite de cet investissement, l’entreprise vaut 600 000$.

L’entreprise sera qualifiée de propre à charge de récompense aux acquêts, conformément à l’article 457 C.c.Q.

Si au jour de la liquidation du régime matrimonial, l’entreprise a toujours une valeur de 600 000 $, la récompense aux acquêts sera de 200 000 $.

Pour continuer avec le même exemple, si à la date de la liquidation du régime l’entreprise vaut 900 000 $.

Calcul de la récompense à la masse des acquêts



200 000,00 $ X 900 000,00 $ = 300 000$

600 000,00 $

La récompense à la masse des acquêts sera de 300 000$.

**Cas particulier**

1. Absence de récompense pour l’entretien et la conservation des biens (art. 477 C.c.Q.)

Il n’y aura aucune récompense qui sera due à la masse des acquêts par celle des propres ou inversement en raison des impenses nécessaires ou utiles à la conservation ou l’entretien d’un bien conformément à l’article 477 C.c.Q.

On entend par « impense », une dépense.

L’impense sera considérée nécessaire lorsqu’elle empêche le bien de se déprécier. Par exemple, le remplacement des fenêtres d’un immeuble ou le remplacement de la toiture.

Les impenses seront considérées utiles lorsqu’elles procurent un avantage au bien, encore faut-il que cette dépense ait été effectuée pour l’entretient ou la conservation du bien.

1. Récompense équivalente aux amendes payées pendant le mariage (art. 479 C.c.Q.)

Le paiement avec les acquêts d’une amende imposée par une loi donne lui à une récompense en faveur de la masse des acquêts, selon l’article 479 C.c.Q.

Le terme « amende » doit recevoir une interprétation large et libérale. Par exemple, un montant qui est dû à la suite d’une faute ou d’une négligence par l’époux. Cela inclus tant les amendes, contraventions ou autres pénalités.

Ces amendes sont fréquemment payées pendant le mariage avec des acquêts. La récompense sera équivalente à la somme payée pendant le régime.

Exemple : le conjoint A doit 12 000 $ à Revenu Québec dont 10 000 $ en impôt et 2 000 $ en pénalité. Pendant le mariage, le conjoint A rembourse cette somme incluant la pénalité de 2 000 $. Une récompense sera due aux acquêts d’une somme de 2 000 $.

1. Dette contractée au profit des propres et qui n’est pas acquittée (art. 478 et 484 C.c.Q.)

Selon l’article 478 C.c.Q., la dette contractée au profit des propres donnera droit à une récompense à la masse des biens acquêts comme si elle avait été acquittée en totalité par les acquêts.

Pour que cette récompense s’opère, la dette doit exister au moment de la dissolution. La récompense sera égale au solde de la dette à la date de l’évaluation. Cet exercice sera nul à l’égard de la masse des acquêts, mais permettra de considérer la dette des propres dans le partage des acquêts afin d’éviter un recours des créanciers contre le conjoint non-débiteur (je vous réfère à l’article 484 C.c.Q.).

Exemple : Un immeuble à revenus a été échu par succession à Mathieu. Ce bien sera un propre (art. 450 (2) C.c.Q.).

Pendant le mariage, il procède au remplacement de la toiture afin d’entretenir l’immeuble (aucune récompense ne sera due aux acquêts selon l’article 477 C.c.Q). Il contracte alors une dette de 40 000 $. La dette est reliée à un bien propre.

Lors de la liquidation du régime matrimonial, il y a toujours un solde de 20 000 $ à payer et cet immeuble à une valeur de 300 000 $.

La dette est de 0$ dans les propres parce qu’elle est présumée payée.

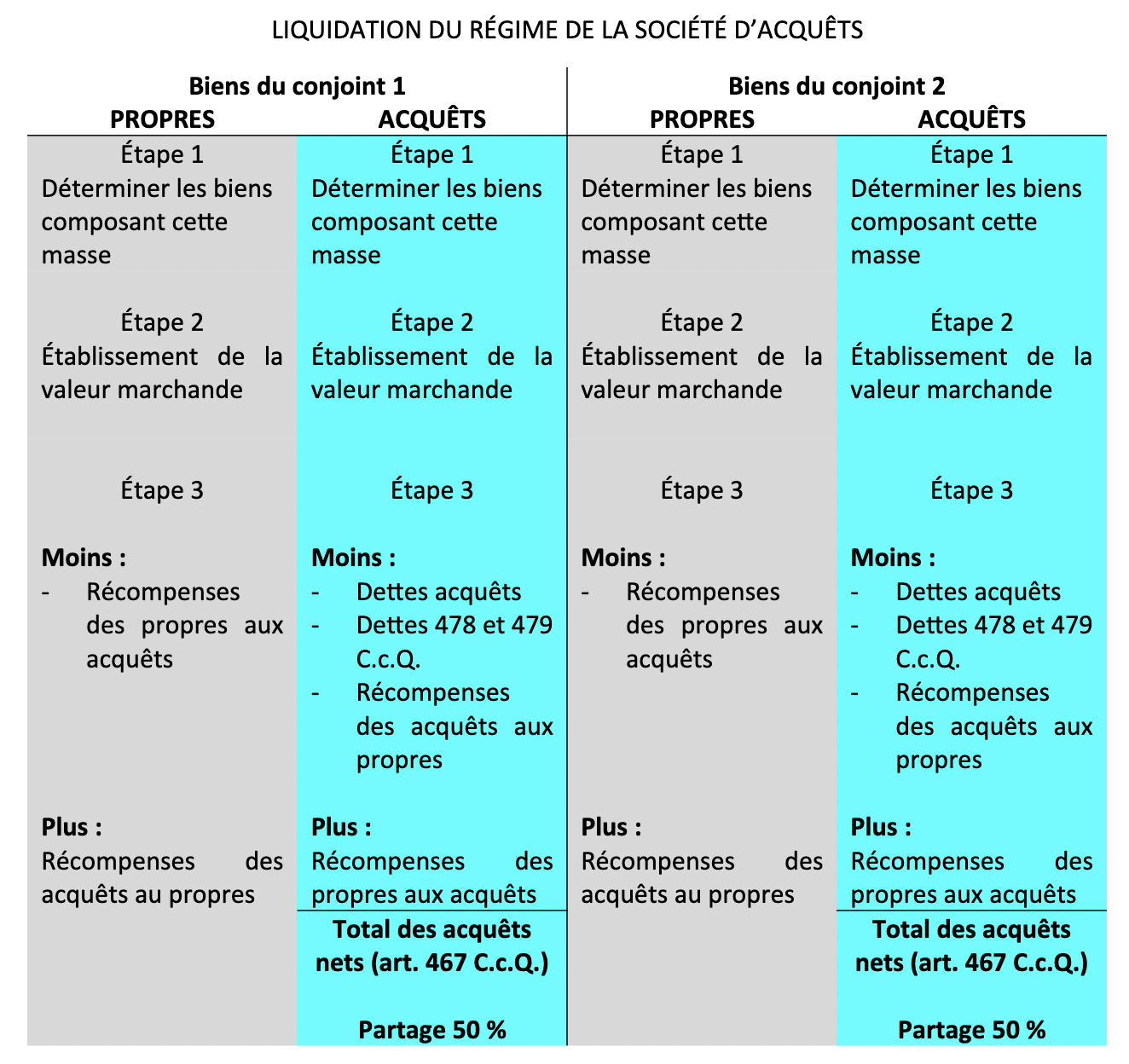
La dette de 20 000 $ est prise en compte dans les acquêts et déduite de la valeur des acquêts.

Une récompense de 20 000 $, égale au solde du prêt et tirée des propres, est ajoutée à la valeur des acquêts. Dans les faits, le montant de 20 000 $ s’annule dans les acquêts.

Cela permettra de considérer la dette des propres dans le partage des acquêts afin d’éviter un recours des créanciers contre le conjoint non-débiteur (je vous réfère à l’article 484 C.c.Q.).



**EN RÉSUMÉ :**



**L’assurance-vie**

